LA VIE INTELLECTUELLE

FÉVRIER 1956

Le mal de l'Europe

É. BORNE

L'électeur contre le pouvoir

P.-A. MARTEL

Il n'y a pas d'Union française

A. LAGARRIGUE

Le proton négatif et l'univers du physicien

M. CRUBELLIER

La religion, sens de l'histoire

LES ÉDITIONS DU CERF

Sommaire

V. I. : *Le mal de l'Europe* 1

ÉGLISE ET CHRÉTIENTÉ

M. CRUBELLIER : La religion, sens de l'histoire.... 7
D. DUBARLE : Le clergé espagnol et son avenir..... 28

Communistes et chrétiens dans le même monde (A.-M. HENRY). 47
Un nouveau livre sur l'Islam (F. CLÉRY) 52
Terre Sainte, de M.-H. Lelong (R. BEAUPÈRE) 54

TRAVAIL ET POLITIQUE

P.-A. MARTEL : Il n'y a pas d'Union Française..... 56
É. BORNE : L'électeur français ou « le citoyen contre les pouvoirs » 65
H. MULLER : Apparition de la Droite..... 70

Réaction de refus (F. LAURENT) 81
Les élections sociales (P. CHÉRON) 83
Pot-pourri mondial (A. FRISCH) 92
La tentation du front populaire en Extrême-Orient (A. VIATTE) 98
L'Égypte entre la France et l'Angleterre (J. NANTET)..... 102
Djézireh syrienne, point faible du « Croissant fertile » (P. RONDOT) 106
La Sarre et l'avenir (J. SCHWŒBEL) 108
Mythologie américaine (A. VIATTE) 113

SCIENCE ET POÉSIE

A. LAGARRIGUE : Le proton négatif et l'univers du Physicien 115

Réforme de l'écriture chinoise (F. ALEXANDRE) 127
Visages d'une époque (R. VRINAT) 130
Romans et essais (M. CHAVARDÈS et G. VENAISSIN) 133
Théâtre (H. GOUHIER) 142
Cinéma : Un film exceptionnel, *Ordet* (J.-L. TALLENAY)..... 146
« Cercle ouvert » (B. D.). 151

La Vie Intellectuelle

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE. — FÉVRIER 1956

Le mal de l'Europe

La France vient d'être une fois encore objet de scandale dans le monde en élisant une assemblée impossible, dans laquelle le tiers de la représentation nationale fait profession d'une hostilité irréconciliable au régime parlementaire et aux institutions de liberté. Aussi la partie la plus éclairée du genre humain (on pense aux élites des sages démocraties anglo-saxonnes), crie-t-elle à notre inguérissable légèreté : quel peuple déconcertant, incompréhensible, contradictoire! Les Français sont en effet sans excuses d'avoir fait sortir des urnes plus de deux cents communistes ou poujadistes, car leurs affaires sont prospères, leur niveau de vie augmente, leur économie est en expansion : cette fureur contre ce qui est, cet appétit de changement, cette démesure dans l'invective, qui se sont montrés durant notre épisode électoral, ont évidemment quelque chose de déraisonnable; on ne s'étonne pas que des statisticiens aient échoué dans leur entreprise de sondage de notre opinion publique : il eut fallu des psychanalystes qui eussent sans doute dévoilé quelques beaux complexes collectifs.

Que la France soit mécontente d'un mécontentement mal motivé, on peut le concéder à nos censeurs, encore que leurs critères du raisonnable se révèlent un peu courts à l'usage, mais le mal n'est pas spécifiquement

français, il atteint sournoisement ou visiblement les plus vieux peuples de l'Europe ou de ce qui en reste — et qui nous traite en ilote ne s'aperçoit pas qu'il est ivre de notre propre ivresse. Malgré les catastrophes spirituelles et les dévastations matérielles de la dernière guerre, l'Europe occidentale a retrouvé, aménagé, élargi, un certain bonheur de vivre : la protection de la santé et la prolongation de l'existence, les loisirs et les vacances, l'équipement domestique et la voiture automobile font de plus en plus partie des ressources accessibles à un nombre croissant d'individus et de familles. Or, et c'est là le paradoxe, ce progrès inconstestable du mieux-être n'empêche pas la naissance et le développement d'une sourde et profonde inquiétude, et tous ces satisfaits sont aussi des irrités et des mécontents. En Grande-Bretagne, en Allemagne occidentale, dans le nord de l'Europe, le phénomène pour ne pas se traduire encore en manifestations spectaculaires se reconnaît cependant à quelques signes décisifs ; on est moins à l'aise dans les vieilles traditions, même si on continue à les pratiquer. Bref, le mécontentement, et un mécontentement impuissant, est un mal européen.

L'Europe est malade d'une trop longue histoire ; elle a essayé toutes les aventures, se complaisant dans celles qui avaient les apparences de la grandeur : ressusciter des Empires au dedans, en construire au dehors qui aient les dimensions du monde, ces vastes pensées n'ont pas trop bien réussi aux uns et aux autres ; la tragédie et l'humiliation étaient au terme de la route. L'homme, et surtout l'homme collectif, ne peut vivre sans mythes, sans utopies, sans foi historique. Nous autres, Européens, nous sommes mécontents, nous cherchons à notre mécontentement des raisons mineures et

des prétextes subalternes, nous souffrons en réalité de ce vide douloureux, de cette angoisse sans objet qui ravage les âmes incapables d'enthousiasme et d'énergie créatrice.

Dans cette Europe qui sait bien que les vrais drames historiques se jouent en ce moment ailleurs que chez elle, il se développe un esprit provincial; d'où alors une retombée de passions : les orgueils deviennent vanités, les colères irritations, les ambitions jalousies, et les grandes exigences se perdent en de mesquines prétentions. Ainsi en France un rassemblement de boutiquiers en guerre contre le fisc, trouve intolérables les uniprix, les coopératives et les magasins à succursales multiples, et ce mécontentement médiocre fait une force suffisante pour mobiliser contre le régime deux millions six cent mille bulletins de vote. Quand l'épicier se croit César ou Spartacus tout en gardant ses pensées et sa vie épicières, quand la France risque d'avoir Saint-Céré pour capitale, la preuve est faite d'un grave abaissement de l'esprit public. Déjà ce succès suscite des rumeurs et des imitations à l'étranger. Comprenons bien que l'Europe est vulnérable à une tentation de révolte petite-bourgeoise et que le poujadisme n'est qu'un symptôme de notre commun vieillissement, de notre commun déclin.

Il serait facile ici de se réfugier dans la noble abstraction des consolations académiques. Ne payons-nous pas par ce taedium vitae, *par toutes ces inquiétudes crispées, par ce mal du siècle sans romantisme, la matérialisation croissante de la vie moderne? Le progrès technique qui peut procurer l'égalité des conditions a aussi pour conséquence le nivellement des esprits et des âmes, et le confort qui aménage si bien la vie ne détruit-il pas le goût de vivre? La citation sur « le supplément d'âme »*

réclamé par une civilisation technicienne serait ici à sa place — encore que le texte fameux de Bergson ait autrement de profondeur et de sens que ne l'imaginent ceux qui l'utilisent pour commodément moraliser sur les dangers du progrès et de la technique.

On ne conteste certes pas que le moindre inconfort et la plus grande sécurité créent à la fois mauvais contentement et mauvais mécontentement et qu'il y ait là l'une des composantes du mal européen : l'Europe inquiète est à la fois une Europe qui vit mieux et qui abdique des responsabilités historiques, sous la contrainte de l'événement, mais aussi par complicité volontaire avec l'événement. Mais on ne peut laisser dire que le progrès technique soit provocation à l'engourdissement de l'esprit et à l'ensommeillement du cœur, ni que le mieux-vivre s'accompagne nécessairement d'une déshumanisation. Le progrès technique est une aventure qui suppose, pour aboutir, imagination et courage, et l'homme est ainsi fait que le mieux-être n'est supportable que par la conquête ou la découverte d'un plus-être. Pour avoir compris ces vérités fortifiantes — même si, par ailleurs, elles manifestent de tragiques carences spirituelles — les U.S.A. et l'U.R.S.S. sont en train de ravir à l'Europe sa traditionnelle prééminence historique.

Tout est compromis pour l'Europe, mais rien n'est encore définitivement perdu, car il n'y a pas pour une grande culture, qui a la première appris au reste du monde le sens de la personne et la valeur de l'universalité, un destin irrémédiable de décadence. L'Europe est encore beaucoup plus que l'Europe. Si elle se rassemble, si elle dépasse ses querelles provinciales au dedans de chaque patrie et entre ses patries, elle ne sera pas incapable de découvrir un grand destin renouvelé,

mais qui ne prendrait plus comme jadis des formes charnelles, imaginatives et impériales. La parole et l'action que le monde attend obscurément demanderaient à l'Europe et aux Européens cet ascétisme, cette rigueur de vie et de pensée sans lesquels ne peuvent se déployer les héroïsmes créateurs. Parce qu'elle a peur d'être incapable de cette parole et de cette action, parce qu'elle redoute obscurément le risque et l'effort, l'Europe est en proie à un mécontentement, qui est premièrement un mécontentement de soi. Ainsi une âme appelée à une grande passion créatrice et incertaine de sa réponse s'épuise en petites criailleries et en impatiences secondes, s'agite au lieu d'agir, critique les autres et soi-même faute d'entreprendre, dans la crainte que ce qui lui est nécessaire ne lui soit aussi impossible. Tel est, exactement, le mal de l'Europe — dont les récentes élections françaises n'ont été qu'un premier et grave symptôme.

V. I.

Projet humain et « économie généralisée »

Par suite d'une regrettable erreur lors de la mise en pages de la Revue, l'article de M. François Perroux, Projet humain et « économie généralisée », *a été imprimé d'après une épreuve qui n'a pas été corrigée par l'auteur. Nous nous en excusons auprès de celui-ci, et nous signalons ci-dessous les coquilles les plus importantes, afin de rétablir le texte exact.*

De même, on a omis d'imprimer les lignes d'introduction, dans lesquelles nous signalions que ce texte reproduit le cours inaugural de M. François Perroux au Collège de France (chaire d'analyse des faits économiques et sociaux) dont l'auteur nous a fait l'honneur et l'amitié d'autoriser la publication dans La Vie Intellectuelle.

P. 49, l. 3 : *au lieu de :* notre pays construisait l'un de ses ensembles industriels portant la plaie des misères ouvrières...

lire : notre pays construisait l'un de ses ensembles industriels, portant la plaie des misères ouvrières...

P. 51, l. 26 : *au lieu de :* J'ai désiré de saluer d'abord ces noms dont le prestige est fait pour intimider. *L'homme* prendrait une forme instructive s'il montrait...

lire : J'ai désiré de saluer d'abord ces noms dont le prestige est fait pour intimider. *L'hommage* prendrait une forme instructive s'il montrait...

P. 56, l. 16 : *au lieu de :* Les progrès économiques, par leurs fruits, leurs dommages, l'affaiblissement de leur ressort annonceraient ainsi une mutation, puis une *régression* culturelle et morale.

lire : Les progrès économiques, par leurs fruits, leurs dommages, l'affaiblissement de leur ressort annonceraient ainsi une mutation puis une *progression* culturelle et morale.

P. 60, l. 7 : *au lieu de :* L'intelligence de la concurrence différenciée prépare celle de la concurrence qui s'exerce par les frais du développement de la vente, qui elle-même annonce la concurrence modifiant consciemment *sa* structure des adversaires et les systèmes de choix de tous les sujets.

lire : L'intelligence de la concurrence différenciée prépare celle de la concurrence qui s'exerce par les frais du développement de la vente, qui elle-même annonce la concurrence modifiant consciemment *la* structure des adversaires et les systèmes de choix de tous les sujets.

P. 61, l. 13-15 : *au lieu de :* alors que l'équilibre général n'est rien autre que l'équilibre général n'est rien autre que le schème des tensions...

lire : alors que l'équilibre général n'est rien autre que le schème des tensions...

P. 67, l. 4 : *au lieu de :* Un savoir révisable des interventions prudentes *tente* de rendre...

lire : Un savoir révisable, des interventions prudentes *tentent* de rendre...

P. 67, l. 30 : *au lieu de :* Si bien qu'un surcroît de création et d'autorité économiques a, dans les sociétés modernes, *la* chance de s'affirmer sans détérioration de l'homme.

lire : Si bien qu'un surcroît de création et d'autorité économique a, dans les sociétés modernes, *une* chance de s'affirmer sans détérioration de l'homme.

Église et chrétienté

La Religion, sens de l'Histoire

selon A.-J. Toynbee[1]

Je doute fort que Toynbee, lorsqu'il dressait, en tête du premier volume, le plan détaillé de son grand ouvrage, *A Study of History*, ait prévu jusqu'où le mènerait son entreprise. Étant donné le sérieux avec lequel il allait s'y consacrer, une telle entreprise risquait fort de tourner à l'aventure. Les circonstances aidant (l'ouvrage, conçu vers 1920, n'a été achevé qu'en 1954), c'est bien, semble-t-il, ce qui est arrivé : Toynbee est allé là où il n'avait pas pensé qu'il irait.

Les deux premières tranches qui furent données au public (vol. I-III, 1934; vol. IV-VI, 1939), la première surtout, se présentaient, pour reprendre une expression d'A. Weber, comme une « sociologie des civilisations ». Il s'agissait, survolant d'assez haut le vaste domaine de l'histoire, d'y découper des « champs d'étude intelligibles » — vingt et une sociétés de l'espèce communément appelée « civilisation » —, de les comparer entre elles, d'analyser les relations qui pouvaient les unir, de nous situer, nous Occidentaux du XXe siècle, dans cet ensemble. En somme, Toynbee emboîtait le pas à Spengler, dont l'*Untergang des Abendlandes* l'avait vivement im-

1. Les pages qui suivent sont un libre commentaire des quatre derniers volumes de A.-J. Toynbee, *Study of History*, Oxford University Press, London, New-York, Toronto, 1954. — Les références sont données de la façon suivante : le volume en chiffres romains (le volume, non la partie), la page en chiffres arabes.

pressionné[2] ; ou plutôt, il tentait de le relayer, de reprendre une œuvre compromise par l'esprit de système et, en substituant l'empirisme anglais à la méthode allemande, de la mener à bien.

Spengler s'était flatté de dresser une « morphologie de l'histoire universelle[3] », c'est-à-dire une description purement phénoménale, du point de vue de la civilisation occidentale déclinante, mais une description révélant objectivement, sous le chaos apparent des faits, un enchaînement constant, comme un patron uniforme, toujours le même au long des siècles et des millénaires, vivace et monotone comme toutes les créations de la nature. J'ai déjà dit ici même[4] à quel point Toynbee avait assoupli le schéma spenglérien — les quatre saisons des civilisations et des cultures —, comme il l'avait rapproché de la réalité historique en le dépouillant de tout dogmatisme, en sorte que sa première partie de la *Study* apparaissait souvent comme un débat ouvert et fécond entre la théorie qui séduit le penseur et l'expérience concrète qui immunise l'historien.

Mais aujourd'hui, après la publication des quatre derniers volumes (que quinze années séparent des quatrième, cinquième, sixième, et vingt années des trois premiers), il est devenu nécessaire de réviser un jugement qui anticipait sur la réalisation complète de l'œuvre. Toute une évolution de la pensée de Toynbee, qu'avaient déjà révélée les essais groupés dans le volume intitulé : *Civilization on Trial*[5], s'y manifeste clai-

2. Toynbee, *Civilization on Trial,* trad. franç. de Renée Villoteau, *La Civilisation à l'épreuve,* Gallimard, Bibl. des Idées, 1951, p. 18.

3. Oswald Spengler, *Der Untergang des Abendlandes,* Umrisse einer Morphologie der Weltgeschichte, trad. franç. de Tazerout, *Le Déclin de l'Occident,* Esquisse d'une morphologie de l'Histoire universelle, Gallimard, 3e édition, 1948, voir l'Introduction, pp. 15-62.

4. *La Vie Intellectuelle,* juillet 1952, pp. 61-67.

5. Cf. traduction française mentionnée plus haut.

rement. Il est vrai, doublement vrai, de dire que Toynbee est parvenu au terme de son œuvre : vrai en ce premier sens qu'il a achevé de dérouler sous les yeux de ses lecteurs le panorama de l'Histoire, et vrai en cet autre sens qu'il a cheminé et que, parti d'une préoccupation que nous pouvons qualifier d'historico-sociologique, il a accédé à une vérité infiniment plus haute, à une vérité que j'appellerai théologique, puisque l'on doit penser, avec Josef Pieper, que toute histoire véritable s'ordonne en dernière analyse à la théologie, c'est-à-dire à une révélation [6]. C'est cet itinéraire parcouru par l'historien-philosophe que je voudrais essayer de jalonner.

Certes, dès le début de la *Study*, Toynbee reconnaissait que l'Histoire a un sens ; et ce sens, il le définissait (I, 159 et 194 ; III, 172) comme « la mutation de l'Homme au Surhomme » — *from Man to Superman*, mutation en cours dont une mutation passée, du Sous-homme à l'Homme, offre le modèle et garantit en quelque sorte la possibilité, sinon le succès. Mais du Surhomme, que fallait-il penser ? Était-il autre chose que la signification implicite du désir et de l'effort séculaires de l'Humanité, signification malheureusement impossible à expliciter avant le jour des réalisations ? C'est ce que suggérait l'image — ou le mythe — des alpinistes, qui revenait comme un *leitmotiv* dans les six premiers volumes. Les sociétés primitives (et non encore historiques par définition) sont comparables à des gens immobilisés sur une corniche, au flanc d'une falaise, un précipice au-desssus d'eux, un précipice au-dessous ; près d'eux gisent, vaincus par une tentative héroïque vers le haut, retombés au niveau de départ, les grimpeurs malheureux qui figurent les civilisations mortes ; tandis que les civilisations encore vivantes, la nôtre en tête, devraient être assimi-

6. Josef Pieper, *La Fin des Temps*, trad. de l'allemand par Claire Champollion, Desclée de Brouwer, 1953, ch. I, § 3, pp. 16-18.

lées à ces alpinistes tenaces qui, agrippés à la paroi rocheuse, essaient d'atteindre une corniche supérieure qu'ils peuvent à peine apercevoir : « [ils] savent seulement qu'il est impossible de s'arrêter et de se reposer avant d'avoir atteint cette corniche où qu'elle se trouve » ; ils « n'ont pas d'autre alternative que d'atteindre la corniche supérieure ou de tomber » (I, 192-193).

Sens de l'histoire, donc — et progrès : mais ce progrès postulé dès l'abord par Toynbee n'était ni un automatisme auquel l'homme n'aurait eu qu'à se confier, ni un développement ou un épanouissement naturel ; c'était une chance offerte à l'homme, une chance à mériter de haute lutte. On pourrait aussi parler, dans le langage bergsonien, volontiers usité par le Toynbee du début, d'une réussite de l'*élan vital*, d'une réussite d'ailleurs payé du prix de beaucoup d'échecs.

Formellement, la vision que Toynbee propose de l'Histoire universelle est encore, comme celle de Spengler, *cyclique* : un enchaînement de civilisations toutes prestigieuses à leur heure, toutes vouées apparemment à l'échec. Mais toujours il a eu soin de corriger ce *cyclisme* désolant et vieux comme le monde. L'image des alpinistes lui en fournissait le moyen. Une autre image, celle de la roue du char, lui permettait de nuancer, de manière différente, sa pensée. L'Histoire est aussi comparable au char (le char de Jaggernaut qui broie les corps des pèlerins qui, dans les solennités, se jettent sur son passage) dont la roue répète indéfiniment ses tours : la roue tourne, mais le char progresse... « Le perpétuel mouvement de la roue n'est pas une vaine répétition si, à chaque révolution, elle porte un véhicule qui se rapproche de son but[7] » (VI, 324). Il n'est plus question ici d'exprimer les incertitudes ni les brusques sauts du

7. Voir encore IV, 35: Toynbee a également utilisé l'image de la navette du tisserand qui, dans son mouvement de va-et-vient, engendre la tapisserie, IV, 34.

progrès. Plus profondément, ce que l'auteur traduit, c'est la rencontre, la conjonction de deux mouvements, celui des roues (ou des civilisations), celui de l'essieu et du char qu'il supporte (ou de la Civilisation, au singulier) — deux mouvements qui se situent dans deux plans différents, voire dans deux sphères étrangères l'une à l'autre... La métaphore pouvait mener très loin. Il n'est donc pas étonnant que Toynbee l'ait reprise avec prédilection, — notamment dans *La Civilisation à l'épreuve*, — se soit appliqué à en scruter toute la richesse de signification. La roue n'est pas forcément celle qui inflige un éternel tourment à un Ixion damné (on sait avec quelle agilité Toynbee use des symboles légendaires ou mythologiques); par le consentement à son mouvement ultime, l'homme en peut faire un facteur de liberté et de création. « La signification de cette forme de répétition se trouve dans le champ qu'elle ouvre à l'œuvre de création pour sa marche en avant. Vu sous cet éclairage, l'élément de répétition en histoire se révèle être un élément de liberté pour l'action créatrice, et non pas une indication que Dieu et l'homme soient les esclaves du destin » (*Civilisation*, trad. fr., p. 48).

Ces métaphores n'impliquaient pas expressément que Toynbee ait encore dépassé un point de vue purement humain sur l'Histoire. Simplement il affirmait que l'humanité avait pu réussir à l'encontre des circonstances adverses, qu'elle pouvait accéder à plus de grandeur encore. Avec la notion de *transfiguration* qui apparaissait au tome IV (*Les Arrêts de Civilisations*)[8], pour être plus méthodiquement exploitée aux tomes V et VI (*Les*

8. « Arrêts » traduit l'anglais *breakdowns* de manière plus simple et, tout bien pesé, plus fidèle que « déclins » (donné dans A.-J. Toynbee, *L'Histoire*, Gallimard, Bibl. des Idées, 1951); il a notamment l'avantage de souligner le caractère momentané, accidentel des *breakdowns* de Toynbee, alors que « déclins » implique un peu trop une durée, une période qui se dispose en série avec d'autres, un « automne ».

Désintégrations de Civilisations), intervenait l'idée d'une transcendance de l'Histoire, et d'une transcendance aussitôt donnée comme la voie du salut. Toutes les sociétés humaines sont vouées à l'échec par une espèce de fatalité de nature. Une société n'échapperait à l'échec que si elle pouvait transformer sa nature, passer de l'état de société humaine à celui de *communion des saints* (IV, 128). Mais Toynbee reconnaît que ce moyen n'est pas autre chose que la fin elle-même — *the attainment of the goal* — et qu'il n'a encore jamais été approché distinctement par aucune civilisation jusqu'ici connue.

Nous touchons bien là au nœud du problème (encore que nous ne devions pas nous réjouir trop vite de ce qu'un penseur a daigné emprunter un vocable à notre langage chrétien ; un vocable plus familier peut-être qu'il n'est clair ; il nous reste à savoir en quel sens il l'entend). A propos de cette notion de transfiguration, Toynbee dit encore, en termes bergsoniens, que la *mystique* a peu de chance de triompher de la *mécanique sociale* (IV, 126). Mais son triomphe même serait-il *la* solution de l'Histoire? C'est « le Royaume de Dieu ou la *Civitas Dei* qui est entré (dans l'Histoire) par le moyen de l'expérience religieuse de la Transfiguration » (V, 396), déclarait Toynbee, un peu vite peut-être; et de citer saint Luc : « Le Royaume de Dieu est au milieu de vous » (Lc, XVII, 20). Il est, sans doute, *en principe*, non encore comme il y sera à la fin des temps. Toutes les philosophies de l'histoire achoppent tôt ou tard au même point, c'est-à-dire lorsqu'elles en viennent à chercher un salut dans le temps, à l'intérieur de l'histoire humaine. La notion de transfiguration avait pu découvrir à Toynbee la coexistence de ces deux réalités de nature différente, idéalement représentées par la Cosmopolis des anciens Grecs et la Cité de Dieu augustinienne, sans, pour autant, que l'exacte nature de leurs rapports historiques ait été convenablement déterminée. Car il ne suffisait pas d'affirmer que ces deux réalités se fondent

dans l'Amour ; la notion d'Amour aussi est ambiguë.

Du moins pouvait-on mesurer combien Toynbee s'était déjà éloigné de son point de départ. D'une analyse scientifique des civilisations, il était passé à une méditation ontologique sur le sens de l'Histoire. Deux points, entre autres, restaient à élucider. Si les civilisations n'étaient plus des fins en elles-mêmes, une nouvelle organisation de la perspective historique devait être recherchée. Et, au terme, ne pourrait manquer de se reposer la question du but suprême : ce but — « jamais encore distinctement approché par aucune civilisation jusqu'à présent » — est-il ou n'est-il pas susceptible d'une réalisation temporelle ? Le Maître a dit : « Le Royaume de Dieu est au milieu de vous » ; mais il a dit aussi : « Mon Royaume n'est pas de ce monde. »

A cette double tâche, sociologique — une synthèse à reconsidérer —, philosophique et théologique — une ambiguïté sur la Fin de l'Histoire (Fin = terme + but) à résoudre —, les quatre derniers volumes de la *Study* sont amplement consacrés. Mais entre temps, entre ces derniers volumes et les avant-derniers, de nouvelles et terribles épreuves avaient atteint l'humanité, la crise de la société occidentale s'était précipitée, l'avenir s'était chargé de terribles menaces, embelli aussi, il est vrai, de quelques espoirs. Tout cela a influencé la fin de l'œuvre, Toynbee l'a reconnu : « Pour réaliser mon dessein, je devais [le] repenser à la lumière de l'expérience révolutionnaire que les dix-neuf années écoulées avaient imposé à moi-même et à mes contemporains » (Préface à la troisième tranche : VII, p. VII). Ce n'est pas la moindre vertu de Toynbee que d'avoir vécu son livre en étroite liaison avec les événements grandioses qui agitaient le monde[9].

9. La maigre VIIIe Partie, *Heroic Ages*, me semble représenter une espèce d'impasse où Toynbee se serait bravement engagé surtout pour respecter son plan originel.

Ends or Means? Le titre de la première partie du tome VII (le premier de la dernière tranche) pose d'emblée une de nos deux questions. Les civilisations : des fins ou des moyens? Et l'auteur de réviser sa position initiale : « Le point de départ de ce livre, écrit-il, était une recherche de champs d'étude historiques qui seraient intelligibles en eux-mêmes, dans leurs propres limites d'espace et de temps, sans référence à des événements historiques extérieurs » (VII, 1). Ces champs d'étude, il avait cru les trouver dans les civilisations. Mais l'énorme enquête à laquelle il s'était livrée ne lui a pas permis de maintenir cette position. A l'épreuve, les liens — d'apparentement et de filiation — entre civilisations se sont avérés plus importants que les civilisations elles-mêmes, puisque toutes tendent vers une fin qui est en dehors d'elles et au delà d'elles. Cette fin, voilà donc bien l'essentiel. Et si chaque société semble progresser vers un « état universel » comme vers sa fin naturelle, dans une perspective élargie, cette fin devient à son tour moyen au service d' « une religion supérieure ». Ainsi de la société hellénique et du christianisme. Il est assez piquant de voir Toynbee rejoindre Péguy, le Péguy d'*Ève* qui écrivait :

> Les pas des légions avaient marché pour lui...

Tout le monde connaît le développement qui suit. Or, Toynbee, à son tour, écrit : « Et Pompée avait purgé les mers des pirates ciliciens pour que Paul pût faire son suprême voyage » (VII, 93). Qu'on ne croie pas qu'il s'agisse là d'une simple remarque au passage : un ensemble massif de plus de trois cents pages est destiné à montrer comment les institutions impériales les plus caractéristiques, dans tous les cas (dans le cas de Rome, sans doute, mais aussi dans ceux de la Chine, de l'Inde, de l'Amérique pré-colombienne, etc.), ont surtout servi en fin de compte les apôtres du Christ, de Bouddha et

de Mahomet. Bossuet ne disait pas autre chose. Et Toynbee peut le citer, en donnant une force accrue à ses paroles : « Tous les grands empires que nous avons vus sur la terre ont concouru par divers moyens au bien de la religion et à la gloire de Dieu ; Dieu même l'a déclaré par ses prophètes » (*Discours sur l'Histoire Universelle*, IIIe partie, ch. I, cité VII, 55).

Gibbon, au XVIIIe siècle, Frazer, au début du XXe — pour ne rien dire de toute une chaîne de penseurs les reliant l'un à l'autre — n'avaient voulu voir dans les « églises universelles » que des *cancers* qui se mettaient soudain à proliférer sur un organisme malade. Leur interprétation du passé a été balayée par l'explosion d'irrationalisme dont notre génération a été témoin : Alfred Rosenberg, penseur officiel du IIIe Reich, a réfuté en acte Gibbon et Frazer et leur thèse du triomphe inévitable et définitif du rationalisme. Mais cette liquidation du rationalisme ne suffit pas. Il faut aller plus loin — plus loin que Toynbee lui-même n'avait osé aller jusque-là. C'est l'opinion qu'il avait « professée (avec ce qu'elle implique de légèrement dédaigneux) pendant de longues années » des *Églises-chrysalides* qu'il se fait un devoir de critiquer à présent. Car il a reconnu que les Églises sont beaucoup plus même que des chrysalides qui, au sein d'une société moribonde, prépareraient la naissance d'une société nouvelle.

En bref, ce ne sont plus les Églises qui existeraient pour les civilisations ; à quelques exceptions près, ce sont les civilisations qui apparaissent comme les servantes des Églises. La perspective première a été définitivement renversée[10]. Les Églises jouent désormais le premier rôle. Elles sont *la sorte de sociétés supérieures*. « Ouvrons nos esprits à la possibilité que les Églises soient les protagonistes et que, *vice-versa*, les histoires des civilisations doivent être envisagées et interprétées

10. Titre d'un paragraphe, VII, 420 : *Reversal of Roles*.

en termes, non de leurs propres destinées, mais de leur effet sur l'histoire des Religions » (VII, 420).

Ce que Toynbee affirme là vaut particulièrement pour ce qu'il appelle les *sociétés de la seconde génération*. Il nous faut considérer le nouveau tableau des civilisations qu'on trouve au tome VII (hors-texte, p. 772) : plus systématique en un sens que les tableaux antérieurs, ce qui ne va pas sans risques, il est, d'autre part, plus fortement articulé et, partant, plus suggestif[11]. Les sociétés y sont disposées en série chronologique et en succession généalogique (*chronological sequence and genealogical tree*, VII, 420). D'abord les sociétés primitives non historiques ; puis viennent les civilisations primaires, toutes issues directement de sociétés primitives : égyptienne, andéenne, maya, sumérienne, de l'Indus, minoenne, Chang (du Hoang-ho) ; ensuite, les civilisations secondaires, dérivées des civilisations primaires, (parfois) par l'intermédiaire de *religions supérieures* « rudimentaires » créées, adaptées ou adoptées par un *prolétariat interne* : yucatèque, babylonienne, mexicaine, première syriaque (avortée), hittite, indique, syriaque, hellénique, sinienne[12]. A ces civilisations secondaires

11. Toynbee y a tenu naturellement compte des découvertes archéologiques nouvelles, c'est-à-dire faites ou, du moins, révélées au public entre le début et la fin de la *Study* : fouilles d'Harappa, et *Mohenjo-Daro*, qui ont soudain fait connaître une *Civilisation* (oubliée) *de l'Indus*, — fouilles de Ngan-Yang, qui ont livré des témoignages irrécusables qu'une *Civilisation des Chang ou du Hoang-Ho* était déjà à son apogée aux XIVe-XIIe siècles avant Jésus-Christ. Il est à penser que ces découvertes ont aidé Toynbee à préciser les articulations entre sociétés telles qu'elles sont présentées au tableau de VII, 772 : trois termes consécutifs aux Indes et en Chine comme ailleurs, et non plus deux seulement; sans ces découvertes, Toynbee aurait dû se borner à postuler l'existence des sociétés *primaires* en question, cf. VII, 410-411.

12. Je me suis abstenu de toute critique purement historique : c'est l'affaire des spécialistes — qui n'y manqueront sans doute pas plus pour ces quatre derniers volumes qu'ils n'y ont manqué pour les six premiers. Il me suffit ici de suivre le mouvement d'une

revient l'honneur d'avoir créé les religions les plus hautes : judaïsme et zoroastrianisme, hindouisme, islam, cultes d'Isis, de Cybèle et de Mithra, christianisme et manichéisme, néo-platonisme, bouddhisme, néo-taoïsme. Je m'empresse d'ajouter que, dans cette énumération un peu abondante, Toynbee met hors de pair le bouddhisme (sous la forme *mahayana* qui a triomphé en Chine), l'hindouisme, l'islam et le judéo-christianisme. Il importe assez peu que les civilisations qui ont donné naissance à ces religions supérieures ou qui les ont accueillies et épanouies sitôt après leur naissance soient mortes, ni que l'histoire aujourd'hui ne puisse plus attester qu'elles ont eu une fin propre, une autre fin que la perpétuation de l'espèce civilisations par l'intermédiaire des sociétés de la troisième génération qui sont sorties d'elles — il importe assez peu si elles ont contribué à enrichir de manière irremplaçable le patrimoine spirituel de l'humanité.

Toynbee rejoint ici Jaspers et sa « période axiale »[13]. On sait que le penseur allemand, frappé (après d'autres) de l'étonnante convergence chronologique des grandes expériences religieuses et philosophiques de Confucius et Lao-tsé en Chine, du Bouddha aux Indes, de Zarathoustra en Perse, des prophètes d'Israël et des philosophes grecs, a cru possible d'organiser le développement de l'histoire par rapport à un *axe* qui se situerait entre 800 et 200 avant Jésus-Christ. C'est un peu étroit — au gré d'un chrétien surtout ! Qu'on élargisse de quelques siècles cette période axiale et l'on retrouve à peu près l'époque des civilisations secondaires de Toyn-

pensée de l'Histoire vers un dépassement de l'Histoire, mouvement que je ne considère nullement comme gratuit, mais, au contraire, comme reflétant une exigence humaine très authentique.

13. Karl Jaspers, *Von Ursprung und Ziel der Geschichte*, Munich, 1949, trad. franç. d'Hélène Naef, *Origine et Sens de l'Histoire*, Plon, 1954. La théorie de l'Age axial est discutée par Toynbee dans une longue note, VII, 425-426.

bee. Alors l'homme atteignit à une plus grande plénitude humaine, estime Jaspers ; et Toynbee exalte ses civilisations secondaires qui ont « accompli leur *raison d'être* directement en mettant au monde des religions supérieures[14] » (VII, 422) — ce que n'avaient pu faire les civilisations primaires, ce que ne semblent pas avoir réussi non plus à faire les civilisations tertiaires (précisons qu'il s'agit de l'hindoue, l'iranienne, l'arabe, de l'extrême-orientale avec ses rameaux coréen et japonais, de la chrétienne-orthodoxe avec son rameau russe et de la chrétienne-occidentale — la nôtre), si l'on en juge par la médiocrité de leurs créations religieuses.

Désormais, Toynbee a le sentiment d'avoir découvert le point de vue d'où toute l'histoire du monde s'illumine : *this more illuminating standpoint* (VII, 449). Une conversion profonde s'est opérée dans sa pensée à laquelle il voudrait rallier les Occidentaux. Il est nécessaire, leur déclare-t-il, de réviser votre conception de l'histoire, car ce n'est pas le christianisme qui a engendré la civilisation occidentale et qui doit disparaître pour la laisser grandir, mais le contraire exactement. Le Progrès de la Religion, tel est le nouveau sujet de l'Histoire. Et ce sera aussi le nouveau critère qui permettra de juger de ses grands bouleversements : la naissance d'une civilisation doit être réputée catastrophique si elle entraîne la régression d'une Église antérieurement établie, tandis que l'arrêt de telle autre est le contraire de catastrophique s'il s'accompagne de la naissance d'une nouvelle foi. Toynbee paraît disposé à aller très loin dans cette voie. Ne constate-t-on pas que les sommets de l'histoire religieuse coïncident d'ordinaire avec les points les plus bas de l'histoire des civilisations ? L'appel entendu par Abraham a retenti au déclin de Sumer et d'Akkad ; la mission de Moïse se situe lors de l'effondrement du Nouvel Empire égyptien ; les prophètes d'Israël et de

14. « ... fully-fledged higher religions. »

Juda « se lèvent » dans le « Temps des Troubles »[15] de la civilisation syriaque; et, de même, le ministère de Jésus exprimerait « toute l'angoisse d'un Temps des Troubles hellénique ». Volontiers, Toynbee invoquerait ici ce qui « pourrait être une des *lois* de la vie terrestre de l'Homme » (VII, 551).

La *Study* côtoie désormais le *De Civitate Dei*. La philosophie de l'histoire de Toynbee subit l'attraction de la philosophie augustinienne. Il ne serait pas malaisé d'en multiplier les preuves : citations ou allusions, mais surtout reprise du thème majeur de saint Augustin : l'affrontement des deux Cités. On lit, en conclusion d'une critique du *Sens de l'Histoire* de Berdiaeff (donnée en Annexe) : « La vérité est que la Vie humaine vécue sur terre est vécue dans deux sociétés simultanément — l'ergastule de Léviathan et le Royaume de Dieu (transposons librement : *Civitas terrena* et *Civitas caelestis*) — et chacun de ces deux modes de vie a son propre dynamisme spirituel » (VII, 710). L'Histoire s'écrit à la frontière de deux mondes, contigus et étrangers l'un à l'autre : et c'est pourquoi elle peut s'exprimer en deux langues différentes et dont chacune défie la traduction dans l'autre (VIII, 480). Il y a, entre ces deux mondes, une hiérarchie, une inégalité dans la dignité qui se retrouve dans les langues, c'est-à-dire dans les connaissances que nous en pouvons avoir. « La science des choses extérieures, disait déjà Pascal, ne me consolera pas de la morale au temps d'affliction; mais la science des mœurs me consolera toujours de l'ignorance des choses extérieures » (*Pensées*, 67, cité par T., VII, 489).

A la question de savoir si le Royaume de Dieu s'établira sur cette terre dans le temps, Toynbee a répondu quelque part par un *non* catégorique[16]. Cependant, nous

15. Expression de la terminologie de Toynbee désignant la période de crise (politique, sociale, culturelle) qui précède l'établissement d'un *état universel*.

16. *La Civilisation à l'Épreuve*, p. 259.

devons nous demander s'il n'a pas rêvé parfois d'une trop facile et illusoire réconciliation des deux mondes, des deux Cités, *dès ici-bas*. Marrou notait naguère[17] que Toynbee, comme tous les hommes de son temps, « a été trop profondément influencé (à travers le marxisme) par le vieil idéal juif du Royaume messianique réalisé sur cette terre, pour ne pas être tenté par cette vue millénariste ». N'exprime-t-il pas, en effet, dans un essai de 1947, l'espoir d'aligner le progrès spirituel des âmes sur le progrès des sciences et de la technique, d'égaler les moyens de grâce à la disposition de l'homme en ce monde aux moyens connus de dominer la nature extérieure ? Certes, il a, peu auparavant, rejeté *le culte de Léviathan*, c'est-à-dire, ce qu'il déteste et condamne par-dessus tout dans les régimes totalitaires, l'adoration d'une société par elle-même ; il ne répudie pas pour autant tout millénarisme, puisqu'il nourrit l'espoir d'un monde qui serait devenu « une province du Royaume de Dieu » (*Civilisation, in fine*, et VII, 510 et 558).

Au fond, Toynbee n'arrive jamais à conjuguer parfaitement les deux lignes de l'Histoire, l'humaine et la providentielle (ces deux lignes qui n'en sont qu'une pour les seules âmes à qui la grâce a été accordée de les lire en Jésus-Christ). Il se réconforte de deux réussites qui lui apparaissent possibles également, en même temps : celle des âmes individuelles qui ont bien vécu et qui ont fait, en cette vie temporelle, leur salut éternel ; celle d'une société qui serait parvenue à une communion aussi étroite que possible avec Dieu, d'une société qui serait désormais, si l'on ose dire, en prise directe sur la grâce divine[18]. La première, réalisée dans

17. Henri Marrou, *D'une Théorie de la Civilisation à la Théologie de l'Histoire*, dans *Esprit*, juillet 1952, pp. 128-129.

18. Voir sa conférence, *Christianisme et Civilisation* (de 1947), dans *La Civilisation à l'Épreuve*, pp. 243-270, les dernières pages surtout.

l'Histoire, transcende en fait l'Histoire. La seconde, à supposer que l'humanité y atteigne un jour, conférerait effectivement un sens, une fin à l'Histoire, mais une fin qui lui demeurerait encore en quelque sorte intérieure, bien que d'origine extérieure, une fin dans le temps, sinon temporelle.

Il faut sans doute chercher l'origine de cette dissonance dans le fait que Toynbee minimise la valeur de la Révélation chrétienne et l'efficacité du sacrifice du Calvaire, qu'il fait trop grande encore, voire trop exclusive la part de l'homme dans l'Histoire. Il appelle l'homme « le coadjuteur volontaire de Dieu » (VII, 514). En fait, Dieu apparaît singulièrement passif dans un système qui, pourtant, magnifie l'action (*Life is Action — Im Anfang war die Tat*, Faust, v. 1237). Ne serait-ce pas lui plutôt l'auxiliaire de l'homme? Il ne fait pas l'Histoire, il aide seulement l'homme à la faire : ce n'est pas du tout la même chose. Que l'on compare, si l'on veut s'en convaincre, ce système anthropocentrique de Toynbee au système résolument *christocentrique* (où toute l'Histoire se résume, se récapitule en Jésus-Christ) du théologien suisse Hans Urs von Balthasar[19]. Le Dieu de Toynbee ne semble pas avoir de volonté propre, je veux dire créatrice d'événements. Il ne veut que ce que veut l'homme au meilleur de lui-même. En sorte que tout le destin du monde semble avoir été remis une fois pour toutes aux mains de sa créature. Dieu pourvoit seulement à lui donner force et courage,

19. Hans Urs von Balthasar, *Theologie der Geschichte*, trad. franç. de R. Givord, *La Théologie de l'Histoire*, Plon, coll. « Credo », 1955. — Mais il n'est que juste de noter un accord plus large entre la pensée de Toynbee et d'un autre théologien de l'Histoire, le P. Teilhard de Chardin, dans *Le Phénomène humain*, Le Seuil, 1955, voir surtout IV, *La Survie*, pp. 263-332; toutefois, il y a, chez le P. Teilhard (*in fine*), des éclaircissements sur le rapport Histoire-Révélation chrétienne qui dissipent tout risque de malentendu et dont on ne trouve malheureusement pas l'équivalent chez Toynbee.

et quelques gages de l'éternelle félicité. En d'autres termes, Toynbee affirme la liberté de l'homme au détriment de la Providence agissante de Dieu (IX, 395). C'est ce que suggère en particulier le mythe des alpinistes retrouvé — enrichi — au tome IX : « Ainsi, sur la plus haute corniche visible d'une falaise en haut de laquelle la créature est attirée par l'appel de son Créateur à tenter une périlleuse ascension, nous entrevoyons la main de Dieu se tendant vers le bas pour rencontrer la main dressée de l'alpiniste en difficulté ; et, au point où les mains se rencontrent dans l'étreinte de l'Amour, la Loi et la Liberté cessent de se distinguer » (IX, 405).

Ne nous laissons pas trop impressionner par les majuscules du texte. Qu'il y a loin tout de même de cette poignée de mains à l'attention vigilante et passionnée du Dieu vivant tel que l'évoque l'Ancien Testament, qui a vraiment pris part — et même parti — dans l'aventure humaine, qui oriente et redresse l'Histoire, qui en éprouve divinement tout le *pathos*, qui la vit intégralement, cœur à cœur, avec son peuple[20].

Et l'on comprend mieux que Toynbee en vienne si souvent, si aisément à mettre les religions supérieures en garde contre elles-mêmes. Ce qui peut être justifiable lorsqu'il s'agit de leurs aspects humains, ce qui ne l'est évidemment plus lorsque l'auteur touche au fond même de la Révélation. (Je parle en chrétien, mais un bouddhiste ou un musulman ne jugeraient sans doute pas autrement.)

Selon Toynbee, des tentations très réelles guettent les religions supérieures. Et il n'est que trop vrai qu'elles y ont souvent succombé. — Un premier exemple est fourni par les formulations philosophiques de la théologie « pendues comme des meules au cou des bouddhis-

20. Cette remarque m'est suggérée par le beau livre d'André Neher, *L'Essence du Prophétisme*, Presses Universitaires, coll. Epiméthée, 1955, voir surtout, pp. 94-100.

tes, hindous, chrétiens et musulmans, en l'an de grâce 1952 » (VII, 495). L'intelligence est un *inadequate medium* ; son intervention risque de figer une inspiration qui devrait rester toujours souple et vivante. Le génie d'un saint Thomas lui-même n'avait aucune chance d'épuiser le contenu de la Révélation. Comme on a pu abuser de sa leçon pourtant! — Danger plus grave : l'idolâtrie de l'institution terrestre, l'Église, en laquelle il est inévitable qu'une religion s'incarne et qui ne peut jamais que la trahir. Toynbee évoque ici l'exemple de Grégoire VII (Hildebrand) et du triomphe de ses successeurs, si funeste à la longue! dans la Querelle des Investitures (VII, 545). De même l'Église médiévale s'était fixée dans des traits que, même face à la Réforme, le Concile de Trente n'a plus osé retoucher (VII, 549). — Le danger s'aggrave lorsque, en face d'une menace extérieure, les autorités ecclésiastiques se raidissent dans ce *die-hard spirit* (ce conservatisme « jusqu'au-boutiste ») des institutions ou des sociétés condamnées, que Toynbee a plus d'une fois dénoncé (VII, 476-477).

Pour le christianisme, un danger particulier résiderait dans le retour au Dieu jaloux de l'Ancien Testament. « Le prix payé par la chrétienté occidentale pour la victoire de l'Église primitive dans une guerre de trois cents ans contre le culte de César a été, pendant quatorze siècles, le service d'un Dieu qui ressemblait au Dieu de Josué bien plus étroitement qu'au Dieu de Jésus » (VII, 440). Quand l'antique image de Yahweh des armées a finalement perdu son emprise sur les âmes occidentales, elle y a laissé une irrémédiable vacance, le désert du scepticisme et du cynisme.

Mais ce que Toynbee dénonce le plus volontiers et le plus souvent, c'est l'esprit d'intolérance. Le pas en avant, ou plutôt le saut, que l'humanité doit faire si elle veut continuer de progresser, il le subordonne à la réconciliation des religions supérieures. Car là où il dit tolérance, c'est syncrétisme que nous devons entendre.

Il croit possible cette réconciliation : c'est évidemment la plus grosse part d'illusion que recèle son ouvrage (n'était le respect dû à un si grand esprit, on parlerait de naïveté). Ce n'est « pas un chimérique espoir », assure-t-il ; la chose peut se faire sous l'impulsion des chrétiens : l'exemple des Jésuites missionnaires aux XVIe et XVIIe siècles, et notamment du P. Ricci en Chine, en fait foi[21] (VII, 441-442). Il rappelle avec éloge le mot de Symmaque : *Uno itinere non potest perveniri ad tam grande secretum* (*Relatio Tertia*). Il aspire à ce que la diversité des religions supérieures actuellement vivantes ne soit plus une pierre d'achoppement mais devienne « comme le corollaire nécessaire de la diversité de l'humaine Psyché » (VII, 443). Mieux encore. On sait le rôle créateur joué dans son système par les *défis* qui appellent des *répliques* victorieuses. Les religions supérieures, « diffraction nécessaire de la lumière divine », seraient, pour l'homme d'aujourd'hui, un défi de cette sorte, un des plus redoutables qu'il ait été donné à une société d'affronter, mais qui, s'il était surmonté, aurait le plus de chance de permettre le passage de l'Homme au Surhomme. Toynbee déclare encore qu'il considère les quatre religions supérieures contemporaines comme « quatre variations sur un seul thème » et que « si toutes les quatre composantes de cette musique céleste des sphères pouvaient être entendues sur Terre simultanément, et avec une égale clarté, par une paire d'oreilles humaines, l'heureux auditeur se trouverait entendre, non une cacophonie, mais une harmonie » (VII, 429).

C'est à ce même ambitieux syncrétisme qu'il faut rapporter sans doute le curieux *finale* du livre, cette

21. Voir aussi Toynbee, *The World and the West*, conférences Reith faites à la B.B.C. en 1952, trad. franç. de P. Du Bos, *Le Monde et l'Occident*, Desclée de Brouwer, 1953, ch. IV, Extrême-Orient et Occident.

longue invocation, calquée sur le modèle des litanies, au Christ, à sa Mère, à saint Michel archange, à tous les archanges et anges, mais aussi à toutes les divinités de toutes les religions supérieures, à tous les prophètes, à tous les hommes religieux de tous les temps, à tous les sages de tous les pays. A titre d'exemple, qu'on me permette de citer les premiers versets :

Christe, audi nos.
Christ Tammouz, Christ Adonis, Christ Osiris, Christ Balder, écoute-nous, par quelque nom que ce soit nous te bénissons d'avoir souffert la mort pour notre salut.

Christe Jesu, exaudi nos.
Bouddha Gautama, montre-nous le chemin qui nous conduira hors de nos afflictions.

Sancta Dei Genitrix, intercede pro nobis.
Mère Marie, Mère Isis, Mère Cybèle, Mère Ishtar, Mère Kwanyin, aie pitié de nous; par quelque nom que ce soit nous te bénissons d'avoir mis notre Sauveur au monde...

(Cf. X, pp. 143-144.)

Dans une importante douzième partie (vol. IX, pp. 406-648), Toynbee a dressé les « Perspectives de la Civilisation Occidentale ». Il n'est pas question de le suivre ici dans le détail, toujours si suggestif, de ses vues d'avenir, les unes déduites de l'exemple encore valable de sociétés passées, les autres essayant de répondre de manière neuve à la nouveauté de la situation actuelle. Retenons seulement ses anticipations religieuses : ce ne sont pas les moins intéressantes ni les moins caractéristiques de sa pensée. Car il n'y a plus de doute pour lui : les perspectives de notre société sont spirituelles. La première tâche, la plus urgente maintenant et de beaucoup — *the now far more urgent task* (IX, 628-629) — c'est, mettant de côté les outils qui nous ont servi à maîtriser le milieu physique, de reconquérir un

monde spirituel intérieur dont nous avons perdu le contrôle. Conversion au spirituel, donc : mais qui suppose d'abord une purification indispensable du christianisme. Reconnaissons que Toynbee a écrit quelques pages tout à fait valables sur ce sujet : ainsi lorsqu'il réclame un retour à l'humilité; ainsi encore lorsqu'il assure que la chrétienté ne sera pas refaite de main d'homme, mais par l'opération de l'Esprit-Saint et au travers de l'épreuve de la souffrance (IX, 625 à 638).

Au débat historico-théologique que je viens d'esquisser, je tiens à préciser que c'est Toynbee lui-même qui a invité son lecteur. N'en est-il pas venu, dans le dernier essai de la Civilisation à l'Épreuve, à proposer la « Théologie de l'Historien » — *Theologia Historici?* De quoi faire sourire de pitié l'historien positiviste, qui se croit fort autonome à l'égard de la théologie, et, j'en ai bien peur, le théologien de profession, dans son orgueil de spécialiste du « sacré ». Et pourtant, nous qui avons assumé le ridicule de « patauger » (Toynbee *dixit*) à la suite de notre auteur, nous l'avons fait parce que nous pensons qu'il a raison dans le principe. C'est le moment de redire, avec Josef Pieper, qu'une histoire qui n'est pas ordonnée à la théologie n'est que néant. L'homme a droit à une *histoire totale*. Et ne voyons-nous pas qu'il la réclame, l'homme du XXe siècle, qu'il la réclame et qu'il essaie d'en empoigner une, comme il peut, quelle qu'elle soit, pourvu qu'elle soit totale.

Toynbee a travaillé à ouvrir une voie : c'est sa grandeur, même s'il n'est ni le premier ni le seul à l'avoir fait[22]. Je crains fort que ce qui irrite tant ses critiques,

22. Quelques-unes de ces tentatives, de Danilevsky à Albert Schweitzer, sont présentées, avec celles de Toynbee, dans Pitirim A. Sorokin, *Social Philosophies of an Age of Crisis*, Boston, 1950, Londres, 1952.

c'est qu'il se soit engagé dans une espèce de *no man's land*, qu'il pratique un genre non catalogué. Déjà (en décembre 1906!), l'oncle Paget et la tante Helen, inquiets de son insatiable curiosité, lui donnaient le sage avis de faire son choix d'un unique sujet et de se concentrer sur ce sujet (X, 28-29). Un conseil qu'il a bien mal suivi, c'est vrai... En fait, par-delà un positivisme historique qui a eu l'immense mérite de développer une stricte exigence de vérité, il a renoué avec une longue tradition de pensée historique (de *pensée*, et pas seulement de recherche et d'écriture), la tradition de Polybe et de Josèphe, de saint Augustin et d'Ibn Khaldoun... La conciliation entre l'un et l'autre n'est sans doute pas facile, elle n'en apparaît pas moins nécessaire si l'histoire veut retrouver dans un proche avenir un rôle culturel.

MAURICE CRUBELLIER.

Le Clergé espagnol et son avenir

Première partie : Les données

Commençons par quelques chiffres[1], indicateurs de phénomènes capitaux.

1. En 1920, on comptait officiellement 34.420 prêtres séculiers en Espagne, pour une population d'environ 21 millions d'habitants (un prêtre séculier pour 619 habitants). En 1936, à la veille de la guerre civile, le nombre de prêtres séculiers était tombé à 29.902, pour une population d'environ 24 millions d'habitants. En 1955, il est de 22.811 pour une population de quelque 29 millions d'habitants (un prêtre séculier pour 1.260 habitants).

De leur côté les religieux prêtres sont, en 1955, au nombre de 7.890. Ce qui, dans l'ensemble, en comptant religieux et séculiers, fait aujourd'hui un prêtre pour 900 habitants.

Pour le clergé séculier, le point minimum des effectifs a été atteint en 1950 : 21.507 prêtres. Quant au nombre de religieux prêtres, il a constamment augmenté depuis la fin de la guerre civile : ce nombre était de 6.267 en 1943, de 6.875 en 1949, de 7.445 en 1953.

1. Tous les renseignements statistiques concernant le clergé séculier qui figurent dans cette étude sont tirés, sauf mention particulière d'une autre source, du *Guia de la Iglesia en España*, dont la première édition a été publiée en 1954 par l'Office général d'information et de statistique de l'Église en Espagne, et dont un considérable supplément a été publié pour l'année 1955.

La signification globale de ces chiffres n'est pas difficile à dégager. La période qui va de 1920 à 1936 n'est pas favorable au recrutement des vocations sacerdotales, et cela se traduit par une baisse déjà très sensible des effectifs du clergé en 1936[2]. Vient la tourmente de la guerre civile : 4.280 prêtres séculiers et environ 1.400 religieux prêtres disparaissent, victimes de la guerre, l'immense majorité de ceux-ci massacrés par les éléments révolutionnaires[3]. Pendant cette période troublée,

2. On trouve, dans une étude de Severino Aznar, *La revolucion española y las vocaciones religiosas* (*Instituto de Estudios politicos*, 1949), une indication permettant quelque appréciation de la gravité du phénomène. Selon l'estimation de l'auteur, il y avait, en 1930, 12.831 séminaristes (grands et petits) en Espagne. En 1934, ils ne sont plus que 7.401, soit une baisse de 5.430 en quatre années (chiffres donnés à la p. 43 de l'étude).

3. Ces chiffres sont ceux qui ressortent d'un examen rapide des données publiées dans le *Guia de la Iglesia en España*, 1954, qui sont constituées : 1° par la liste nominale des prêtres, séminaristes, religieux et religieuses assassinés au cours de la guerre civile, ou morts aux armées; 2° par la reproduction d'un bilan quasi officiel, publié dans l'ouvrage : *Martires de Cristo Rey* (Valladolid, 1953) et dont le résumé est le suivant :

Victimes de la guerre civile 1936-1939 :

Administrateur apostolique	1
Évêques	12
Prêtres séculiers (en incluant dans ce nombre les évêques et l'administrateur apostolique ci-dessus mentionnés)	4.266
Religieux	2.489
Religieuses	283
Séminaristes	249
TOTAL	7.287

Le *Guia de la Iglesia* avertit que ces données ne sauraient être prises comme les résultats définitifs d'une étude critique, mais plutôt comme les premières bases pour cette étude. La note d'Introduction dit à ce sujet : « Peut-être le chiffre le plus approchant du nombre de ceux qui furent assassinés serait-il à situer entre 6.900 et 7.000. »

Comme la présente étude s'est intéressée spécialement à la ques-

les séminaires se recrutent à peine. De sorte qu'au lendemain de la guerre civile, le clergé espagnol va se retrouver doublement appauvri : du fait des morts tout d'abord, puis du fait d'une baisse très sensible, inévitable pendant quelques années, du nombre des nouveaux ordinands. Il va falloir repartir de ce niveau et attendre plusieurs années avant de voir les vocations d'après-guerre arriver à terme et donner un nombre suffisant de nouveaux prêtres. Pendant ce temps, les anciens vont continuer de disparaître. D'où la baisse d'effectifs qui continue dans le clergé séculier jusqu'en 1950 et le lent départ de la remontée qui s'amorce à partir de cette date : les effectifs du clergé séculier s'accroissent de 1.300 unités en quatre ans.

Tel est le premier phénomène. Il ne saurait faire de doute qu'il commande assez largement le passé tout proche et la situation actuelle de la vie religieuse réelle du peuple espagnol. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point.

2. Mais ce n'est que le premier phénomène, et il faut tout de suite présenter, chiffres en main, celui qui lui est complémentaire et dont l'importance est extrême. En 1920, le clergé séculier voit 595 nouveaux prêtres entrer dans ses rangs. En 1954, il y eut 1015 nouveaux prêtres ; en 1955, 996. Le point le plus bas dans le nombre des nouveaux prêtres est (comme on peut s'y attendre vu la durée des études ecclésiastiques) l'année 1946, pour laquelle seulement 242 séminaristes sont ordonnés prêtres. La remontée est ensuite rapide : 287 nouveaux prêtres en 1947, 859 en 1952.

D'autre part, en 1934, le nombre des séminaristes

tion du nombre de prêtres disparus du fait de la guerre civile, il a été nécessaire de décompter du chiffre des religieux le chiffre de ceux qui n'étaient pas prêtres. Ce décompte a été fait en se servant des listes nominales publiées dans la *Guia de la Iglesia*. Un peu plus d'un millier de religieux disparus ne possédaient pas le sacerdoce.

grands et petits était de 7.516. Il est de 18.536 en 1951 et de 19.500 en 1955. Le nombre des seuls grands séminaristes est de 7.998 en 1953, de 8.406 en 1954, de 7.890 en 1955, donc à lui seul supérieur au nombre de tous les séminaristes de 1934.

Il y a donc, au lendemain de la guerre civile, un afflux considérable de vocations religieuses. Le mouvement de croissance est saisissant. En 1943, il y a seulement 2.935 séminaristes dans les grands séminaires. Ce chiffre triple presque en dix ans. Un petit tableau de dates et de chiffres concernant quelques diocèses choisis dans diverses régions donne une idée plus précise de cette augmentation rapide des vocations sacerdotales :

Diocèses	*1943*	*1946*	*1949*	*1952*	*1955*
Barcelone	104	176	240	262	258
Badajoz	38	68	103	107	118
Cuenca	10	42	103	124	156
Lugo	71	93	204	226	—
Madrid	93	213	235	253	230
Malaga	185	155	141	143	155

Le phénomène analogue se produit pour les congrégations religieuses. Donnons-en simplement un cas exemple, tout en prévenant qu'il est sans doute un cas où les choses se présentent de façon un peu exceptionnellement accentuées, celui de la province dominicaine de Castille, celle qui porte le nom de « Province d'Espagne ». En 1911, cette province comptait 403 religieux, dont 214 prêtres, 78 étudiants et 7 novices. En 1934, 414 religieux dont 222 prêtres, 67 étudiants et 19 novices. Voici maintenant le tableau des données numériques pour les cinq dernières années[4]. Ces données,

4. Ces données sont reprises de la publication annuellement faite, à l'usage des religieux de l'Ordre, de l'état des effectifs de chaque province.

en particulier le chiffre des entrées au noviciat suffisent à rendre éclatante l'expansion de l'institution religieuse.

	Évêques	*Prêtres*	*Étudiants*	*Novices*	*Converses*	*Total*
1951	3	266	181	49	107+12 novices	618
1952	3	284	214	54	113+12 novices	680
1953	4	287	235	61	125+18 novices	730
1954	4	313	245	41	127+17 novices	747
1955	4	355	235	70	131+14 novices	809

Ainsi, de ce seul chef, il apparaît que la caractéristique essentielle du clergé espagnol est ce très puissant afflux de vocations, porteur d'une promesse assurée d'accroissement pour les toutes proches années à venir. Déjà le chiffre annuel des nouveaux prêtres est très supérieur à ce qu'il était avant la guerre civile. Cependant, pour le moment, cet apport d'éléments jeunes ne fait pas encore suffisamment masse pour qu'on voie s'actualiser déjà toutes les conséquences de cette croissance de base du clergé espagnol. Mais aussi, aux taux présents d'accroissement, qui vont probablement s'élever encore un peu au cours des années qui viennent, il ne va pas falloir attendre longtemps pour que les effets de masse de cette croissance et de ce rajeunissement deviennent de toute première importance [5].

5. Subsidiairement à cette étude on peut poser la question de l'interprétation de ce phénomène quant à ses causes. Cette interprétation est assez délicate à bien nuancer et certains éléments d'information précise manquent pour pouvoir la faire en toute sûreté. Voici, assez en gros et qualitativement, ce qu'il m'en semble. Je pense d'abord que, dans la dimension la plus intimement spirituelle de ce mystérieux phénomène de la vocation, tant de morts sacerdotales si tragiques ont compté pour beaucoup, encore

3. Un troisième phénomène, non moins essentiel, est celui d'un certain changement, plus ou moins accentué suivant les cas, dans les antécédents des vocations sacerdotales ou religieuses. Ici, il est plus difficile d'avoir des données statistiques précises. Mais on peut, à tout

que d'une manière connue de Dieu seul. Ceci affirmé en premier, il semble que, sur le plan des facteurs plus accessibles à l'appréciation humaine, l'on doive mettre en avant tout d'abord le fait que le gouvernement catholique de l'Espagne actuelle est entré très fortement dans la préoccupation des évêques soucieux de reconstruire leur clergé. Cette ambiance de faveur et d'assistance a facilité bien des choses. Mais ce facteur ne semble pas le principal, car à lui seul, il ne pourrait pas remplacer cette disposition psychologique de milieux humains qui favorise par le dedans l'éclosion des vocations.

Il semble donc qu'il faille dire avant tout que les événements de la guerre civile ont été certainement, pour une partie de la population, l'occasion d'aviver sa conscience religieuse et sa volonté d'un approfondissement ou d'un renouveau. Telle est, globalement, la raison de fond la plus importante de cette transformation du tout au tout de la question du recrutement sacerdotal entre les années 1930 et 1945.

Ce qui est plus difficile à dire, c'est la façon dont la nation espagnole a été touchée par ce phénomène religieux. Une enquête complète sur les antécédents des vocations sacerdotales depuis 1940 serait sans doute très instructive à cet égard. En son absence, on est obligé de se contenter d'impressions qualitatives qui se résument à peu près à ceci :

1° L'aspiration à un renouveau religieux de la société espagnole apparaît géographiquement plus intense dans l'ensemble des provinces du Nord et du Nord-Ouest de l'Espagne : Galice, Asturies, Pays Basque-Navarre, Léon, Vieille Castille, Aragon. Elle semble moins profonde dans les pays en bordure de la Méditerranée et en Andalousie.

2° Quant aux couches sociales, on trouve cet idéal d'approfondissement religieux surtout dans les populations campagnardes de formation religieuse traditionnellement solide, dans le groupement des classes moyennes et dans une partie de la classe dirigeante. Ce sont peut-être les classes moyennes qui forment le plus substantiel point d'appui d'un tel idéal, encore que le dévouement d'une fraction de la classe dirigeante à cet idéal joue un rôle décisif dans l'obtention des résultats concrets.

L'étude ci-dessus mentionnée de Severino Aznar permet de soutenir par quelques chiffres ces notations qualitatives. L'auteur a

le moins, dire qualitativement ce que sont les tendances et quelquefois le préciser avec des chiffres.

Avant la guerre civile, la quasi intégralité des vocations sacerdotales et religieuses (à l'exception de certaines congrégations religieuses) provenait, pour les diocèses, du recrutement déjà fait par les petits séminaires; pour les congrégations religieuses du recrutement fait par les écoles apostoliques. Le recrutement est d'ordinaire fort précoce. De sorte que, le plus souvent, dès l'âge de douze ans le futur prêtre était déjà séparé de la vie de ceux qui ne se destinent point au sacerdoce, et marqué dans toute la formation de son adolescence par la perspective de ce sacerdoce ou de cette vie reli-

étudié les pourcentages de provenances des vocations en 1934 et en 1947. Voici quels sont ses résultats (tableaux 43 et 75).

Milieux de provenance	*% en 1934*	*% en 1947*
Ouvriers agricoles	17,66	9,86
Ouvriers industriels	12,74	11,61
Artisans	11,27	13,14
Employés et professions libérales	13,20	19,60
Petits propriétaires	43,50	42,75
Classes riches	1,55	2
Nobles	0,08	0,06

Ce qui montre une assez grande stabilité de la répartition du recrutement. L'origine du clergé séculier espagnol était foncièrement populaire avant la guerre civile; elle l'est restée après, encore que, de 1947 à 1955, un accroissement assez notable de la participation des milieux de professions libérales et plus qu'aisés semble s'être produit. L'auteur fait également, p. 183, une comparaison des proportions entre provenance de milieu ouvrier et de milieu non ouvrier en 1934 et 1947. Les chiffres qu'il obtient sont les suivants :

	1934	*1947*
Milieu ouvrier	30,4	22,47
Milieu non ouvrier	69,60	77,53

En ce qui concerne les religieux, l'auteur limite ses statistiques à cinq grands groupes : Augustins, Capucins, Dominicains, Jésui-

gieuse. Aujourd'hui, cette forme de recrutement reste encore, sans nul doute, très importante, quantitativement prépondérante. *Mais elle n'est plus, loin de là, la forme du recrutement sacerdotal et religieux pratiquement exclusive de toute autre.* Le phénomène est apparu de ce qu'on appelle, dans les milieux ecclésiastiques espagnols, les « vocations tardives[6] ».

Pour donner quelque idée quantitative de ce fait, on peut citer les données de l'enquête récemment faite au grand séminaire de Barcelone[7]. Sur deux cent cinquante

tes et Salésiens. Ces cinq Ordres religieux rassemblaient 3.175 vocations en 1930, 2.823 en 1934 et 4.844 en 1947.

Les pourcentages de provenance en 1947 étaient les suivants :

Ouvriers agricoles	7,31 %
Ouvriers industriels	10,53 —
Artisans et petits commerçants	14,27 —
Carrières libérales	15,23 —
Employés modestes	17,54 —
Petits propriétaires agricoles	27,35 —
Classe riche	7,37 —
Noblesse	0,40 —

Qu'on peut comparer avec fruit à ceux qui concernent le clergé séculier.

De façon générale on peut penser que, de 1947 à 1955, le pourcentage des vocations sacerdotales et religieuses provenant des classes libérales et aisées a été croissant, mais sans qu'on puisse dire en quelle proportion.

6. En l'occurrence « vocation tardive » ne veut pas tout à fait dire ce qu'un lecteur français est porté à comprendre. Il s'agit de toute vocation qui n'est pas passée par le petit séminaire ou l'école apostolique, depuis celle du garçon de seize à vingt ans qui, au terme de ses études, entre au grand séminaire ou dans un Ordre religieux, jusqu'à celle, tardive au sens français, de l'homme déjà entré et établi dans la vie, qui décide un jour de se faire prêtre ou religieux. La majorité des « vocations tardives » que l'on rencontre dans les séminaires ou dans les noviciats sont des vocations de jeunes gens de moins de vingt-cinq ans.

7. Jorge Sans Vila, *Ciento tres vocaciones « tardias » hoy en el Seminario Mayor de Barcelona,* Barcelona, Seminario Conciliar, 1955.

et un grands séminaristes présents au séminaire en 1955, cent trois présentent des vocations dites « tardives », les années d'entrée au séminaire étant, pour la majorité, de seize à vingt-deux ans, et s'échelonnant jusqu'à trente-trois ans. Chose notable, plus les années vont, plus la proportion devient grande des entrées de vocations tardives : 28 % seulement des théologiens ne sont pas passés par le petit séminaire, mais 64 % des philosophes sont dans cette situation. Cette année-ci, le nombre des entrées de vocations tardives a été de vingt-six sur un total de trente-trois. De ces cent trois vocations tardives, dix-sept sont des vocations d'étudiants universitaires, quarante-quatre de bacheliers, neuf de techniciens, vingt de jeunes gens orientés vers le commerce, treize d'ouvriers; soixante-neuf viennent de Barcelone même, seize des autres villes du diocèse, dix-huit de la campagne. Il serait sans doute inexact de prendre ces chiffres comme correspondants à ce qui se passe en moyenne en Espagne. Mais partout l'on trouvera, plus ou moins accentuée, une tendance analogue à celle dont le séminaire de Barcelone offre peut-être un cas extrême. Soulignons d'autre part le phénomène des vocations d'étudiants universitaires, autrefois rarissime, et qui devient maintenant chose relativement fréquente.

Même chose dans les ordres religieux. Le recrutement dominicain cité ci-dessus est fait pour une partie assez notable, de 15 à 20 %, de vocations non venues des écoles apostoliques, parmi lesquelles un bon nombre sont des vocations d'étudiants universitaires. Ici aussi le fait est probablement un peu plus accentué que dans la moyenne des congrégations religieuses. Mais il n'en reste pas moins que, plus ou moins marquée, la même tendance se retrouve partout[8].

8. Du point de vue de l'interprétation causale, on est enclin à rapprocher ce phénomène de celui de l'augmentation quantitative survenue depuis 1940. C'est, semble-t-il, l'indice d'un approfondis-

Ce changement d'origine d'une partie assez importante des vocations est, pour l'Espagne actuelle, d'une importance qui ne saurait être sous-estimée. Les « vocations tardives » entrent au séminaire leur adolescence pratiquement terminée et en ayant connu, au cours de cinq à dix années décisives, une formation infiniment moins spécialisée dans la direction du futur sacerdoce, que celle qu'ils auraient reçue autrement. Le nombre de choses qui s'en trouve changé est considérable : conscience de ce qui existe en dehors de la voie que l'on suit; exigences humaines, intellectuelles, spirituelles même, se posant différemment; pour finir, à l'intérieur même du séminaire ou de la maison d'études religieuses, la présence d'un élément qui agit jusque sur le groupe de ceux qui viennent des petits séminaires ou de l'école apostolique. Il est impossible que la conséquence de tout ceci ne soit pas aussi, jusqu'à un certain point, un changement qualitatif au sein de la nouvelle génération du clergé actuellement en formation.

Quelles sont les incidences de ces divers phénomènes sur l'état actuel comme sur le proche futur de la vie et des entreprises sacerdotales du clergé espagnol?

Il faut, pour commencer, reconnaître que les quinze années qui viennent de s'écouler ont été largement commandées par le fait d'un manque considérable de prêtres, au moment même où un gouvernement soucieux de restauration religieuse ouvrait à l'Église de nouvelles

sement et d'une maturation de la conscience religieuse dans bon nombre de milieux espagnols, quel qu'ait été leur niveau religieux antérieur. Car ces vocations « tardives » trahissent plus d'autonomie de la part de l'individu et souvent plus d'idéal réfléchi au sein de l'ambiance qui a permis de telles vocations de se nouer. On aurait ainsi un autre signe du fait que l'on pense être à l'origine de l'augmentation quantitative. Autrement dit, l'augmentation quantitative et la variation qualitative sont connexes et traduisent un phénomène profond en train de survenir au sein de la conscience religieuse des catholiques espagnols.

possibilités. La mise à profit des facilités ainsi données au clergé a demandé du personnel, autant que possible du personnel capable d'assumer des tâches nouvelles et de prendre de façon satisfaisante des responsabilités parfois délicates. Cela au moment où, en maintes régions, les tâches pastorales étaient plus urgentes qu'elles ne l'avaient jamais été. L'Église d'Espagne s'est efforcée de répondre au mieux à ce complexe de problèmes, sans pouvoir toujours trouver aux situations des réponses entièrement satisfaisantes. De telles réponses auraient exigé avant tout plus d'hommes, plus d'hommes bien préparés pour des tâches inédites. Seulement on ne peut juger complètement du présent sur la base de ce qui a été fait et de ce qui a été possible au cours des années écoulées. Le déficit de personnel se comble progressivement. La préparation aux présentes tâches d'Église devient de plus en plus le fait, non d'individus, mais de toute une jeune génération du clergé. C'est là ce qu'il faut exposer de façon plus expresse et plus détaillée dans cette seconde partie de la présente étude.

Une des préoccupations majeures de la hiérarchie espagnole au lendemain de la guerre civile a été la formation de ce jeune clergé dont la multiplication des vocations apportait la prochaine espérance[9]. Cette préoccupation a été comprise du gouvernement, qui a

9. Cette préoccupation s'est exprimée par la publication, dès 1941, d'un Directoire des Séminaires, définissant les normes générales de la formation sacerdotale à observer désormais de toutes parts en Espagne. (*Reglamento disciplinar, Plan de estudio y reglamento escolar,* publié par la Commission épiscopale des Séminaires, Valladolid, Imprenta castellana.) Conjointement à cette publication des études de fond, telle celle de C. Sanchez Aliseda, *La doctrina de la Iglesia sobre seminarios desde Trento hasta nuestros dias* (La doctrine de l'Église sur les Séminaires depuis le Concile de Trente jusqu'à nos jours, Grenade, 1942) ont déterminé un certain nombre d'orientations de la pratique actuelle. En outre, depuis 1944, quatre assemblées nationales des Séminaires se sont réunies, présidées par la commission épiscopale compétente.

beaucoup fait de son côté pour aider l'Église à remettre partout cette formation sur un bon pied. De très généreuses subventions ont permis la construction à neuf de grands et petits séminaires dans de très nombreux diocèses. Ce sont de grands bâtiments, modernes d'architecture et d'installation, prévus assez vastes pour accueillir cette population sans cesse grandissante d'étudiants ecclésiastiques. Avec l'aide du gouvernement également, le statut de professeurs de séminaire a été fort amélioré sur le plan matériel[10]. Ce qui résout un certain nombre de problèmes dont dépend finalement la qualité de la formation qui se donne à l'intérieur de ces établissements. D'autre part, du côté de l'Église, de très importants efforts ont été faits pour assurer une formation d'aussi bonne qualité que possible, et certainement, en moyenne, supérieure à ce qu'elle avait jamais été par le passé. Tous les observateurs attentifs de la situation n'ont pas de peine à reconnaître le gain très positif que les situations d'aujourd'hui attestent à cet égard.

Il semble que ce que l'on ait voulu de toutes parts, ce sont des générations de jeunes prêtres plus solidement et plus sérieusement formés que ne l'avaient été parfois leurs aînés au cours du siècle passé ou du début de celui-ci. Sérieux de l'état sacerdotal, sérieux de ses responsabilités[11], mais en même temps accueil fait avec

10. Actuellement, en suite des accords passés depuis décembre 1946 entre l'Espagne et le Saint-Siège, les professeurs de Séminaire reçoivent de l'état un traitement annuel raisonnable qui les libère des soucis matériels qui assaillaient trop fréquemment dans le passé les prêtres consacrés à cette tâche.

11. Il convient de noter à ce propos que les temps actuels, en dépit de la situation dont l'Église jouit au sein de l'État espagnol, font la position du prêtre appartenant au clergé séculier en moyenne moins aisée que jamais sur le plan matériel. Aux vocations qu'elle accueille, l'Église d'Espagne ne peut guère promettre que l'austérité de la vie, très peu d'avantages économiques, parfois un état presque misérable et correspondant d'assez près à ce que, depuis le

attention aux situations actuelles et aux besoins religieux des nouvelles générations.

Dans son ensemble, sur le double plan intellectuel et spirituel, la formation donnée par les éducateurs dans les séminaires est très traditionnelle. L'enseignement de la philosophie et de la théologie scolastique se fait en latin, d'ordinaire de façon assez scolaire, en utilisant des manuels et en demandant beaucoup à la mémoire. Mais il est fort sérieux, donné par des professeurs qui prennent leur tâche à cœur et reçu par des étudiants qui travaillent avec ardeur. Les cours annexes assurent une teinture de pas mal de choses. L'ensemble donne l'impression d'une substance ayant au moins le mérite d'être consistante et de pouvoir servir de base excellente au ministère sacerdotal en milieu chrétien. La conduite spirituelle cherche aussi la formation solide à l'état sacerdotal, une piété fervente et posée, avec, de-ci de-là, peut-être, une certaine touche de suspicion à l'égard des formes plus personnalisées, ou tant soit peu mystiques, de la vie spirituelle. L'équilibre de tout ceci n'est peut-être pas très loin de celui qu'a cherché, dans ses formes les plus volontairement religieuses, notre propre tradition sulpicienne : des prêtres de doctrine solide plus encore que réfléchie, de régularité sacerdotale exemplaire, de tendre et chaude piété sans rien qui puisse sembler hors mesure ; bref, de bons pasteurs et de fermes points d'appui pour toute une société religieuse [12].

début du siècle, l'Église de France peut offrir à la masse la moins favorisée de son clergé. Le temps où le sacerdoce pouvait être considéré comme une position avantageuse soit pour le prêtre, soit pour sa famille, est aujourd'hui bien révolu.

12. Il vient ainsi de paraître, à Salamanque, une étude de Don Germán Martil, intitulée, *Los Seminarios hoy* (Séminaires d'aujourd'hui), dans lequel, face à une analyse fort intéressante des problèmes actuels des séminaires, se propose le programme de la bonne formation du séminariste. On y voit apparaître sans peine les structures maîtresses de la formation dont nous parlons. Don Germán Martil est le recteur du Collège « Maestro Avila » des

Seulement, d'autre part, ni les éducateurs, ni les programmes de formation ne sont tout. Il faut aussi tenir compte des recrues elles-mêmes et de ce qu'elles apportent avec elles en franchissant l'enceinte des séminaires. A cet égard, il y a beaucoup de nouveau, du bon et du mauvais peut-être, mais sans doute beaucoup plus de bon que de mauvais, et de grande importance pour l'avenir.

Ce qui apparaît très vite, à observer ces jeunes hommes qui se préparent au sacerdoce, c'est combien ils sont préoccupés de leur époque, des problèmes qu'elle pose, des perspectives ouvertes à leur futur sacerdoce et au ministère apostolique dont ils auront les responsabilités. Ils ne voient peut-être pas tous les problèmes, et peut-être le classement en importance de ceux qu'ils perçoivent aurait-il à être quelque peu révisé. Ils ne se rendent pas forcément compte non plus de toutes les avenues positives des préoccupations qu'ils ont. Mais tout cela est bien naturel à la jeunesse. Le fait essentiel est au fond qu'ils aient ces préoccupations, qu'ils soient fort loin de prendre l'état sacerdotal comme une manière de carrière au cours plus ou moins uni, comportant un certain nombre d'obligations professionnelles qu'il serait tenu pour suffisant d'accomplir décemment. On sent au contraire très répandu le sentiment qu'il y a des situations neuves à affronter, que chacun doit chercher pour son propre compte, qu'il faut travailler et entreprendre, regarder les expériences faites ailleurs, discuter et assimiler bien des choses qu'on ne trouvera pas toutes faites dans les livres de classe.

Il apparaît qu'il y a aussi chez eux une sorte d'enthousiasme commun pour les tâches auxquelles ils se

prêtres de l'Institut des Operarios Diocesanos, qui ont la charge d'un bon nombre de séminaires en Espagne. Les études sur les séminaires publiées par ce groupe de prêtres et d'éducateurs religieux sont très significatives.

destinent, phénomène très caractéristique des communautés qui se sentent en expansion vivante. Pareil enthousiasme n'exclut pas les excès de jugement, à la fois dans la louange et dans la critique, mais il est au moins l'indice du propos de faire quelque chose. Ce propos, d'ailleurs, est souvent soutenu par un travail fort intense, auquel on ne pourrait guère reprocher que d'être, comme souvent le travail personnel des jeunes esprits, encore un peu erratique, et pas toujours nourri des meilleurs aliments. Quoi qu'il en soit, le bilan de tout ceci est très considérablement positif.

Quelles sont les principales préoccupations que l'on voit ainsi paraître à l'intérieur de ces séminaires ? Citons, sans vouloir ni être complet, ni mettre trop d'ordre, ni non plus dire qu'on retrouve tout cela absolument partout : des préoccupations missionnaires assez vives, un éveil aux choses liturgiques et aux questions de l'art sacré dans ses formes modernes, le sens du problème social ; un intérêt assez grand pour ce qui se fait ailleurs qu'en Espagne, avec l'effort d'apprendre des langues vivantes et le désir d'aller étudier quelque temps à l'étranger ; parfois, une certaine attention donnée au problème de la vie religieuse du laïc cultivé. Le tout de ces préoccupations se rassemble à l'ordinaire dans l'ambiance d'une perspective d'ensemble de la vie ecclésiale. Chez quelques isolés, émerge le problème de l'affrontement des intelligences non catholiques, mais mises en pleine possession des grandes formes de la pensée moderne, la philosophie, la science. Mais, sur ce plan, il semble qu'on ne saurait généraliser : l'orientation de la formation milite plutôt dans le sens d'un certain renvoi à plus tard des problèmes de cette sorte, du moins sous leur forme aiguë, à laquelle ne suffisent pas à remédier les rapides critiques d'un cours de philosophie scolastique. Quoi qu'il en soit, l'ouverture l'emporte très largement sur ce qui peut être encore moins présent à ces jeunes esprits. L'auteur de ces

lignes a maintenant derrière lui l'expérience plusieurs fois répétée d'un enseignement donné à de jeunes étudiants ecclésiastiques espagnols et d'assez nombreuses conférences isolées faites à tel ou tel groupe d'entre eux. Il n'a jamais eu le sentiment de se trouver en face de mentalités fermées aux préoccupations de l'heure, bien au contraire.

Cette ouverture qui se fait d'elle-même trouve d'ailleurs un bon nombre de points d'appui chez les aînés. C'est ainsi que la préoccupation sociale, fort présente à la hiérarchie espagnole, trouve des expressions jusque sur le plan intellectuel, avec l'Institut Léon XIII de Madrid, destiné à l'étude des problèmes sociaux et des problèmes religieux qui y sont liés, avec la création des Universités du Travail, l'une fonctionnant déjà dans les Asturies, dirigée par les Jésuites, l'autre qui s'ouvrira en 1956, dirigée par les Dominicains. Le courant des idées agitées dans ces centres, infusées aux prêtres de très nombreux diocèses qui viennent s'y former, transmises aux étudiants de ces Universités du Travail, ne laisse pas que d'atteindre les séminaires dont un bon nombre ont été touchés par ailleurs par les conférences sur les questions sociales organisées à leur intention par le H.O.A.C. [13]. C'est ainsi également que la préoccupation missionnaire, popularisée à l'extérieur par maintes œuvres de propagande, est actuellement, de la part de la hiérarchie, l'objet d'attentions qui contribuent à fomenter l'intérêt qu'y portent spontanément les futurs prêtres. Nous ne voudrions pas oublier de mentionner l'influence croissante de diverses publications, au premier rang desquelles il faut citer *Incunable,* périodique mensuel du clergé, plein d'allant et de jeunesse et ayant

13. *Hermandad Obrera de Accion Catolica* : groupement rassemblant un nombre relativement modeste de militants d'Action catholique ouvrière, mais d'un courage et d'un dévouement hors de pair dans des situations souvent délicates.

une audience croissante à travers tous les milieux ecclésiastiques d'Espagne[14].

Préoccupations et points d'appui : il faut ajouter à cela le fait qui tend à se généraliser un peu partout, de l'interaction entre le groupe des vocations venues du petit séminaire et celui des vocations qui ne sont pas passées par lui. Sur ce fait, nous avons encore peu de données publiées. L'on est encore beaucoup trop près du commencement de l'expérience. Mais, autant que l'on puisse en juger, il semble que là où les vocations dites « tardives » forment un groupe assez fort numériquement et assez déterminé par une formation préalable, la formation universitaire en particulier, il se fait, à toute la communauté de ceux qui se forment au sacerdoce, un apport d'éléments de culture, d'exigences et aussi de tournures d'esprit jusque-là assez inédits à l'intérieur des séminaires et des maisons d'études des instituts religieux. Il arrive que les réactions, soit avec le système de formation, soit de groupe à groupe, prennent quelque vivacité. Mais, l'un dans l'autre, l'équilibre se trouve et la transformation qualitative de l'ambiance représente un gain considérable pour tous. Pratiquement, cette transformation qualitative se fait en deux sens : un sentiment plus riche et plus juste des choses de la vie telles qu'elles sont au delà des murs de la maison de formation ; une information meilleure quant

14. *Incunable* a commencé d'être publié en 1948 à Salamanque. Il a actuellement plus de 4.000 abonnés et tire à 5.000 exemplaires. Un peu plus de 2.000 abonnés sont des séminaristes, et quelque 1.300 se trouvent à l'étranger, Amérique latine en particulier. A partir de janvier 1956, le tirage passera à 6.500 exemplaires, le nombre des demandes d'abonnement ayant monté aux environs de 6.000. La forme du périodique est très moderne, un peu semblable à celle adoptée par *Alcala*, le journal de la jeunesse estudiantine espagnole. La substance est très riche, l'esprit parfaitement ouvert en même temps que solidement équilibré. Nous n'avons probablement pas en France l'équivalent pour nos séminaristes et jeunes prêtres.

aux éléments qui, de nos jours, font la culture d'un esprit, et un respect plus grand des valeurs dont cette culture est porteuse. Ceci aussi trouve un point d'appui, au moins dans une certaine mesure, dans le nombre croissant d'étudiants ecclésiastiques qui vont faire des études au dehors des séminaires, soit dans les principales universités ecclésiastiques où vont les séminaristes et jeunes religieux espagnols[15], soit même dans des universités non ecclésiastiques où un petit nombre poursuit des études complémentaires à celles faites au séminaire[16]. De telle sorte que peu à peu le mouvement amorcé, point encore très accentué, sauf en quelques cas exceptionnels, tendra à généraliser ses effets et à en faire quelque chose d'assez habituel à travers toute la masse jeune de ce clergé en formation et qui, dans

15. Ce sont avant tout Rome, Salamanque et Comillas. Ces Universités accueillaient au total 790 séminaristes en 1953. En 1954, le chiffre est de 808 et en 1955 de 831.

16. Les séminaristes poursuivant des études dans des Universités non ecclésiastiques sont, pour toute l'Espagne, au nombre de 20 en 1953, de 25 en 1954 et de 31 en 1955.

La participation des Ordres religieux aux études dans des Universités civiles est beaucoup plus élevée, en partie en raison de la nécessité de posséder des grades d'État pour être professeur dans les Institutions d'enseignement secondaire, mais aussi en raison de l'intérêt croissant donné à de telles études prises en elles-mêmes. A titre d'indication, la « Federacion de los amigos de la Enseñanza » a obtenu, pour 1954, 665 bourses d'études pour des religieux et religieuses préparant des grades dans diverses Universités civiles. En 1955, ce chiffre a été de 848. 25 % environ de ces bourses sont attribuées à des religieuses. Par ailleurs, il y a un certain nombre de religieux étudiants dans les Universités et qui poursuivent ces études soit sans avoir de bourses, soit en ayant obtenu une bourse par une autre voie que la F.A.E. Au total il y a aujourd'hui quelque 750 membres d'instituts religieux masculins qui font des études universitaires.

Indication plus précise : la province dominicaine mentionnée ci-dessus (p. 31) possède 41 de ses religieux poursuivant des études universitaires : 33 dans des Universités civiles espagnoles, 3 à l'Institut Léon-XIII, 4 aux États-Unis et au Canada.

dix ans, sera placé en face des responsabilités globales du destin religieux du pays.

Au total, l'impression qu'il convient de retirer de tout ceci est celle de progrès très importants de la formation, en sérieux et en solidité d'une part, mais aussi en ouverture et en compréhension de l'univers humain d'aujourd'hui d'autre part. De telle sorte que la masse considérable du clergé jeune que les chiffres actuels du recrutement sacerdotal et religieux laissent espérer pour d'ici quinze ans sera aussi une masse qualitativement de grande valeur, animée de beaucoup d'ardeur, capable d'initiatives nombreuses et puissantes. Dans ces conditions, nous pouvons nous attendre à une montée sensible de l'influence du clergé espagnol, sinon en Espagne même, où les conquêtes officielles sont, pour le moment, chose acquise, du moins dans la vie d'ensemble de l'Église universelle. Faire comme si cela ne se préparait pas serait assez déraisonnable de notre part à nous, catholiques français.

(*A suivre.*)

DOMINIQUE DUBARLE, O. P.

COMMUNISTES ET CHRÉTIENS DANS LE MÊME MONDE

La sympathique *Revue Nouvelle* de Bruxelles a publié en ce mois de décembre 1955 le témoignage, humble et douloureux, d'un missionnaire belge revenu de Chine. Le P. Verwilghen raconte d'abord comment il a « menti » à un journaliste étranger qui le rencontra un jour, en l'automne 1951, dans la petite ville de Linha. Mais pourquoi a-t-il « menti » ? Il faudrait plutôt demander comment a-t-il été amené en cet état où le mensonge devient une des formes bizarres de la sincérité, puisque lui-même ajoute : « Mon cœur est encore plein de tristesse lorsque je songe à cette période de ma vie. Et cependant si c'était à recommencer, je mentirais encore! » Et il démonte devant nous le processus des humiliations et du viol des consciences par lequel il a passé. Aujourd'hui, il recommencerait...

On me demandera, continue-t-il, toutes sortes d'explications au sujet du catholicisme. Les camarades m'appellent *You-fou-ze* (nom très familier, équivaut à Félix). Pendant que je dis ma prière ils viennent s'asseoir auprès de moi. Jadis ils me révéraient, maintenant ils m'aiment. La première nuit je l'ai passée comme eux à la belle étoile. Mais le second soir deux contremaîtres, sur les instances des camarades, sont intervenus pour m'obtenir une place sur le *k'ang* (fourneau-lit) de la ferme. J'y dors, casé entre deux rudes corps d'ouvriers, sur les dalles de l'estrade, enveloppé d'une couverture. L'effort gigantesque de la reconstruction du pays nous tient tous en état d'alerte, en une communauté physique, qui souffre et rit en union de cœur. Je ne veux pas parler de la peur. Elle est omniprésente, mais on ne la mentionne jamais.

Qui oserait juger ? Cela nous est d'ailleurs interdit par notre Maître : Ne jugez pas et vous ne serez pas

jugés. Au surplus, nous sommes avertis que « les hommes libres, qui n'ont pas passé par ce viol du cœur, ne comprennent pas les messages indécis et confus venant de derrière le rideau de bambou ». Aussi le Père supplie-t-il « les journalistes et les ministres de ne plus interroger les prêtres de Chine ». Il souhaite même du fond de son cœur « que jamais un ministre ou un journaliste ne parvienne à percer ce mystère. Car, grâce à ce mystère, la foi catholique ne mourra pas en Chine communiste »!

Si nous ne devons ni ne pouvons juger, ce témoignage, assez insolite et émouvant, pose à notre mission catholique dans le monde une question salutaire. Cette question, les rédacteurs de *La Revue Nouvelle* la posent hardiment en préface de cet article. Elle est celle de la fuite ou de la présence missionnaire et chrétienne en pays communiste.

Différentes situations des chrétiens dans le monde rendent cette question particulièrement actuelle et même pour chacun de nous. Nous avons de nombreux frères derrière le rideau de fer ou de bambou, et nous n'avons pas le droit de « penser à l'Église du silence plus comme à un argument contre le communisme que comme à des membres meurtris du Corps mystique » (p. 503). Des nations catholiques comme la Pologne ou la Hongrie sont passées entièrement sous le régime communiste, tandis qu'au Nord-Vietnam les catholiques ont fui par centaines de mille. Que doivent donc faire les chrétiens destinés à affronter le communisme?

La réponse à cette question sera d'abord celle que le Saint-Esprit suggérera à chacun selon le temps, les circonstances et ses propres forces spirituelles. Mais l'Évangile et l'histoire chrétienne peuvent nous aider à voir plus clair et à être plus fidèle à la grâce du Saint-Esprit. La persécution n'a jamais manqué aux chrétiens. « Le Maître les a renseignés à ce sujet : *Vous serez persécutés*. Les chrétiens ont pour mission d'être le

levain dans la pâte quelle que soit cette pâte. L'Évangile ne dit pas : dans la mesure où cette pâte est accueillante au levain. » Le levain possède la puissance de Dieu et est capable grâce à elle de transformer toute pâte. Il a triomphé de l'Empire romain! Il a triomphé de la Révolution française. (On connaît le soupir de soulagement que certains poussèrent à l'aurore du siècle dernier : dix ans avaient passé! Donc, selon eux, la partie était gagnée : le christianisme se maintiendrait en France.)

Il demeure, et c'est évident, que la persécution est un risque. L'espérance de l'emporter ne supprime pas ce risque, puisqu'au contraire il n'y a jamais d'espérance là où il n'y a pas de risque. Il est donc légitime que des chrétiens, insuffisamment sûrs de la force de leur foi, quittent le danger qui la menace. Et il est légitime également qu'ils entraînent avec eux ceux dont la foi a besoin d'être protégée. Toutes les chrétientés ne sont pas assimilables au Carmel de Compiègne, ni toutes les conversations de chrétiens pendant la tourmente, comparables à la ferveur du *Dialogue des Carmélites*. Le Maître ne nous a-t-il pas dit aussi : « Quel roi, parti pour combattre un autre roi à la guerre, ne s'assied d'abord pour délibérer s'il peut tenir tête... » (Luc, 14, 31).

La fuite peut être raisonnable.

Mais au nom de quoi fuira-t-on ? Et où fuira-t-on ?

Nombreux sont les motifs, conscients ou inconscients, pour lesquels on peut fuir. Par exemple, on veut vivre en paix et en sécurité avec sa famille et ne pas craindre de perdre ses biens. Voilà un motif légitime et qui, en lui-même, ne mérite aucun blâme. Mais la foi chrétienne n'y a pas nécessairement sa part. Si l'on fuit au contraire pour protéger sa foi, il faut être lucide sur les risques que peut-être l'on fait courir à la foi elle-même.

Car la foi est un don de Dieu et il faut que chacun sache ce que Dieu lui demande en retour de ce don. La foi d'un homme n'est pas solidaire du territoire qu'il habite, ni du milieu auquel il appartient, ni de la situation en laquelle il a été mis. La foi de celui qui fuit sera-t-elle meilleure s'il refuse le témoignage que peut-être Dieu attend de cette foi qu'il lui a donnée ? Sa foi le sauvera-t-elle si, en fuyant, il compromet la foi de ses frères, engagés dans le même combat, et qui peut-être ont besoin du soutien et de la foi de tous pour continuer eux-mêmes à croire au milieu de l'épreuve et de l'adversité ?

Voilà des questions que chaque chrétien peut se poser. Mais il en est d'autres à l'adresse des collectivités et des groupes chrétiens. Que tous les chrétiens quittent les pays communistes et « Dieu est mort » en ces régions. Peut-on appeler tactiques des reculs de cette espèce si, en attendant l'avenir, ils compromettent actuellement le salut de plus d'un milliard d'humains ? Nous ne pouvons pas ne pas voir, au contraire, que la présence de chrétiens persécutés dans une ville comme Shanghaï a rendu le christianisme plus authentique, plus vivant, et plus conquérant que jamais ? « Jamais la ville de Shanghaï n'a entendu parler des catholiques comme à présent, jamais le témoignage porté n'a ressemblé à celui qui a converti l'Empire romain » (p. 510). Jamais tant de chrétiens, dans le monde entier, n'auront été autant stimulés par l'exemple de leurs frères persécutés [1].

L'hypothèse de la fuite doit cependant être envisagée. Même si elle n'avait pour elle aucun motif avouable, la faiblesse humaine en serait un et personne ne peut jeter la pierre à celui qui présenterait cet aveu. Une nouvelle

1. Lire à ce sujet l'ouvrage du P. Lefeuvre, *Les Enfants dans la ville*, chronique de la vie chrétienne à Shanghaï, 1949-1955, éd. Casterman.

question se pose alors : Où aller ? La terre n'est pas illimitée et si le monde communiste s'agrandit, le monde non communiste diminue nécessairement. Depuis quelques années, celui-ci semble se rétrécir comme une peau de chagrin. L'Église, sans doute, a les promesses de la vie éternelle, mais la limitation de l'étendue territoriale du communisme n'est pas inscrite en ces promesses. Ni non plus l'étendue de l'Islam que le chrétien peut rencontrer en une autre partie de la terre. Ni non plus...

Le communisme serait-il territorialement limité, cela ne signifierait pas que son idéologie s'arrêterait à ses frontières. Les princes de ce monde ont aujourd'hui bien d'autres moyens de conquérir les esprits que d'étendre leur territoire. Les milieux communistes en dehors des *territoires* où le régime est installé sont quelquefois plus actifs, plus séduisants et plus conquérants que les autres. Le chrétien qui a quitté les *territoires* communistes devra-t-il donc se garder aussi à l'abri de tout *milieu* et de toute masse imprégnés de communisme ? S'il veut être convenablement abrité, il devra vivre alors dans un monde et dans des structures non seulement religieuses, mais aussi politiques, sociales, culturelles, humaines et dans un style de vie particulier, de sorte qu'au monde totalitaire du communisme s'opposera le sien, si homogène et si bien fortifié qu'aucune relation, susceptible d'apporter la contagion, n'existera plus entre l'un et l'autre. Mais de telles structures, que certains « catholicismes » s'efforcent aujourd'hui d'édifier non sans courage, ni ténacité, ont-elles une relation nécessaire avec la foi chrétienne ?

Toute la question n'est-elle pas plutôt dès maintenant de fortifier avec la grâce de Dieu notre foi et celle de nos frères, afin d'être capables d'accueillir tout ce qui n'est pas absolument incompatible avec l'Esprit de Jésus qui vit dans son Église, et d'affronter ce que nous ne pouvons accueillir ?

A.-M. Henry.

UN NOUVEAU LIVRE SUR L'ISLAM[1]

Le réveil actuel du monde musulman a des conséquences, même dans le domaine de l'édition. Le public cultivé, enfin, commence à sentir le besoin d'être renseigné sur l'Islam et les livres d'initiation ne sont plus uniquement de graves et sérieux travaux pour érudits ou spécialistes. Les Éditions du Seuil ont su présenter sous un visage attrayant une œuvre intelligente et abondamment illustrée, donnant successivement un exposé d'ensemble et des textes choisis. Le titre même de la collection « Maîtres spirituels » est un de ceux qui font choc et attirent l'attention, surtout lorsqu'on inaugure cette collection par un ouvrage sur Mahomet. Il s'agit, en effet, du maître spirituel d'une communauté comptant presque quatre cents millions de membres à l'heure actuelle.

L'esprit dans lequel M. Dermenghem a conçu son étude est utile à connaître. Il permettra de savoir ce qu'on peut en attendre et la ligne à suivre pour s'engager dans des lectures complémentaires. Il est évident, en effet, qu'en quatre-vingt-douze pages un sujet aussi vaste que l'Islam ne peut être traité à fond. Le mérite de l'auteur est d'avoir abordé le sujet avec le maximum de sympathie, allant d'emblée à ce qui est le plus beau, le plus noble, le plus grand. Pour l'époque moderne, il signale nettement les différentes tendances qui se font jour à travers le monde musulman : traditionalisme, réformisme voulant avant tout un retour aux sources et se durcissant actuellement dans un sens intégriste, tendances modernes allant résolument de l'avant. La sympathie de l'auteur pour les soufis ou confréries religieuses dans ce qu'elles n'ont pas de sclérosé et d'insoutenable lui fait nuancer les pages consacrées aux réformateurs modernes très antimystiques (pp. 82-86). De même, dans les morceaux choisis, l'auteur accorde une place importante aux mystiques du passé,

1. Émile Dermenghem, *Mahomet et la tradition islamique*, coll. « Maîtres spirituels », Paris, Éd. du Seuil, 1955, 192 pp., petit in-8°.

place que l'Islam orthodoxe et traditionnel ne ferait certainement pas aussi importante. Pour l'auteur, le progrès fut possible dans la civilisation musulmane tant que « les philosophes penseurs libres » et les « soufis mystiques » y eurent droit de cité. « L'élimination » ou « l'éclipse » de ces forces vives « amena celle de la culture vivante authentique » (p. 86).

Ce livre sera une révélation pour tous ceux qui ignorent l'existence de très belles valeurs dans l'Islam, comme la soumission totale à Dieu, Créateur et Maître de l'Univers, ou le sens de la fragilité et du néant des créatures (pp. 92-95), comme le sens de l'hospitalité généreuse (pp. 123-124), comme l'aspiration d'âmes d'élite vers l'unique absolu qu'est Dieu. A ce titre, il sera fort utile. Il rappellera que tout jugement sur l'Islam doit porter sur les valeurs essentielles et non point s'engager dans le dédale de polémiques stériles et mesquines sur tel ou tel détail. Il laissera pressentir que l'Islam est un tout parfaitement cohérent, satisfaisant l'âme de ceux qui en admettent les premiers principes. Le lecteur entreverra l'une des raisons pour lesquelles nos frères de l'Islam sont si paisiblement satisfaits, pourquoi ils n'éprouvent en général aucun désir de connaître ce qui sort du cercle de leurs préoccupations habituelles. Un livre comme celui de M. Dermenghem doit contribuer à élever le niveau des relations entre chrétiens et musulmans; il obligera les chrétiens à bien se rappeler ce qui est l'essentiel du christianisme. Car un christianisme médiocre, c'est-à-dire dévalué, n'a guère d'intérêt en face des sommets de l'Islam. C'est avec un christianisme envisagé dans sa plénitude que doit se faire la comparaison. Le lecteur chrétien notera la faible place accordée au péché dans tous ces textes que rapporte M. Dermenghem. L'homme y apparaît plus sous l'aspect de petitesse métaphysique que de misère morale. Et Dieu n'y cherche pas la brebis perdue. Là est peut-être la différence psychologique essentielle d'avec le christianisme, celle qui empêche de comprendre nos dogmes. L'Islam n'accorde pas au péché une grande attention. Au fond, pour les musulmans, il n'y a qu'un péché qui compte, le péché contre la foi en l'unité de Dieu et en l'envoi des Prophètes. C'est le *kofr* ou le *chirk,* le péché caractéristique des infidèles. Pour le reste, l'acte peccamineux apparaît comme une

infraction à un interdit (*harâm*) dont on demande pardon après l'avoir commis; d'où une tranquillité sereine. Sauf dans l'enseignement, aujourd'hui oublié, d'une ou deux écoles théologiques médiévales, toutes ces infractions secondaires hormis le *kofr* et le *chirk* seront pardonnées, fût-ce après un séjour temporaire en enfer; seuls les infidèles sont voués au feu éternel. Le christianisme à la suite de la Bible a un sens plus poignant du péché. Pour nous, l'amour n'est pas seulement ce cri vers la beauté divine que pousse Jami (cf. pp. 157-159) et qui s'exprime dans un langage emprunté au vocabulaire de l'amour humain, mais l'épanouissement par grâce d'une âme misérable que Dieu a aimée dans sa misère et qu'il est venu prendre pour la transformer et l'élever à lui.

Erravi sicut ovis quae periit, quaere servum tuum quia mandata tua non sum oblitus (Psaume 119-118).

FRANÇOIS CLÉRY.

M.-H. LELONG, O. P. : *TERRE SAINTE*, photographies de Willem van de Poll, préface du R. P. Avril, O. P., Elsevier, Paris-Bruxelles, 1955, 2200 fr.

Les éditions Elsevier nous comblent. Quelques mois à peine après le somptueux *Atlas de la Bible* du P. Grollenberg, voici un nouvel album, plus modeste, mais également précieux : *Terre Sainte*. Ces deux volumes ne font nullement double emploi. Tandis que le premier présentait l'histoire et le pays bibliques afin d'aider la lecture et l'étude de l'Écriture Sainte, le second introduit au pèlerinage en présentant la Palestine d'aujourd'hui telle qu'elle se révèle au voyageur soucieux de culture spirituelle.

Terre Sainte est composé d'un texte et de photographies, les deux étant intimement liés. Le texte est l'œuvre d'un maître reporter qui, en ce domaine palestinien, n'en est pas à son coup d'essai. Nous devons déjà, en effet, au P. Lelong, deux récits de pèlerinage au pays du Christ (*Jésus et son pays, L'an dernier à Jérusalem*). Discret, mais chargé de résonances, ce texte accompagne une collection de près de deux

cents photographies prises, pour la plupart, par M. Willem van de Poll. Beaucoup de ces vues sont tout à fait remarquables (on fera exception cependant pour les quatre planches en couleurs qui manquent de netteté et dont les couleurs sont peu fidèles).

Cet ouvrage présente en réalité tout ce qu'il est possible de montrer à un voyageur en une quinzaine de jours; et son plan correspond à l'itinéraire actuellement emprunté par la majorité des pèlerinages : visite de la Jordanie d'abord, d'Israël ensuite.

Deux qualités surtout méritent d'être relevées : tout d'abord, un effort constant pour ne pas oublier l'Ancien Testament derrière les réalités du Nouveau. Le P. Avril le remarque dans la préface : les lecteurs de ce livre, écrit-il, « apprendront que le Golgotha et le Saint-Sépulcre ne doivent pas faire oublier Sion, la cité de David, berceau de Jérusalem. Ils découvriront Bethléem dans la lumière d'Hébron. Au puits de Jacob, ils se souviendront de Sichem, qui fut le témoin du premier sacrifice d'Abraham en Canaan ».

A ce souci de présenter les dimensions bibliques intégrales de la Palestine se joint une autre qualité. Le P. Lelong ne fait nul étalage d'érudition; son texte reste vif et alerte; mais il prend appui sur des connaissances solides qui lui permettent de ne pas confondre certitudes et hypothèses et de ne pas succomber à la tentation trop fréquente de certains guides de Terre Sainte : la « localisation pieuse ».

Un certain nombre de fautes typographiques — bien excusables puisque le volume a été imprimé hors de France — et deux ou trois lapsus (p. 38 : « le Tyropoeon ou Géhenne »; p. 86 : confusion entre le palais d'Hérode et le palais des Asmonéens; p. 107 : « Macpéla le Hittite ») seront facilement corrigées dans une deuxième édition que nous souhaitons rapide, car ce livre mérite beaucoup de fervents lecteurs : ceux qui s'en serviront pour préparer un pèlerinage aux pays bibliques; ceux qui, ayant déjà eu la chance d'accomplir ce périple, voudront garder sur leur table de chevet un souvenir concret de ces jours bénis; ceux enfin — les plus nombreux — qui, pèlerins d'intention, s'associeront, grâce à ces pages et à ces photographies, au plus beau voyage du monde.

René Beaupère.

Travail et politique

Il n'y a pas d'Union française

On parle encore d'Union française dans les programmes électoraux, mais c'est un fait que depuis la conférence de Genève — celle de 1954 — les membres de deux gouvernements français se sont bien gardés de l'évoquer. Lorsque les constituants de 1946 en ont forgé le vocable, ils pensaient, pour un bon nombre avec sincérité, qu'ils avaient construit un édifice exemplaire, une « maison habitable pour tous » dans laquelle bien méchants, bien sots et bien ingrats seraient ceux qui refuseraient d'entrer...

Pourtant, l'Union française n'a pas survécu à l'expérience indochinoise. Par un paradoxe amer, tandis que jusqu'en mars et avril 1947 Ho Chi-minh revendiquait encore pour le Vietnam l'indépendance et l'unité *dans* l'Union française, tandis qu'en mai ou juin 1954 son ministre Pham Van-dong n'en repoussait pas la notion, les représentants de Bao-Daï devaient s'efforcer d'en rejeter le cadre comme la marque de leur subordination. Le traité d'octobre 1953 conclu avec le royaume du Laos bousculait déjà très largement le concept initial. Les années passant, et sans que les accords originels aient toujours dû être ouvertement dénoncés, l'idée d'asso-

ciations franco-vietnamienne, khmère ou lao, s'est trouvée reléguée dans le domaine des souvenirs et des illusions perdues.

Dans la pensée du législateur français, le concept d'*État associé* devait pouvoir s'étendre également aux deux protectorats d'Afrique du Nord : Tunisie et Maroc. Or, dans ces deux pays, l'opinion était nettement défavorable au cadre dit d'Union française, sinon à la notion d'association. A M. Paul Coste-Floret qui, à la tribune de l'Assemblée nationale, avait rangé l'Empire chérifien parmi les États associés de l'Union française, un communiqué du palais impérial de Rabat rétorquait aussitôt qu'il n'en était rien. Le conseil d'État, à la suite de la plupart des juristes, a lui-même confirmé que le caractère d'État associé au sein de l'Union française devait résulter d'un acte prévoyant sans ambiguïté son adhésion, ce qui ne pouvait être le cas des traités de protectorat de 1883 ou de 1912. Peu de temps avant sa déposition, Sidi Mohammed Ben Youssef avait semblé admettre pour son empire qu'il puisse accéder au statut d'État associé dans l'Union : M. Charles-André Julien, conseiller de l'Union française et professeur à la Sorbonne, avait effectué auprès du souverain une mission officieuse dont le résultat avait été positif. Mais, sous couvert de préserver, de sauvegarder, de conserver (en l'état), les forces d'une certaine colonisation avaient installé fortement leurs barrages. D'ailleurs, de 1947 jusqu'à 1952, aucune démarche n'avait été officiellement effectuée à Rabat ni à Tunis en vue de demander aux souverains des deux États protégés d'adhérer à l'Union française. Les milieux français, résidentiels notamment, redoutaient de donner par là au Maroc et à la Tunisie, les moyens de recouvrer une souveraineté, une indé-

pendance « à la vietnamienne »; ils redoutaient surtout que les relations franco-marocaines et franco-tunisiennes ne deviennent des relations Rabat-Paris et Tunis-Paris, non plus des relations entre les palais et chacune des résidences. Pour nos proconsuls, l'entrée dans l'Union française ce n'était rien d'autre que la voie de la « sécession », de la rupture.

Or, tandis que les revendications nationales ignoraient l'éventualité d'une adhésion aux formules d'Union française et d'État associé, dans le refus de cadres et de concepts *unilatéralement définis,* les gouvernements français se bornaient à des promesses d'*autonomie interne* pour la seule Tunisie, à des projets de *réformes limitées* pour l'Empire chérifien. Du discours de Thionville prononcé par M. Robert Schuman le 11 juin 1950[1] au discours de Carthage prononcé le 31 juillet 1954 par M. Mendès-France, combien de refus, combien de répressions? Et pourtant un processus irréversible allait se mettre en mouvement. Après le 31 juillet, il faut encore neuf mois pour que les accords établissant l'autonomie interne soient signés le 3 juin 1955, — et trois mois et demi encore pour que, le 20 septembre, la Tunisie ait son premier gouvernement homogène. Dans le même temps, la question du trône bloque toute solution au problème marocain, mais du moment où Sidi Mohammed Ben Youssef est de nouveau reconnu par la France comme sultan du Maroc (6 novembre 1955), à la date du transfert — il est vrai, « dans le cadre

1. « M. Périllier, dans ses nouvelles fonctions, aura pour mission de comprendre et de conduire la Tunisie vers le plein épanouissement de ses richesses, et de l'amener vers l'indépendance (vers l'autonomie interne... après rectification *a posteriori*) qui est l'objectif final pour tous les territoires au sein de l'Union française. »

du traité de Fès » — des différents services du protectorat à un gouvernement marocain tout de suite homogène, il ne s'écoule que quatre à cinq semaines! Les négociations franco-marocaines ne s'ouvriront guère avant le mois prochain, mais elles auront été *précédées* — et non pas suivies comme en Tunisie — de l'instauration d'un régime de semi-autonomie interne : elles se placeront sous le signe de la reconnaissance de la vocation de l'Empire chérifien à une pleine *souveraineté interne et externe*. On voit mal dès lors au nom de quel principe, la France qui reconnaissait à la Tunisie une maturité politique plus grande qu'à tout autre pays pourrait se refuser dans le même temps à reprendre des négociations avec les représentants de la Régence en vue de lui conférer, non pas simplement une autonomie interne plus complète, mais, bel et bien, une indépendance accompagnée de liens d'interdépendance avec notre pays.

Car on a forgé, il est vrai, ce nouveau terme : l'interdépendance que nous ont soufflé tour à tour un Bekkai et un Bourguiba, fins connaisseurs de nos incorrigibles défauts. Non point qu'ils ne croient pas eux-mêmes à la réalité d'une interdépendance franco-marocaine ou franco-tunisienne. Non point qu'ils ne sachent pas que cette interdépendance *peut* être une garantie essentielle de leur indépendance. Mais ils savaient la nécessité de fournir aux négociateurs français une contrepartie... terminologique aux concessions et rétrocessions qu'ils exigeaient. Les hommes politiques français se feraient néanmoins de graves illusions et prépareraient de nouvelles erreurs cette fois difficilement réparables, s'ils imaginaient que l'interdépendance est l'astuce suprême qui permettrait de reprendre d'une main ce qui serait

donné de l'autre. Ce qui est sûr néanmoins, ce que l'on a mis trop de temps à percevoir, c'est que la France peut établir des liens avec des États qui, hier protégés, seront demain « indépendants ». Une *union d'États et de peuples associés* à la France est encore concevable, bien que nous soyons parvenus à la limite du temps. Il est clair en tout cas que si cette *union* voit le jour, elle sera tout autre chose que ce que le législateur de 1946 avait défini. Si tant est qu'il y en a jamais eu, il n'y a plus d'États associés au sens constitutionnel : il n'y a donc plus d'Union française. Elle a cessé d'exister en raison de son caractère unilatéral et de son caractère inadapté aux sentiments des peuples d'outre-mer. Elle a cessé d'exister parce que ceux-là mêmes qui auraient dû lui donner un contenu vivant ou bien n'y ont pas cru, ou bien en ont fait un nouveau véhicule de promesses à ne pas tenir, ou bien encore ont voulu en faire un instrument de domination plus... moderne. Faut-il rappeler, par exemple, que le Haut-Conseil de l'Union française qui devait être l'un des rouages centraux essentiels de cette construction n'a jamais véritablement fonctionné ?...

Mais dira-t-on, il y a les territoires et les départements d'outre-mer, il y a des territoires associés, il y a l'Algérie! Déjà ignorants de leur géographie, les Français ne se sont guère donnés la peine d'apprendre leur constitution. Aux termes de la constitution de 1946, l'Union française était représentée par l'égalité suivante : *République française + États et territoires associés*. Les États associés, nous l'avons vu, ont perdu toute existence. Aucun texte n'a jamais précisé la signification des termes « territoires associés »; aucun texte n'a jamais stipulé qu'ils s'appliquassent, selon la pensée du

législateur, aux territoires sous tutelle : Cameroun et Togo.

Il n'y a plus, il n'y a pas d'Union française[2]!

L'Algérie, les territoires et départements d'outre-mer, toujours aux termes de la constitution de 1946, ils sont — avec la métropole — la République française elle-même. Voici un second thème de réflexion.

L'Algérie ? Le statut du 20 septembre 1947 a voulu en faire « *un groupe de départements dotés de la personnalité civile, de l'autonomie financière et d'une organisation particulière* », mais un « groupe de départements » quand même. Et l'Algérie est aujourd'hui au cœur du drame que nous vivons : le complexe juridique qu'elle crée n'est que le reflet d'un drame humain. Tant que les aspirations des musulmans se résumaient dans les mots *égalité, justice, libertés publiques,* leurs revendications pouvaient trouver une satisfaction dans une assimilation aussi complète que possible, donc d'une *assimilation égalitaire et politique* qui conférât à tous les citoyens de l'Algérie, qu'ils soient d'origine européenne ou d'origine musulmane (ou juive), les mêmes droits et les mêmes charges. Les refus essuyés depuis 1936 (rejet du projet Blum-Violette, combien timide et limité cependant!) ont fait apparaître les tenants de l'assimilation véritable (un Bendjelloul, un Ferhat Abbas première manière), puis d'un fédéralisme dans l'Union française (le Ferhat Abbas de 1946), comme des vaincus

2. Car, de plus, aucun territoire (autre que l'ancienne Cochinchine) ni aucun département n'a accédé au statut d'État associé comme l'aurait rendu possible l'article 75, s'il avait joué. Seul peut-être M. Pierre de Chevigné en avait promis l'application aux Malgaches dans son premier discours devant l'assemblée territoriale de la Grande Ile... Il devait se reprendre et s'amender lui-même par la suite !

aux yeux de la jeune opinion algérienne. Des partisans de l'intégration, mais d'une intégration sincère, — et des élus de l'administration! — le socialiste Benbahmed, le radical Bensalem, ou comme un Bengana, héritier de famille traditionnelle, en sont eux-mêmes venus à « constater », puis à « défendre » « *la puissance de l'idée nationale contre laquelle rien,* nous disait l'un d'eux, *absolument rien ne pourra être fait* ». Où les refus de la France n'auraient peut-être pas suffi, les exemples tunisien et marocain, l'éveil d'un sens de la solidarité maghrébine, le réveil d'une conscience musulmane et arabe ont fait le reste.

Dépassées dans les esprits, la notion d'Union française, celle de l'Algérie « partie intégrante du territoire de la République », finissent par l'être également sur le plan juridique qui paraissaient, aux yeux de certains, leur dernier rempart et le mieux assuré. Car, c'est au refus des musulmans, de ces élus mêmes que l'on croyait dociles, que l'on se heurte maintenant. Et si l'on n'y prend pas garde, le blocage des institutions locales auquel on assiste, — rejet avant tout examen des réformes du gouverneur-général, démissions en chaîne de délégués à l'assemblée algérienne, de conseillers généraux et municipaux, — se doublera bientôt d'un blocage des institutions centrales de la République.

Retenant le « cas de force majeure », le gouvernement a ajourné les élections en Algérie, laissant à la nouvelle assemblée le soin « de se prononcer sur les moyens d'assurer... la représentation de l'Algérie au sein de cette assemblée ». Or, la force majeure s'impose-t-elle moins aujourd'hui que l'assemblée est installée? Que cette dernière décide de proroger le mandat de députés qui l'ont perdu deux mois plus tôt, et elle viole légale-

ment, mais ouvertement, la constitution dans sa lettre et dans son esprit. L'assemblée elle-même est peut-être valablement constituée : elle n'en est pas moins privée de la représentation du cinquième de la population de la République. Tant que, du moins, « l'Algérie c'est la France »...

Les responsables politiques se sont maintes fois trouvés dépassés par des événements qu'ils n'avaient ni su ni voulu prévoir et qui les ont acculés à des choix dont ils n'avaient pas voulu délibérer en temps opportun. C'est maintenant la loi fondamentale, le droit constitutionnel qui se trouve débordé. Il n'y a plus d'Union française, disions-nous. L'événement — et la réalité — débordent même le concept de République. Y a-t-il encore aujourd'hui une République française, disons au moins une quatrième République ?

Le gouvernement a depuis longtemps perçu la nécessité de procéder à des aménagements dans le statut des territoires d'outre-mer. Des projets déjà bien timides ont été encore considérablement édulcorés ; d'autres sont demeurés au seuil des commissions. Malgré des incidents récents au Cameroun, « l'Afrique au sud du Sahara » apparaît encore comme un havre de paix. Plutôt que d'attendre une conjoncture moins favorable, il faut insister « sur la nécessité... de procéder, dans le climat de paix et de confiance qui est encore celui de l'Afrique noire, à ces réformes urgentes qui doivent être l'étape nouvelle dans laquelle l'Afrique noire doit s'engager dès maintenant [3] ». Mais peut-on se contenter de parler encore de réformes, de ces réformes parcimonieuses dont la discussion s'étale sur des mois et

3. Association pour l'étude des problèmes de l'Union française, 123, rue de Lille, Paris, *Bulletin*, n° 94, novembre 1955.

parfois sur des années ? Peut-on promouvoir des réformes suffisantes et suffisamment audacieuses, peut-on plus simplement maintenir la paix et la confiance, sans reviser le titre VIII de la constitution de 1946, sans procéder à une refonte complète ?

Là encore, c'est au stade d'un choix fondamental qu'il faut parvenir. Au delà des formules proposés, de la République « une et indivisible » à laquelle demeurent fidèles les socialistes d'outre-mer et non sans quelques nuances le Rassemblement démocratique africain — à la République fédérale « une et divisible » de M. Léopold Sédar Senghor, c'est une conception souple, de nature à rallier la jeunesse d'outre-mer et à s'accommoder des évolutions nécessaires qu'il faudra adopter. A refuser de maintenir ouvertes certaines portes, on risque de tout perdre. On s'est assez payé de mots — et de refus — en Indochine et en Afrique du Nord pour éviter semblable expérience en Afrique noire. La responsabilité encourue par la France avec une semblable attitude serait d'ailleurs alors celle de la vraie démission, du véritable abandon.

PIERRE-ALBIN MARTEL.

L'électeur français
ou « le citoyen contre les pouvoirs »

L'ÉLECTEUR *n'est pas seulement, comme le croient les esprits superficiels, le Français de l'un et l'autre sexe, majeur, non encore privé de ses droits civiques et qui accomplit rituellement son devoir électoral à des dates fixées par le calendrier politique — bref un homme comme les autres fugitivement revêtu d'une fonction épisodique. En réalité, l'électeur a une réalité propre, il surgit comme un autre homme dans l'homme, il a, abstraite et passionnelle, une personnalité autonome — si bien que de l'homme à l'électeur la conséquence n'est pas bonne; le rapport de l'un à l'autre serait plutôt dialectique que logique, car il arrive à l'électeur de contredire l'homme. L'électeur est donc séparable de l'homme qui lui donne naissance et le naturaliste peut l'étudier comme une variété bien définie d'animal politique aux mœurs et au style parfaitement caractérisés.*

L'électeur se laisse si facilement repérer qu'il a même un physique presque photographiable. Voulant expliquer le bon commencement de popularité que suscitait en 1952, après le maréchal Pétain et le général de Gaulle, le premier de la série mineure de nos hommes providentiels, quelqu'un expliquait que le président Pinay avait une tête d'électeur. Ce qui était certainement

vrai de l'électeur 1951. Or, il y a une évolution de l'électeur et celui-ci en 1956 pourrait bien ressembler davantage à Pierre Poujade, même si dans le secret de l'isoloir il a su résister à la séduction des listes boutiquières et révolutionnaires. L'électeur 1951 ne faisait pas beaucoup de bruit, comme M. Pinay; l'électeur 1956 est allé se faire inscrire en cortèges provocants et il a voté parmi le tumulte des colères prophétiques; il est généralement plus gras et il déplace un peu plus d'air que ses prédécesseurs; bref, comme M. Pierre Poujade, il n'est pas passé inaperçu, sa tête est de celles qui retiennent l'attention universelle, tandis que, quelque effort que l'on fasse, il est bien difficile de se souvenir de la tête de M. Pinay.

Encore qu'on ait constaté une amélioration réconfortante, l'électeur n'est pas toujours prompt et exact à se rendre au rendez-vous des urnes — non pas que le geste de voter soit tout à fait terne, neutre et n'éveille aucun mouvement de sensibilité. Mais il en est du devoir électoral comme du devoir conjugal. Permis et légal, légitime et recommandé, moralement et civiquement exigé, un plaisir est moins vif s'il est en même temps un devoir. Il ne faut pas croire cependant que la satisfaction que l'électeur éprouve à voter — autrefois soigneusement déguisée, maintenant plus aisément avouée — s'explique par quelque grand amour pour le candidat de son cœur. Les sentiments de l'électeur sont ordinairement vigoureux, mais négatifs; il s'estime brimé, dupé ou menacé, et il choisit son homme en fonction de l'adversaire. Alain qui sut si parfaitement décrire la psychologie du « citoyen contre les pouvoirs » avait coutume d'avancer que « penser c'est dire non » : philosophie fort consolante pour l'esprit, car alors l'électeur français pense fortement; il exerce une justice de l'ombre qui est principalement humeur, protestation, défense, irritation, ressentiment, refus.

Voter communiste ne veut pas dire que l'on préfère

*les soviets ni qu'on adhère à la conception marxiste du monde, mais c'est plutôt une manière, maintenant habituelle, de donner un ton absolu et violent à son mécontentement politique et social; inversement et pareillement, lorsqu'il entend dire « non » au communisme l'électeur votera indépendant; ne croyez pas que cet ancien démocrate-chrétien maintenant repentant ait voté pour la vieille S.F.I.O. ou pour le nouveau radicalisme comme semblerait le dire la couleur de son bulletin : il a, stoïquement mais délicieusement, voté contre le M.R.P. Le poujadisme est la forme la plus grossière et la plus manifeste de ce zèle à contredire, de cette passion à exécuter et à condamner que l'électeur vient de temps à autre avouer dans les isoloirs, ces confessionnaux de la République. Mais le poujadisme peut se rencontrer ailleurs que dans la compagnie de Pierre Poujade. Comment désigner les hauts lieux où il prend des formes moins encanaillées, où il s'élève jusqu'à la vraie littérature en dénonçant non des pourris mais des incapables, non des vendus mais des coupables? Ce serait se brouiller définitivement avec les jacobins de l'*Express, *insensibles comme leurs grands ancêtres à toutes les formes de l'humour.*

On comprend alors que l'électeur français entre mal dans ces systèmes de scrutin de liste ou de représentation proportionnelle où il s'est trouvé sans doute prématurément engagé et qui l'invitent malgré sa pente à être pour quelque chose avant d'être pour quelqu'un, et plus encore à être « pour » alors qu'il aime tellement être « contre ». Les apparentements passent pour lui déplaire justement parce qu'ils majorent les votes positifs et lui donneraient occasion de mettre dans l'acte d'élire plus de force et de souplesse. L'électeur préfère le scrutin uninominal, l'arrondissement et les deuxièmes tours justement parce qu'il aurait le spectacle d'un beau combat de gladiateurs et qu'il s'agirait au moment de l'ultime empoignade, non de faire triompher une

idée politique, mais d'écraser quelque monstre dangereux pour les pensées acquises et les intérêts établis et qui se nomme révolution, réaction ou cléricalisme.

L'électeur français est le contraire d'un robot, il a une conscience de la portée et des limites de son geste; il joue, sous le masque de l'ennui et du sérieux, à ce jeu excitant qui le fait un bref instant le maître de ses maîtres; il est très porté à l'ironie à l'égard de lui-même et capable à l'occasion de faire de son personnage de fête républicaine un portrait chargé, mais passablement ressemblant; dans les confessionnaux de la République, il avoue sans fausse honte ses humeurs et ses complexes, et sa sincérité produit sur lui-même un heureux effet de défoulement — plus il a exprimé d'exigence et de véhémence contre le train du monde dans le mystère de l'isoloir et le secret du bulletin, mieux il s'accommodera ensuite des travaux et des jours dans la médiocrité de sa vie quotidienne. L'électeur pourrait être un citoyen actif, juge des pouvoirs, exerçant un pouvoir démocratique. Il reste un citoyen passif que la politique attire et repousse en même temps, défiant des consignes et avide de slogans, supportant mal les notables et cherchant, comme Diogène, des hommes authentiquement grands, prêt à l'admiration comme à l'ingratitude, bref arrivant mal à résoudre ses propres contradictions. Le citoyen est en train de naître dans l'homme, mais l'accouchement ne se fait pas sans douleur ni sans malheur. L'avortement est possible. Comment, en effet, appelé à tenir un rôle trop grand pour lui, l'homme de la foule ne le jouerait-il pas d'abord avec maladresse, dans l'improvisation, la présomption, la naïveté ou l'incrédulité, avec un excès de légèreté ou trop de lourde application?

Tel qu'il est, moqué par les esprits supérieurs, et aussi par lui-même, l'électeur reste pour l'homme une belle chance de promotion civique. Les régimes qui suppriment les libres élections en gardent cependant les

apparences extérieures, comme les faux dévots maintiennent avec zèle les signes extérieurs de la religion, et ils font de l'électeur une machine obéissante, ployable d'avance dans le sens de ses maîtres : hommage que la régression historique rend au progrès politique. Livrer la chose publique au jugement de l'homme seul est une sorte de folie. Croire que cette folie est à la longue génératrice de raison c'est être démocrate. Ce pari sur l'histoire en vaut un autre, d'autant plus qu'il n'exclut pas la lucidité. Il est juste de parler avec légèreté d'un électeur encore léger. Un Français sait bien que la liberté prend d'abord et le plus souvent des figures vaines, contradictoires et instables, mais qu'elle est au total ce qui pèse le plus lourd dans les balances de l'histoire.

ÉTIENNE BORNE.

Apparition de la Droite

Le résultat des dernières élections législatives se résume en pratique en un succès poujadique, le reste ne présentant d'intérêt que sur le plan de l'arithmétique parlementaire : les communistes ayant récupéré le nombre d'élus qui répond au nombre de leurs électeurs, une marge extrêmement étroite entre l'extrême-gauche et l'extrême-droite apparaît au départ de la future Assemblée. Le succès poujadique, élément essentiel du scrutin, méconnu peut-être plus dans les prévisions officiellement exprimées que dans les inquiétudes des officiels, peut passer pour une justification de la dissolution qui a pris l'U.D.C.A.[1] de court et peut-être limité le nombre des élus. Ce succès a immédiatement été ressenti dans un certain nombre de pays étrangers comme une catastrophe alors que les soi-disant grandes formations politiques classiques, enlisées dans leurs polémiques antérieures (qui n'avaient pas plus tenu compte du poujadisme qu'elles ne tenaient compte, à l'Assemblée parlementaire, de l'existence des communistes) ont, pendant les premiers jours qui ont suivi le résultat, pris une conscience insuffisante du phénomène et continué leur petit manège antérieur.

Comme la plupart des commentateurs étrangers et d'ailleurs français, je ne connais ni Poujade ni ses élus, et bien entendu on ne peut rien dire d'un programme

1. Union de Défense des Commerçants et des Artisans.

singulièrement évanescent. Nous ne pouvons juger le phénomène que sur ses méthodes, sa clientèle et son succès. Or, cette clientèle et ces méthodes sont indiscutablement celles qui firent avant la guerre le succès transitoire des ligues, dont bénéficièrent après la guerre les mouvements du type R.P.F., ainsi d'ailleurs que les petites et moyennes entreprises. C'est cette clientèle dont, sur les écrans des actualités cinématographiques, M. Pinay au début de son règne recherchait l'accord. En rappelant cela nous ne voulons critiquer ni M. Pinay ni M. Gingembre et encore moins le général de Gaulle : ce ne fut pas de leur faute si vinrent à eux ceux qui devaient être plus tard les poujadistes. On peut même dire des trois qu'ils surent se distancer de leur clientèle, ce qui explique d'ailleurs leur peu d'influence sur la suite des événements... A dire vrai, on peut regretter que cette clientèle qui, pour nous, représente non seulement la droite enragée comme on l'a dit, mais la vraie droite, n'ait pas été utilisée, n'ait pas été encadrée, n'ait pas été dirigée par des chefs plus valables et moins représentatifs de ce qu'elle est réellement que ceux qu'elle vient de se trouver.

Mais deux millions et demi d'électeurs, des élus non seulement dans le Sud-Ouest et le Centre-Ouest sous-développés, mais dans le Nord, les Alpes, la région parisienne, ce succès doit nous faire rechercher des racines profondes et des responsabilités réelles.

Il est hors de doute que M. Poujade et ses élus, peut-être quelque peu surpris par leur triomphe, et qui pour le moment ne semblent pas savoir qu'en faire (ils trouveront vite des gens pour leur expliquer à quoi on peut l'utiliser), ne sont qu'un symptôme. La véritable explication est dans les causes profondes qui ont permis à ce symptôme de jaillir et de s'exprimer. Jung a écrit quelque part que lorsque dans une société existait un certain pourcentage de criminalité, cela signifiait qu'il y avait dans chacun des individus qui composent cette

société à peu près selon un même pourcentage, un « criminel » statistique. Qu'on pense ce qu'on veut de cette théorie, sur le plan de la criminalité, il me semble que la responsabilité du poujadisme doit être recherchée en chacun de nous, celui qui écrit ces lignes compris, et que ce qui est intéressant à retrouver c'est, en chacun des Français, quel que soit le parti politique auquel il appartient ou son apolitisme plus ou moins prétendu, le poujadisme statistique qui gît en lui. C'est ce que nous essaierons de faire en allant de la gauche vers la droite.

Les responsabilités communistes nous paraissent indiscutables. Nous disons cela, non seulement à cause de la magnifique gaffe de cet excellent octogénaire qu'est M. Marcel Cachin qui, parlant à Berlin, a peut-être plus dit qu'il n'a été mal traduit. Reconnaissons la parenté qu'il y a dans le ton de la revendication entre le communisme et le poujadisme, l'espèce de sympathie avec laquelle les militants de base et surtout beaucoup d'électeurs communistes suivent *tout mouvement de revendication violente,* distinguant mal ce qui est revendication allant dans le sens du progrès économique et que permet le marxisme et ce qui est revendication pour la revendication qui, par le fait qu'elle concurrence les revendications légitimes, devrait être d'abord et avant tout rejetée par des marxistes conséquents. Mais nos communistes ne sont pas des marxistes conséquents, si même ils sont marxistes le moins du monde, et le gauchisme français a toujours aimé la revendication pour la revendication. C'est avec une certaine sympathie et sans savoir se défendre qu'il a vu monter le poujadisme. En tout cas, et pour le moins, il a été désarmé devant le poujadisme, il ne savait pas le combattre, ils parlaient, eux et lui, le même langage.

De plus, une insuffisance de réflexion sociologique est à noter chez les communistes, même les meilleurs. Ils n'ont pas voulu comprendre l'importance du phé-

nomène du « prolétariat au col blanc », c'est-à-dire de cette masse de petits *qui ne veut pas être* confondue avec l'ouvrier. Certes, les communistes ont probablement raison de penser que le sort de ces classes infra-moyennes, de ces classes qui se voudraient moyennes et qui en réalité ne le sont plus, dans une large mesure ne pourrait être amélioré que si elles faisaient front commun en tant que classe, en tant que catégorie, avec la classe ouvrière. Pour le moins, et cela même les non-marxistes le savent bien, le sort de ces classes qui forment le fondement sociologique du poujadisme, ne sera amélioré que par une expansion économique vis-à-vis de laquelle elles sont, le plus souvent, un obstacle. Mais croire — parce que c'est leur intérêt — qu'elles vont le comprendre, c'est confondre l'animal appelé *homo sapiens* avec l'animal appelé *homo œconomicus,* c'est même pis que ça, c'est croire que l'homme, sur le plan politique, est dirigé par ses intérêts et non par certains impératifs psychologiques irrationnels.

Or, il y a une donnée psychologique dont les communistes n'ont jamais voulu voir l'importance : cette catégorie de population méprise l'ouvrier qui se salit les mains dans un travail matériel, qui dépend d'un patron ou d'un contremaître. Elle croit en la valeur particulièrement éminente du système économique qui lui permet de travailler le moins possible de ses mains, ou, en tout cas, sans obéir. Il y a même souvent une raison privée dans chacun de ces petits commerçants et petits artisans qui ont été au départ du mouvement. Ou bien ils sont des « bourgeois » d'origine qui ont rétrogradé, mais ne veulent pas « s'abaisser » jusqu'à la classe ouvrière, ou bien ils sont d'anciens ouvriers qui ont voulu sortir à titre individuel de la condition ouvrière et qui ne veulent plus y retomber. Nous ne disons pas qu'ils ont raison, nous cherchons à les expliquer psychologiquement, et nous reconnaissons qu'ils ne se sentent pas solidaires de la classe ouvrière, qu'ils ne veulent

pas *leur progrès en tant que classe, mais des sauvegardes individuelles ajoutées les unes aux autres.* Dans tous les pays du monde où existait une pareille classe de la société, le communisme n'a pu triompher et la révolution communiste n'a pu se faire que sous le couvert, premièrement de l'armée Rouge, deuxièmement de la constitution d'un parti de transition (tel le parti des petits propriétaires hongrois qui était une espèce de parti poujadiste) dont ensuite on a pu liquider tous les chefs qui ne voulaient pas se soumettre. En d'autres termes, la révolution communiste n'a été possible que là où n'existait pas cette classe ou dans les pays où cette classe a été (par la dictature étrangère) détruite. En ce sens, M. Poujade a raison de dire (un certain nombre de gens risquent de le comprendre) qu'il est le « rempart suprême » contre le communisme (sinon lui, du moins ceux qu'il représente).

Cette erreur considérable des communistes sur le plan théorique nous a longtemps retenus parce que l'erreur du seul parti réellement organisé et digne de ce nom n'a eu que plus de conséquences. Nous pourrons être plus bref sur les autres formations politiques qui n'ont de parti que la prétention à l'être.

Les socialistes ont été la grande déception depuis 1945, depuis la Libération. Ils ont déçu de s'être fixés sur une certaine continuité historique avec le parti d'avant 1940 au lieu de concevoir l'élargissement de leur clientèle et de leurs idées dans l'avenir. Le parti socialiste, fixé sur le militant, l'instituteur laïc de province, ne s'intéressant qu'à ce qui intéressait le militant, n'a pas su retrouver le contact de la masse électorale qui, en 1945, avait voté pour lui et qui, peut-être, revoterait pour lui encore aujourd'hui. Perdu dans de fausses querelles telle que celle de la laïcité, il n'a pas su voir monter auprès de lui une agitation qui aurait dû être d'autant plus frappante pour lui qu'elle était le fait de sujets qui sont psychologiquement très proches de certains

militants S.F.I.O.[2] et vivent côte à côte avec lui. D'ailleurs, manquant de chefs d'une certaine valeur sur le plan intellectuel, sans aucun mouvement idéologique interne, il est excusable de n'avoir pas compris la naissance de ce mouvement. Il n'avait plus les yeux — j'entends par là, les hommes — capables d'une certaine réflexion politique pour voir monter Poujade.

Le parti radical avait gardé des hommes, mais ces hommes n'ont jamais distingué ce qui, dans la politique, était ensemble de techniques pour obtenir le pouvoir et ce qui était science proprement de gouvernement. Vaguement fixés à la position (qu'ils ont en commun avec la droite classique, et qui se pare du nom d'Alain) de la lutte du citoyen contre les pouvoirs, et qui leur tient lieu d'alibi pour ne pas avoir une idéologie, cherchant parfois dans un flirt avec le socialisme malheureusement incapable de les féconder d'une idéologie valable, des idées qu'ils ne trouvent pas dans leur propre fond, les radicaux ont d'autant moins vu le phénomène que, la position d'Alain du citoyen en lutte contre les pouvoirs, leur réflexe de base, lorsqu'elle devient folle, qu'elle tombe entre des mains sans nuance, devient précisément le poujadisme. Ils étaient donc extrêmement mal défendus contre des gens qui ont simplement pris au sérieux ce qui, dans l'esprit du radical moyen, est un thème de discours dominical après un banquet devant quelques notables qui écoutent en somnolant et auprès desquels cet appel pseudo-révolutionnaire ne peut avoir de conséquence grave sur le plan pratique.

Rien ne distingue la droite classique, celle de Duchet et de Pinay, des radicaux, si ce n'est ce en quoi elle se rapproche du M.R.P., c'est-à-dire son appartenance sociologique au milieu catholique. Pour la même raison que les radicaux, indépendants, paysans et A.R.S.[3]

2. Section Française de l'Internationale Ouvrière.
3. Action Républicaine et Sociale.

étaient sans défense contre le poujadisme. Ils l'ont très lourdement payé, car radicaux-mendésistes et droite classique pouvaient espérer bénéficier de l'héritage et prendre des millions de voix R.P.F. dont a cette fois profité M. Poujade. Il est à craindre que ceci ne leur dessille pas les yeux.

Reste le M.R.P. Le M.R.P. avait des raisons propres de ne pas comprendre le problème. Une certaine atmosphère de « personnalisme chrétien » a relayé chez lui la doctrine radicale d'Alain, de l'homme en lutte contre les pouvoirs. Le thème de l'étatisme envahissant, de la défense de la personne humaine, est un thème qui n'est pas très loin du poujadisme, il n'est pas très loin de cette revendication anti-étatique permanente, ce goût de s'appuyer sur des individus contre des structures, ce goût du pluralisme, des petites organisations et il n'est pas jusqu'à une méchanceté que lui ait faite le poujadisme, celle de lui prendre le terme *familial,* qui ne soit à noter sur ce plan. Ajoutons d'ailleurs que ces raisons, en réalité particulières au milieu sociologique catholique dans lequel se recrute le M.R.P., expliquent aussi la position des indépendants et de la droite classique qui se recrutent dans le même milieu.

Bien entendu, notre analyse n'est pas exhaustive, il faudrait ajouter bien des éléments ; notamment le fait que M.R.P. et indépendants d'une part, radicaux et socialistes d'autre part, se sont solidement battus, entre eux, au cours de cette campagne électorale, sans regarder ni à droit ni à gauche et sans se douter qu'à leur droite et à leur gauche, et non entre eux, allaient se produire les phénomènes dont dépendrait leur destin. Il faudrait reconnaître aussi que les simplifications abusives de toutes les polémiques politiques sur lesquelles nous vivons ont préparé et ont fait le lit du poujadisme. Les grandes invectives contre la légitimité du régime que s'est permises le général de Gaulle, le ton depuis dix ans d'un journal comme *L'Aurore,* la qualité

de récentes polémiques de *L'Express,* tout cela ne relève-t-il pas déjà des procédés poujadistes ?

Quoi qu'il en soit, nous voici devant un phénomène proprement fasciste, par sa technique, par cette absence cynique de tout programme, cet appel à la démagogie la plus simpliste pour encadrer des électeurs, des élus et probablement, demain, des organisations dont certains commandos de choc électoraux nous ont donné une première idée.

C'est un fascisme particulièrement dangereux parce que l'opinion française a laissé s'émousser en elle la crainte du danger fasciste et cela pour deux raisons : la première c'est qu'on a abusé du terme de *fascisme,* on a accusé de fascisme des hommes comme le général de Gaulle ou M. Pinay qui, ils l'ont bien montré et démontré, ne l'étaient pas, on a même accusé de fascisme le M.R.P. et Edgar Faure. Mais à tant crier « au loup », le jour où il vient plus personne ne s'enfuit. De plus, les fascismes que nous avons connus en France — car nous en avons quand même connus, notamment à la période des *ligues* — étaient des fascismes sans gravité et sans importance. Les pires d'entre eux étaient des transpositions vraiment trop peu adaptées d'exemples étrangers. Les meilleurs étaient dirigés par des gens encore trop intellectuels, des mouvements de petits bourgeois bacheliers, alors que pour le coup nous sommes à peine au niveau du certificat d'études primaires. Nous avons un mouvement du terroir, un mouvement qui est bien de chez nous, qui n'est vraiment la transposition de rien d'étranger, qui est fondé sur de vieilles traditions françaises, d'alcoolisme, d'anarchisme, de hurlements, de simplifications, de goût du *petit* (ce *petit* bouilleur de cru, ce *petit* commerçant, ce *petit* artisan, ce *petit* patron, ce *petit* agriculteur qui obtient dans toute assemblée en France, l'unanimité).

Ce fascisme est pour la première fois dangereux

parce que la base sociologique sur laquelle il se fonde est réelle et non pas le mécontentement épidermique de gens par ailleurs effrayés par le communisme. Il est dangereux surtout parce qu'en face d'un régime dit républicain, que personne ne défend, qui ne se défend pas de l'intérieur, il vient révéler une double carence intellectuelle, celle de droite, celle de gauche.

La carence intellectuelle de droite est dans le cynisme des cadres de la nation qui ont abdiqué leur mission de direction sans vouloir abdiquer leurs privilèges, qui ne croient plus à rien ni à personne et surtout pas à eux-mêmes, mais veulent prolonger leur règne de quelque temps encore et pensent qu'après eux ce sera seulement leurs successeurs que noiera le déluge. Ne croyant plus à rien ni à personne, ils se sont laissés complètement couper même de ceux des électeurs qu'ils auraient pu encadrer et qu'ils auraient pu diriger ; de même qu'ils s'étaient laissés complètement couper de toute cette immense catégorie de la nation, la classe ouvrière qui s'est donnée au parti communiste et qui n'a pu trouver que dans une idéologie qui reste étrangère, la possibilité de vivre d'un certain espoir.

A ce cynisme des intellectuels de droite et des classes dirigeantes de droite s'oppose l'immense bêtise des intellectuels de gauche. Cette immense bêtise s'accompagne d'une suffisance extraordinaire chez les communistes — qui se promènent la vérité en main pour éclairer le monde — et d'une extraordinaire candeur chez les intellectuels de gauche non communistes — qui se sentent tellement infatués d'être intellectuels, d'appartenir aux classes dirigeantes et de ne pas être comme ces abominables pharisiens de droite, des gens corrompus — qu'ils considèrent que ce haut mérite moral les dispense de faire l'effort d'être intelligents. Or, ces intellectuels de gauche n'ont jamais su gagner le contact de la masse populaire (ils n'ont jamais compris qu'un phénomène comme le mendésisme, par exemple,

n'avait pas été capable d'atteindre les masses d'électeurs communistes). Une œillère les empêchant de « voir » ce peuple français d'extrême-gauche, ils l'ont compensé par une œillère très exactement symétrique qui leur permet de ne pas admettre l'existence d'une droite. Cette vraie droite, toujours la même depuis un siècle, ils se sont toujours obstinés à la confondre avec le centre droit de manière à pousser ce centre droit entre les mains de cette droite et à perdre « non seulement le pouvoir, mais même l'espérance du pouvoir ».

L'histoire qui s'est répétée un certain nombre de fois au cours du XIXe siècle risque fort de se répéter, en effet, si l'on n'y prend garde bientôt. Tout le monde, du moins à droite, a vu le danger de pousser les éléments de gauche des partis de gouvernement, le « Front républicain », entre les bras des communistes pour en faire un Front populaire, malgré lui, plus que malgré eux, mais personne parmi les intellectuels de gauche (ou d'ailleurs de droite) ne semble se douter qu'à courte échéance il y a un danger pire : pousser le centre droit français *une fois de plus* vers l'extrême-droite, vers le poujadisme, comme au 2 décembre 1851, comme au moment de la Commune, car le centre droit capote plus vite sur la droite que le centre gauche sur l'extrême-gauche.

Cette analyse peut paraître pessimiste. En fait, elle n'est pessimiste que si on la considère comme une prophétie, mais nous nous gardons d'avoir voulu faire une prophétie, mais une analyse. Nous ne savons pas ce que va donner le poujadisme. Il n'est pas impossible du tout que le poujadisme ne se dissipe comme le « *qualunquisme* » en Italie, au fond comme s'est dissipé le R.P.F. Et on peut même d'avance décrire les deux modes de dispersion possible du poujadisme dans la future Assemblée : le type A.R.S., où l'on se laisse « gagner » par une majorité gouvernementale un à un,

et le type U.R.A.S.[4], où l'on essaie de se donner en bloc à un mouvement politique nouveau ; en reconnaissant tristement pour les principes, que le type A.R.S., qui paraît infiniment moins valable sur le plan moral, a sauvé plus d'élus que le type U.R.A.S. devant le suffrage universel. Dans quelques mois, dans quelques semaines, le poujadisme ne sera peut-être plus qu'un souvenir et ses cinquante-deux députés se seront dispersés à travers l'ensemble des formations existantes. C'est possible. Ajoutons même que, bien entendu, c'est ce que nous souhaitons. Et pourtant le poujadisme mériterait encore une analyse et il mériterait de faire peur même si l'on était sûr qu'il n'est pas dangereux. Même si sous sa forme actuelle, à cause du manque de caractère ou d'intelligence de ses chefs, il est destiné à se disperser, il n'en reste pas moins un symptôme, le symptôme d'une crise extrêmement grave, non pas du civisme, mais de la pensée politique des Français au niveau « électeurs » et au niveau « élus ».

HENRI MULLER.

4. Union des Républicains d'Action Sociale.

RÉACTION DE REFUS

L'importance, inattendue pour beaucoup, et à tout le moins pour les prévisions officielles, du succès obtenu le 2 janvier par les listes du Mouvement Poujade, a appelé après coup, de tous côtés, des tentatives d'explication et de diagnostic.

Encore faut-il ajouter que l'on devrait sans doute accorder foi aux déclarations de tel ou tel des fidèles du Mouvement assurant que beaucoup d'électeurs, dans l'ignorance de l'étendue du succès à attendre, ne lui avaient point apporté leur voix, de crainte de la perdre. Aussi ne paraît-il pas douteux, dans de telles perspectives, et le succès appelant le succès, qu'une dissolution nouvelle et des élections renouvelées, si on devait à court terme les envisager, pourraient bien accroître encore de manière importante le nombre des élus.

Le diagnostic généralement apporté jusqu'ici sur ce succès par des commentateurs étrangers ou français a été d'ordre politique. Le Mouvement Poujade, dans cette optique, serait le retour, après bien des dégradations préalables, vers des mouvements autrefois qualifiés de factieux, il se rattacherait même, de manière plus proche à certaines des tendances, d'un autoritarisme à la fois rigoureux et étroit, du gouvernement de Vichy. Renforcé au surplus par le spectacle des luttes assez médiocres que se livraient les partis dans l'Assemblée précédente, il serait la manifestation d'un antiparlementarisme foncier, parfois endormi durant de longues périodes, mais toujours vivace dans le pays et aisément réveillé.

Une telle analyse contient certes des éléments valables. Il suffirait pour s'en convaincre d'observer que l'emblème du Mouvement comporte un coq posant orgueilleusement sa patte sur une carte de France, pour retrouver dans les origines et les raisons d'être du Mouvement Poujade quelques traits empruntés à l'évolution historique, ancienne ou récente, de notre pays.

Mais il nous paraît que ces aspects ou ces apparences forment seulement une mince façade et qu'il faut tout de suite

aller au delà d'une analyse qui serait fondée sur des motifs d'ordre purement politique.

Le Mouvement Poujade nous paraît traduire avant tout, et c'est en quoi il est particulièrement préoccupant, une réaction de refus. Non point seulement de refus dans le domaine des impôts où il s'est initialement révélé, mais de refus dans tous les domaines où il est demandé à chacun de participer aux lourdes charges de la maison France.

A cet égard, il faut veiller à donner leur véritable sens aux déclarations faites par le fondateur lui-même du Mouvement, dans tout ce qui touche en particulier au maintien de la souveraineté française sur les territoires d'outre-mer. Déclarations qui relèvent, soyons sûrs, uniquement de cette grandiloquence verbale, au surplus assez médiocre, qui est si aisée et si coutumière dans les manifestes ou les réunions publiques. Car le refus, dans ce domaine aussi, serait assuré dès lors que chacun des électeurs du Mouvement serait appelé à voir ses fils engager leur vie pour sauvegarder les territoires menacés, ou dès lors même que devrait être instaurée une politique intérieure d'austérité comportant pour chacun des efforts financiers et dont l'objectif serait de lutter en Afrique contre le dénuement de beaucoup.

Réaction de refus, réaction de défense personnelle. Refus de porter ses regards au delà de la boutique ou de l'emploi quotidien. Refus de participer à la grande course où la France doit tenir son rôle si elle veut rester un pays à la mesure de son Histoire. Telle a toujours été la France, pays des grandes causes, certes, et des croisades de tous ordres, pays aussi des pantoufles au coin du feu, des foyers refermés.

Réaction en même temps de défense personnelle. Chacun des soutiens du Mouvement sait bien que le monde d'aujourd'hui est appelé à changer. Mais il serait si tentant de rester là sur la berge, pêcheur à la ligne placide, en marge du courant. Il serait si tentant de laisser les choses aller et de refuser le combat.

Et certes, à d'autres époques aussi, en des temps d'invasion et de guerre, boutiquiers et bourgeois, à l'appel d'Étienne Marcel, ont refusé aux États Généraux de 1355 les impôts et les charges de la nation, portant même leur refus jusqu'à la trahison et ouvrant aux Anglais les portes de Paris.

Telle a donc été pour une part la France dans son histoire, telle elle est sans doute encore, toute mesure gardée, en chacun des fidèles du nouveau Mouvement, telle elle est parfois même en chacun de nous.

Pays où se maintiennent des injustices et des privilèges qui pourraient être redressés si les vrais problèmes étaient posés loyalement, pays, dit volontiers Gabriel Dessus, de l'égalité pour tous et de la faveur pour chacun.

Soyons assurés qu'il n'est pas d'autre défense contre le Mouvement Poujade que le mouvement même de la vie du pays dans les prochaines années. Soyons assurés qu'une cohésion suffisante peut toujours être réalisée si des objectifs précis, même difficilement accessibles, sont fixés dans les domaines essentiels : construction de logements, Afrique du Nord, politique d'investissements.

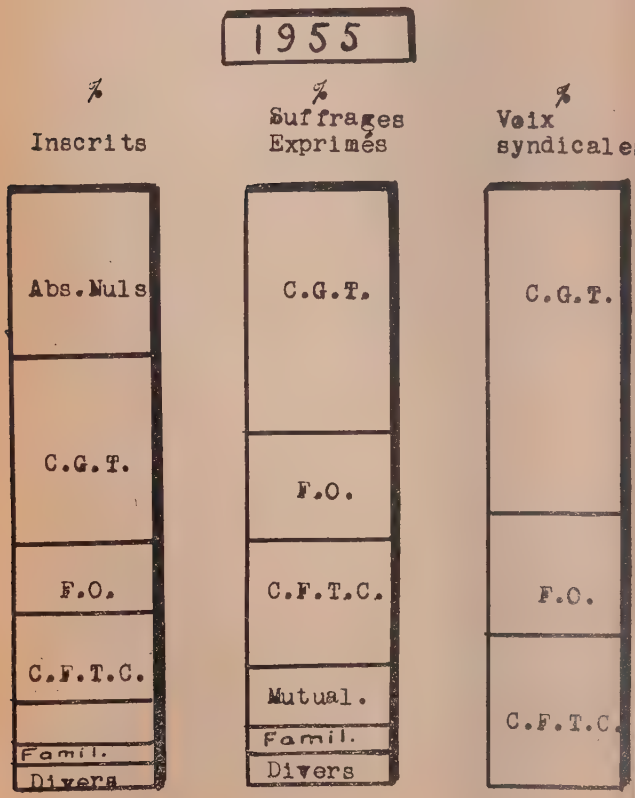
Peut-être pourrait-on encore proposer à l'enthousiasme des Français un texte analogue à celui que chacun pouvait lire voici trois années, après les inondations désastreuses qui avaient si profondément dévasté le pays, dans tous les bâtiments publics, toutes les écoles de Hollande, et autour duquel se rassemblaient les volontés : « Pour le difficile, faites-nous confiance; pour l'impossible, donnez-nous un peu de temps. »

FRANÇOIS LAURENT.

Les élections sociales

LES élections du 17 novembre avaient pour but de désigner les administrateurs des caisses de Sécurité sociale. Ce but essentiel est resté assez flou dans l'esprit de l'électeur moyen ; celui-ci a quelques excuses, car la propagande électorale a plus insisté sur les problèmes généraux de la Sécurité sociale que sur ceux que posent les tâches concrètes assumées par les administrateurs. Qu'importe, l'électeur, plus ou moins au courant de l'objet précis de l'élection et ne connaissant

généralement pas les candidats a fait confiance aux organisations présentant ces candidats. Ces élections constituent donc en fait un vaste sondage d'opinion auprès des salariés qui permet de connaître la valeur représentative des organisations en présence, en tenant compte



non seulement de leurs adhérents, mais aussi de la masse des sympathisants non organisés. Précisons que ce sondage ne concerne qu'un « échantillon » incomplet puisqu'il exclut les catégories échappant au régime général : milieu agricole, cheminots, mineurs, inscrits maritimes, etc.

Les tableaux suivants fournissent, en valeurs absolues, puis en valeurs relatives, les résultats de la dernière consultation et ceux des consultations antérieures.

RÉSULTATS EN VALEUR ABSOLUE

	1947	1950	1955
Inscrits	7.749.858	7.930.527	9.476.000
Abstentions et nuls	2.215.628	2.415.696	2.287.900
C.G.T.	3.280.183	2.399.393	2.873.800
F.O.		833.328	1.081.400
C.F.T.C.	1.458.475	1.173.019	1.396.400
Mutualité	507.599	612.403	695.600
Familiaux		289.962	190.200
Divers	287.973	206.726	451.500

ÉVOLUTION DES POURCENTAGES

a) Pour 100 inscrits. *b*) Pour 100 exprimés. *c*) pour 100 voix syndicales.

	a			b			c		
	1947	1950	1955	1947	1950	1955	1947	1950	1955
	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Abstentions	28,3	30,4	29,4						
C.G.T.	42,4	30,1	30,3	59,3	43,6	43,0	69,2	54,4	53,6
F.O.		10,5	11,4		15,1	16,2		18,9	20,3
C.F.T.C.	18,8	14,8	14,7	26,4	21,3	20,9	30,8	26,7	26,1
Mutualité	6,5	7,7	7,3	9,1	11,1	10,4			
Familiaux		3,6	2,0		5,2	2,8			
Divers	3,7	2,6	4,7	5,2	3,7	6,7			

L'examen des tableaux précédents permet de

faire quelques observations que, pour être brefs, nous schématiserons ainsi :

1. Le *nombre des inscrits* s'est accru du fait de l'extension de la Sécurité sociale, de l'augmentation de l'emploi, mais aussi grâce à une meilleure préparation des listes électorales.

2. Le *nombre des abstentions* et des bulletins nuls a, au contraire, diminué et son pourcentage quoique important (29,4 %) n'est pas exceptionnel et ne marque pas une désaffection des masses salariées vis-à-vis de la Sécurité sociale.

3. Toutes les organisations ont bénéficié de l'afflux des nouveaux suffrages, à l'exception des *mouvements familiaux* qui ne présentaient pas de listes dans tous les départements, mais dont certains militants ont été élus sur des listes syndicales. Leur recul de 5,2 % à 2,8 % ne doit pas nécessairement être interprété comme l'expression d'un mouvement d'opinion antifamilial.

4. Les *listes groupées sous le titre « Divers »* ne sont pas coordonnées au plan national et ne représentent pas une opinion cohérente. Plusieurs de ces listes semblaient vouloir représenter les mécontents, impatients de se débarrasser des charges de la Sécurité sociale tout en améliorant les avantages...

5. Le *phénomène majeur* est *l'importance et la stabilité* des suffrages recueillis par les trois grandes centrales syndicales :

80 % des suffrages exprimés en 1950, 80,1 % en 1955. Le syndicalisme français a peut-être perdu un certain nombre d'adhérents et une partie de sa puissance, il n'en reste pas moins qu'il conserve la sympathie de la majorité des salariés.

6. La *répartition des voix syndicales* entre les trois centrales a subi quelques variations de faible ampleur.

Comme le montre le tableau C, la C.G.T. a perdu 0,8 % et la C.F.T.C. 0,6 % tandis que la C.G.T.-F.O. a gagné 1,4 % par rapport à 1950. Il ne faut pas accorder trop de signification à des oscillations aussi faibles. On peut cependant les expliquer par l'histoire syndicale des dernières années. En 1950, la « scission F.O. » était encore récente et le mouvement, moins bien organisé qu'en 1955 ; à l'époque, certains de ses actuels sympathisants avaient dû voter pour la C.F.T.C. Retenons que la C.G.T. continue à être de loin *l'organisa-*

tion la plus représentative, malgré les discriminations de toutes sortes dont elle a été l'objet de la part des milieux patronaux ou gouvernementaux.

L'étude géographique des résultats de cette consultation présente beaucoup d'intérêt, mais elle est trop complexe pour que nous l'entreprenions dans le cadre de la présente note[1]. On trouvera dans *Le Monde* du

1. Une étude plus complète paraîtra dans le *Bulletin des Groupes Reconstruction.*

25 novembre 1955 les cartes des pourcentages des suffrages obtenus par chacune des centrales syndicales, cartes qui permettent d'apprécier leur influence dans chaque département. Les trois cartes que nous publions ici ont un objet différent. Elles font apparaître les zones géographiques où chaque Confédération obtient un pourcentage de voix supérieur à sa moyenne nationale. Ainsi ressortent les principales « zones d'influence » de chaque Centrale. On prendra donc garde

de lire chaque carte séparément. Pour éviter toute méprise, prenons un cas précis :

Département du Finistère.

C.G.T. : *blanc;* signification : dans ce département la C.G.T. a obtenu un pourcentage (44 %) inférieur à sa moyenne nationale 53,6 %.

C.F.T.C. : *noir;* signification : la C.F.T.C. a obtenu un pourcentage (37 %) supérieur à sa moyenne nationale 26,1 %.

Conclusion : la C.G.T. exerce dans ce département une attraction moins forte que dans l'ensemble du pays, ce qui ne l'empêche cependant pas d'être plus importante que la C.F.T.C.

Quelques conclusions générales peuvent être tirées : elles confirment les études faites à la suite des précédents scrutins [2].

La C.G.T. exerce principalement son attraction dans la France du Nord, la région parisienne, le nord et l'ouest du Massif Central, le Midi méditerranéen. Si l'on tenait compte des mineurs, les départements du Nord et du Pas-de-Calais figureraient aussi en noir sur la carte.

La C.F.T.C. réussit dans le Nord et le Pas-de-Calais, l'Est, le Massif armoricain et la bordure orientale du Massif Central.

F.O. présente une image plus diffuse, avec cependant une préférence pour les départements du Sud-Ouest (ses plus forts pourcentages ont été obtenus dans ces départements).

Il est tentant de confronter ces cartes syndicales avec celles qui concernent le *comportement politique* ou la *pratique religieuse*. Une telle confrontation doit être menée avec une certaine prudence et quelque scepticisme... D'une part les groupes comparés sont dissemblables : tous les électeurs à la Sécurité sociale ne sont

2. François Goguel, « Géographie des élections sociales de 1950-1951 », *Revue française de Science politique*, avril-juin 1953.

pas électeurs aux élections politiques (étrangers, salariés de moins de vingt et un ans) et ceux-ci comprennent davantage de femmes, de vieillards et surtout de paysans. D'autre part, la découverte d'une corrélation sur le plan départemental, entre une option politique et une tendance syndicale, ne prouve pas nécessairement une relation de cause à effet, ni même une corrélation identique au plan local ou au plan de l'entreprise. On peut faire confiance à la C.G.T. et ne pas voter communiste ; on peut aussi être incroyant et accorder sa voix aux syndicats chrétiens... La « microsociologie » n'a pas fini de nous dévoiler de telles discordances.

Ces réserves importantes étant faites, certaines constatations peuvent être enregistrées. La carte de la C.F.T.C. correspond assez bien dans ses grandes lignes avec celle de la pratique religieuse telle qu'elle a été dressée par le chanoine Boulard et le professeur Le Bras[3]. Les pays pratiquants sont aussi ceux où la propagande de la C.F.T.C. rencontre le plus de succès. Par contre ces mêmes régions sont défavorables à la C.G.T. dont l'action est liée à des principes marxistes. Le phénomène est très net, mais n'implique nullement qu'il existe partout un lien de dépendance entre le catholicisme et le marxisme d'une part et la politique syndicale des Unions départementales C.F.T.C. et C.G.T. d'autre part. Il exprime simplement *une perméabilité ou une résistance* plus ou moins grande du milieu sociologique considéré.

Une autre corrélation très nette est celle qui apparaît entre la carte de la C.G.T. et celle du Parti communiste aux élections du 2 janvier ou celle que François Goguel a consacrée à « l'ancienneté de l'orientation à gauche »[4].

3. Fernand Boulard, *Premiers itinéraires en sociologie religieuse*, Paris, 1954.

4. François Goguel, *Géographie des élections françaises de 1870 à 1951*, Paris, 1951, carte n° 47.

Certains des départements où l'on vient de voter pour les listes de la C.G.T. votent à gauche depuis la première décade de la IIIe République (majorités radicales-socialistes ou républicaines, puis majorités marxistes). Ces mêmes départements appartiennent aux pays de faible pratique religieuse, voire aux pays de mission. Ce sont eux encore que l'on retrouve sur la carte des ordinations sacerdotales de 1849 à 1870 : ils appartiennent à la zone dans laquelle les vocations sacerdotales devenaient rares [5]...

De telles correspondances ne suffisent pas, répétons-le, à expliquer toutes les situations concrètes. Il faut aussi tenir compte des événements locaux et des personnalités qui animent les syndicats dans les entreprises.

Les constantes historiques pèsent sans doute lourdement sur la formation et la géographie des opinions, mais divers signes prouvent que les hommes sont capables, dans telle ou telle région, de renverser le cours du destin. Le nier serait implicitement renoncer à toute action syndicale ou politique.

PIERRE CHÉRON.

Pot-pourri mondial

C'EST aujourd'hui un usage courant de parler de la France avec tristesse ou mépris, comme l'homme malade de l'Europe et même du monde, tandis que le Français trouve de plus en plus normal d'accepter cette pénible qualification. Pourtant, ailleurs, la situation n'est pas toujours particulièrement rose, ailleurs, tout ne marche pas particulièrement bien. On peut se deman-

5. Boulard, *op. cit.*, carte, p. 38.

der si les échecs et les difficultés politiques inextricables, la confusion et ce qu'on désigne volontiers comme la « décadence politique » sont réellement une particularité française et non pas tout simplement la conséquence d'un déséquilibre fondamental à travers le monde, avec cette seule restriction que, dans quelques pays à tendance plus ou moins anarchiste, ce déséquilibre prend des formes plus prononcées, pour ne pas dire plus provocantes ou affligeantes.

Étudions comme premier exemple hors de France le cas de la vaillante Angleterre, qui réussit si bien à mettre internationalement en évidence son courageux redressement et sa suprême sagesse politique. On considère comme le destin tragique de la France d'assister sans grande défense à la liquidation presque totale de son ancien Empire colonial et de signer ainsi son acte d'abdication comme puissance mondiale. Or, le même procédé de liquidation est subi depuis la fin de la guerre dans des proportions beaucoup plus impressionnantes par la Grande-Bretagne, qui s'y prête sans doute avec plus d'élégance et d'habileté diplomatiques que la France, mais dont la diminution de puissance réelle n'est pas moins considérable. La transformation des colonies anglaises en membres du Commonwealth n'est qu'une agréable fiction pour cacher une tendance très nette et irréversible vers l'indépendance nationale complète. Les signes les plus symboliques de l'évolution déjà acquise sont les manifestations antibritanniques que les maîtres soviétiques ont récemment pu se permettre dans l'Inde, autrefois le plus grand joyau de la couronne britannique et aujourd'hui encore officiellement membre d'un Commonwealth groupant en même temps deux de ses principaux adversaires sur l'échiquier international, le Pakistan et l'Afrique du Sud. La solidarité politique qui unit à présent la communauté atlantique et surtout les six pays du plan Schuman est sans doute plus grande que celle qui subsiste à l'intérieur du Commonwealth bri-

tannique. Le système douanier préférentiel est sérieusement menacé et appelé à disparaître dans un proche avenir, ainsi que fort probablement l'unité monétaire de la zone Sterling, dont le Canada s'est déjà définitivement séparé. Actuellement, le procès de liquidation se poursuit à Chypre, en Malaisie, en Côte-d'Or et au Nigéria. Les trois derniers pays se transformeront rapidement en pays du Commonwealth, c'est-à-dire qu'ils prendront le chemin d'une indépendance plus ou moins complète. La sécession de l'Afrique du Sud n'est plus qu'une question de temps, au Kénya, enfin, des luttes sanglantes et coûteuses se déroulent depuis de longs mois. Ce tableau est-il réellement plus brillant que celui de l'Union Française qui garde, malgré tout, encore de beaux espoirs pour la réalisation d'une viable fédération franco-africaine ?

Au Moyen-Orient, la Grande-Bretagne vient de subir un autre échec cruel : le refus de son ancien semi-protectorat, la Jordanie, d'adhérer au pacte de Bagdad, dont la conception ne pèche d'ailleurs guère par un excès d'intelligence politique, refus qui équivaut à l'effondrement de la plus importante tentative d'après-guerre d'une consolidation de la position de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient en face des États-Unis et de l'Union Soviétique. Autrefois, un tel échec eût immédiatement provoqué une crise gouvernementale, aujourd'hui, le ministre responsable obtient presque un avancement au sein du gouvernement, tandis que les discussions publiques se concentrent, outre-Manche, sur un lamentable trafic d'armes en faveur de l'Égypte, le problème essentiel de la faillite diplomatique britannique au Moyen-Orient n'étant traité qu'en marge.

La situation économique de l'Angleterre n'est pas non plus très rassurante. Le Chancelier de l'échiquier Butler, qui vient de céder sa place à son malchanceux collègue des Affaires étrangères, Mac Millan, est sans doute une personnalité remarquable, mais il n'a point réussi à re-

dorer le blason terni du Sterling ni de sa mère-patrie. En quelques mois, la convertibilité de la monnaie britannique est devenue d'une réalité presque imminente une question sans actualité, les réserves en or et en devises de la zone Sterling, qui est responsable de la moitié environ du commerce mondial, n'ont été fin 1955 guère supérieures à celles de la pauvre France. La Grande-Bretagne connaît, en outre, le triste privilège de se trouver exposée à un danger d'inflation assez critique et de risquer une grave crise sociale dans les mois à venir. On peut se demander si les prétentions mondiales de la Grande-Bretagne ne sont pas beaucoup plus disproportionnées par rapport à ses ressources que celles de la France.

Tournons-nous maintenant vers la redoutable Russie, dont la supériorité fait trembler tant d'Occidentaux atteints d'un lamentable complexe d'infériorité. Les chefs soviétiques sont d'une médiocrité évidente. Dans l'Inde, ils ont par leur attitude compromis au moins autant de chances qu'ils ont obtenu d'avantages. Jusqu'à présent, la diplomatie du Kremlin n'a pas su exploiter la pénible confusion de l'Occident ni ses hésitations et divisions parce que, fort heureusement, elle est aussi peu à la hauteur de sa tâche que la nôtre. Dans le domaine économique les difficultés du régime soviétique sont incontestables. La situation de l'agriculture est catastrophique, toutes les observations et toutes les statistiques prouvent que la production agricole moyenne par habitant est actuellement très inférieure à celle d'avant la guerre de 1914, malgré les progrès considérables réalisés dans la technique agricole. Le défrichement de la Sibérie, dont l'Est parle avec tant de publicité et l'Ouest avec tant de naïf étonnement admiratif, n'a donné jusqu'à présent aucun résultat convaincant. Avec des rendements de cinq à sept quintaux par hectare, n'importe qui peut essayer de produire du blé n'importe où. Les grandes régions productrices de l'Est européen

sont actuellement sous le contrôle direct des Soviets, qui absorbèrent, après la guerre, les Pays baltes, la Bessarabie et une partie des plaines fertiles polonaises. Pourtant, au cours des discussions qui ont actuellement lieu à Genève pour la conclusion d'un accord international sur le blé, l'Union Soviétique et ses satellites n'ont pas demandé à être considérés comme pays exportateurs, bien qu'ils aient été, autrefois et durant une très longue période, l'un des principaux greniers de l'Europe. Le couronnement de la politique soviétique agricole d'après-guerre est sans doute l'accord de commerce récemment conclu entre l'Allemagne occidentale et la Pologne, prévoyant la fourniture de deux cent cinquante mille tonnes de blé par l'Allemagne à la Pologne, soit à un pays qui avant la deuxième guerre mondiale contribuait grandement à l'approvisionnement alimentaire du marché allemand. Déjà en 1954-1955, la France, le soi-disant malade du monde, a pu fournir des quantités substantielles de blé et même de farine à la Pologne et à la Hongrie.

En poursuivant notre tour du monde en déséquilibre, arrêtons-nous dans le vaste camp des pays neufs, dont le dynamisme national trouve tant d'admirateurs et dont les incapacités foncières sont trop souvent ignorées. Ni politiquement, ni économiquement et encore moins socialement, le spectacle offert par des États comme l'Égypte, l'Arabie Séoudite, l'Indonésie ou même l'Inde, n'est particulièrement réjouissant. Dans presque tous ces pays, la stabilité politique est à peine plus grande qu'en France, avec cette différence que les lendemains y sont encore plus incertains et plus imprévisibles. Rien n'est plus naturel ni plus indiqué qu'une aide occidentale désintéressée en faveur du monde sous-développé, qui en a le plus grand besoin, mais rien ne nous oblige à offrir nos services avec une mauvaise conscience et avec un sentiment d'infériorité en face d'un univers en mouvement auquel appartiendrait l'avenir. Ces peuples ont encore trop à apprendre et nous sommes en mesure de

leur donner encore tant de choses, que nous ne voyons pas la moindre raison ni d'abdiquer ni de nous humilier moralement ou intellectuellement. On a malheureusement l'impression que les peuples neufs s'arrogent tous les droits, que leur misère, qui est cependant largement la conséquence de leur mentalité et de leurs structures sociales, constitue une véritable traite à honorer par l'humanité, et qu'en même temps, ils déclinent toute responsabilité pour leur propre destin. Nous comprenons et nous appuyons volontiers leurs aspirations vers un avenir meilleur, mais qu'on ne leur permette pas de gaspiller une partie de leurs faibles forces dans de coûteuses opérations de prestige politique et même d'arrogance nationaliste. Qu'on les aide généreusement, mais qu'on les place aussi et avant tout en face de leurs responsabilités et qu'on arrête surtout cet ignoble chantage à la misère qui est, depuis peu, aggravé par un savant jeu sans scrupules autour des faveurs de l'Est et de l'Ouest. Tout cela n'est ni beau ni respectable. Qu'on ne nous dise donc pas qu'il ne nous reste plus à défendre que notre passé et que l'avenir se trouve de ce côté-là.

Les faiblesses américaines sont moins criantes sans que les États-Unis aient droit à une fierté particulière. Le manque de cohérence de leur diplomatie est extrêmement gênant pour leurs partenaires, bien qu'ils se maintiennent envers l'Union Soviétique sur une ligne assez nettement tracée. Ils ont eu, par ailleurs, leur Poujade en la personne de McCarthy, ils se distinguent par l'incapacité d'un pouvoir central, considéré comme puissant, d'imposer l'égalité raciale dans une importante fraction du pays, la démagogie de leurs groupements d'intérêts, surtout dans la période électorale, dépasse de loin les proportions connues en Europe, sans parler de la corruption sous toutes ses formes, qui semble être à l'échelle du continent américain. Les États-Unis ont, néanmoins, le grand avantage de faire preuve d'un dynamisme sans défaillance et d'une foi réelle en leur

propre destin. Toute leur activité est basée sur la conviction du progrès en mouvement, du bien-être de l'individu. Quant à leur prospérité, qui est à tort présentée comme le résultat d'un libéralisme parfait, elle est largement due à l'observation constante de la conjoncture par les experts gouvernementaux, à des interventions appropriées et donc à un dirigisme intelligent et plus poussé que dans n'importe quel pays d'Europe occidentale. Cette contradiction entre la réalité du système économique américain et ses apparences généralement acceptées à travers le monde, ne devra-t-elle pas nous inciter à nous méfier partout des jugements préfabriqués et d'étudier de plus près le fond des choses ?

ALFRED FRISCH.

LA TENTATION DU FRONT POPULAIRE EN EXTRÊME-ORIENT

Si l'on doutait de l'unité d'action entre les communistes d'Europe et d'Asie, il suffirait, pour se désabuser, de noter la concordance des tactiques. Celle de Staline a fait long feu. Elle aboutissait à des impasses, isolait l'extrême-gauche de ses voisins les plus bienveillants, piétinait sur des fronts en risquant d'entraîner l'Union soviétique dans cette guerre générale dont elle ne veut pas. La volte-face est aujourd'hui totale. N'en concluons pas trop vite à un désaveu : Staline en aurait pu faire autant ; l'application de la doctrine s'est toujours pliée aux circonstances. Il s'agit à présent de réintroduire les partis ou les nations communistes dans le circuit normal. N'imaginons pas non plus que les meneurs du jeu s'illusionnent sur les chances immédiates d'un Front popu-

laire : ils savent bien qu'ils se heurteront au refus indigné de M. Guy Mollet ou du pandit Nehru ; n'importe, ils ont lancé l'idée, ils travaillent l'opinion, ils cherchent à créer une solidarité de fait en épousant des causes communes, ici la laïcité, ailleurs l'anticolonialisme, et à envenimer les luttes de telle sorte qu'un jour on ne puisse plus décliner leur concours.

Le voyage de MM. Boulganine et Khrouchtchev nous révélait, le mois dernier, de quelle façon ils l'offrent aux gouvernements légaux du Sud asiatique. Plus à l'Est, en Malaisie, en Indonésie, la partie s'engage un peu différemment.

La Malaisie reste le dernier vestige important du régime colonial sur le continent. Elle ne le restera pas longtemps. Les Britanniques préparent l'émancipation. Ils s'efforcent d'éveiller le sentiment d'une nationalité malaise ou « malayenne », et ont introduit le régime représentatif, avec un gouvernement central que préside le prince Tengku Abdul Rahman ; l'île Singapour, grand bazar cosmopolite où prédominent les Chinois, forme une entité séparée, où les premières élections ont donné le pouvoir au travaillisme avancé de M. David Marshall. La réalité est d'ailleurs encore plus complexe. Deux races, en nombre presque égal, se partagent la Malaisie : les Chinois de la côte et les Malais de l'intérieur (d'où l'emploi de l'adjectif « malayen » pour désigner l'ensemble) ; plus à l'intérieur encore, c'est la jungle, où subsistent des pygmées. Et c'est aussi dans la jungle que trouvent asile les guérillas communistes qui tiennent campagne depuis huit ans. Si l'on remplace la forêt vierge par la montagne semi-désertique, la situation n'est pas sans analogie avec celle de l'Algérie. Comme en Algérie, une poignée d'hommes insaisissables esquivent un vaste déploiement de forces militaires et s'assurent par le terrorisme la connivence des populations. Mais ils semblent avoir passé la mesure et s'être fait haïr, d'autant qu'ils se recrutent surtout parmi

les Chinois et qu'ils sévissent sur les populations malaises; ils ont subi de lourdes pertes; fin décembre, sur une promesse d'amnistie, leur chef Chin Peng se prêtait à des pourparlers avec les premiers ministres des deux pays.

Rencontre sans lendemain : Chin Peng revendiquait pour les siens une entière liberté de mouvements et le droit d'organiser un parti communiste dans les cadres légaux; le prince Tengku Abdul Rahman offrait de rapatrier en Chine ceux qui le désireraient et d'assurer aux autres une résidence surveillée; il les autorisait à des activités politiques, mais à la conditions d'abandonner leur idéologie. Peut-être en réalité cette confrontation est-elle tout ce que désiraient les insurgés. Pour des hors-la-loi, c'est un gros effet moral que d'être devenus des « interlocuteurs valables » et d'avoir discuté avec les chefs du gouvernement en personne sur un pied d'égalité; ils en ont profité pour lancer un ballon d'essai redoutable. Ils poseront les armes, ont-ils déclaré, le jour où la Fédération de Malaisie recevra le plein contrôle de ses affaires et ils alignent leur programme social sur celui de M. David Marshall. C'est pousser aux surenchères, en aguichant par l'espoir d'en finir : à Londres, devant cette perspective, on se sent mal à l'aise.

D'autres négociations affrontent l'Indonésie et les Pays-Bas, avec aussi peu de succès apparent. Les Hollandais s'inquiètent du sort fait à leurs ressortissants; ils se plaignent qu'un grand nombre ont été emprisonnés sans en savoir le motif et sans garanties judiciaires; ils ne veulent pas céder sur la Nouvelle-Guinée, dont l'Indonésie réclame la possession en vertu de la contiguïté. Mais l'Indonésie maintient la totalité de ses exigences.

Elle ne saurait être représentée cependant par une équipe plus conciliante. Depuis quelques mois, les natio-

nalistes, que soutenaient les communistes, ont passé le gouvernail aux musulmans du parti Masjumi que dirige M. Harahap. Celui-ci cherche la détente. Et les résultats des élections générales, très lents à venir, ont fini par lui permettre de rattraper à peu près ses adversaires, retournant ainsi la situation indiquée d'abord par les chiffres de Java. Dans ce conglomérat d'îles éparpillées sur une aire presque égale à celle de l'Europe, l'impérialisme javanais peut devenir un ciment, comme l'impérialisme prussien dans l'Allemagne bismarckienne; pour l'instant, il éveille des résistances, quelquefois armées, que cette opposition aux nationalistes unitaires exprime aussi. Les élections du 15 décembre à l'Assemblée constituante — distinctes des élections parlementaires — ne semblent pas modifier le tableau.

Néanmoins le cabinet Harahap demeure fragile. Il a contre lui le président de la République, M. Soekarno, qui l'a fondée; avec l'appui de ce dernier, un des chefs de l'armée, le maréchal de l'air Suryadarma, l'a défié ouvertement à propos de la nomination d'un officier général; M. Harahap a tenu bon, l'état-major dans son ensemble l'a soutenu, pour combien de temps? La campagne électorale du président avant le 15 décembre s'est caractérisée par de violentes attaques contre les Occidentaux et contre les Hollandais accusés de complots en vue de récupérer leurs colonies, sans qu'il eût soufflé mot du communisme; le neutralisme de Bandoung, couvé sous ces auspices et sous ceux des prédécesseurs de M. Harahap, évolue de plus en plus vers une agressivité systématique envers l'Europe. Surtout, la majorité n'est pas cohérente. Le Masjumi se trouve pris entre trois autres groupes de force à peu près égale aux siennes : les nationalistes, les musulmans d'extrême-droite, les communistes enfin, qui obtenaient aux élections parlementaires six millions de voix; il existe en outre une poussière de petits partis, appoint indispensable à toute majorité, et deux d'entre eux menaçaient

d'abandonner la coalition gouvernementale en cas de concessions aux Pays-Bas... La France n'a pas le monopole de l'instabilité politique : et l'administration qui la sauve de l'anarchie fait défaut à l'Indonésie, pays né d'hier où d'ailleurs l'anarchie avec ses brigandages et l'abandon des plantations sévit un peu partout sans émouvoir personne; les parlementaires et les ministres de Djakarta, les diplomates qui les représentent à l'O.N.U., les attachés de presse qui prodiguent leurs communiqués aux journaux américains, ne parlent encore, pourrait-on dire sans trop exagérer, qu'au nom d'un État fictif.

Le jour où les nationalistes, plutôt que de s'accorder avec les musulmans, contracteraient alliance avec l'extrême-gauche, le Front populaire indonésien serait formé; il s'entendrait sur un minimum de revendications sociales et un maximum de revendications extérieures, de façon, espèrent ses instigateurs, à faire basculer définitivement Djakarta vers Pékin. Utiliser ainsi les griefs fondés ou non tout en s'insinuant à la faveur des libertés démocratiques, c'était la méthode même de Hitler; s'il eût eu l'habileté de s'y tenir au lieu de recourir au glaive selon sa doctrine, si cette doctrine raciste eût pu se répandre hors d'Allemagne autrement que sous la forme d'adaptations boiteuses, qui nous dit qu'il n'eût pas réussi?

AUGUSTE VIATTE.

L'ÉGYPTE ENTRE LA FRANCE ET L'ANGLETERRE

L'attitude qu'adoptera finalement l'Égypte, après les hésitations que l'on sait, les achats d'armes en Tchécoslovaquie, la surenchère contre Israël, puis une

reprise de contact avec l'Occident, est déterminante pour l'avenir du Moyen-Orient et même de l'Afrique du Nord. L'Égypte influence, en effet, le groupe des États arabes séoudites ou sympathisants (Arabie Séoudite, Syrie, entre autres) et son action sur les nationalismes nord-africains est reconnue. Or, l'attitude de l'Égypte semble devoir être en grande partie déterminée à l'avenir par les conditions dans lesquelles se réalisera la construction du barrage d'Assouan.

A l'origine, cet important ouvrage d'art sur le Nil devait être réalisé par un consortium franco-anglo-germanique qui a procédé à toutes les études préalables. Il s'agit, en créant la plus grande mer artificielle du globe (le lac de retenue aura 650 kilomètres de long), avec sept tunnels d'évacuation, d'augmenter la surface cultivable de l'Égypte de 30 %, la production d'électricité de 900 %, en permettant de reporter d'une année sur l'autre les réserves d'eau accumulées (principe du barrage séculaire). On voit l'intérêt prodigieux de ce projet pour le peuple égyptien, alors qu'aujourd'hui encore la moitié des eaux du Nil se perd et que le problème de la surpopulation reste le premier d'entre tous. Mais le consortium ne pouvant disposer de capitaux suffisants pour couvrir l'intégralité des travaux (1 milliard 300 millions de dollars), le colonel Nasser s'adressa à la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (organisme relevant de l'O.N.U.) et, les négociations avec celle-ci traînant, une offre entre temps étant faite par l'U.R.S.S., les Américains prirent peur et offrirent de fournir l'appoint, cette fois en collaboration avec les seuls Anglais. Bientôt il s'avéra, d'ailleurs, que le prêt devait être un don et que l'intrusion des Américains ne laissait aucune place aux Français et au consortium européen. Ou plutôt, alors que le consortium pouvait traiter de gré à gré avec l'Égypte, à celle-ci était imposée la mise en adjudication internationale, qui rendait les chances françaises bien minces. Il est vrai que nos

compatriotes sont les inventeurs du barrage et que ne pas tenir compte de leurs études entraînerait des retards importants dans le démarrage des travaux, retards que les Égyptiens voudraient éviter pour profiter de la crue de 1956.

Finalement, c'est bien d'une compétition franco-anglaise qu'il s'agit, alors qu'au départ les Anglais s'étaient associés aux Français et que, par la suite, ils prirent soin de lancer leur affaire avec les Américains sans en rien dire à leurs anciens partenaires français ou allemands...

Avec l'Angleterre (dans l'état actuel de sa diplomatie) l'Égypte participera à ce qui semble être la position fondamentale des conservateurs britanniques : la tentative de se réintroduire en Palestine, d'en chasser au besoin les Juifs, en prenant pour point de départ la Jordanie et l'Égypte elle-même.

Plusieurs faits sont révélateurs à ce point de vue. Le premier est la récente déclaration du premier ministre irakien, le général Nuri Al Saïd, que le pacte de Bagdad est dirigé contre Israël. Le second est l'extraordinaire insistance mise à faire adhérer la Jordanie au pacte de Bagdad (on en connaît les résultats et la révolte qui gronde aujourd'hui). Pourquoi particulièrement la Jordanie ? Parce qu'elle est placée, déjà, à moitié au cœur d'Israël et que parmi les Jordaniens il y a les émigrés palestiniens. Le troisième est l'envoi de troupes à Chypre, pour renforcer précisément l'intervention en Jordanie. Le quatrième est l'effort obstiné de sir Anthony Eden pour arracher à Washington l'adhésion formelle des États-Unis au pacte de Bagdad. Le cinquième, bien sûr, est l'expédition de matériel de guerre anglais à l'Égypte, en fraude des accords de mai 1950, expédition que le gouvernement britannique tolère depuis des années et dont la découverte, à Liverpool, vient de provoquer un prodigieux scandale, le « scandale des tanks ».

Le maintien de l'influence française en Égypte, en faveur duquel notre ambassadeur, le comte du Chayla, déploie toute son activité, pourrait amener l'Égypte à s'associer à une politique bien moins dangereuse, semble-t-il. La France (dont les récents achats en coton égyptien se montent à 2 millions de livres, tandis que le courant commercial s'accentue entre les deux pays) est, comme l'Égypte, préoccupée de protéger l'indépendance syrienne et libanaise face aux ambitions de l'Irak et elle est, comme l'Égypte encore, très restrictive à l'égard du pacte de Bagdad. Voilà les points communs qui pourraient amener l'Égypte, non seulement à plus de compréhension des nécessités françaises en Afrique du Nord, mais à mieux saisir comment pourrait se régler le différend israélo-arabe.

Cet apaisement est probablement désiré aussi par une large fraction de l'opinion publique britannique, et c'est ce qui place sir Anthony Eden en difficulté. Il est pris entre les surenchères des conservateurs durs, qui voudraient aller jusqu'au bout de la politique brutale et trouvent le Premier trop mou (selon l'*Observer,* un véritable complot des conservateurs existe pour faire tomber Eden) et cette réaction de l'opinion publique à laquelle s'associent les travaillistes qui ont toujours été bien disposés à l'égard du sionisme et de l'État socialiste d'Israël. Ceux-là reprochent à Eden d'être trop anti-israélien et d'avoir compromis les positions britanniques au Moyen-Orient par une maladroite pactomanie.

Ainsi l'Égypte est-elle à la croisée des chemins. Quelle route prendra-t-elle au lendemain de la visite du maréchal Tito qui joua les conciliateurs et, selon les conseils de M. Dulles lui-même, usa de son influence pour éviter que ne s'aggrave le conflit israélo-arabe ? Quelle réflexion lui suggérera son amertume alors que dans le Soudan indépendant la thèse britannique l'emporte contre la sienne propre ?

JACQUES NANTET.

DJÉZIREH SYRIENNE, POINT FAIBLE DU « CROISSANT FERTILE »

Derrière divers masques dont le plus neuf est le pacte de Bagdad, Britanniques et Iraquiens esquissent le projet du Croissant fertile. La courbe de cet arc idéal s'infléchit harmonieusement de Bassorah à Bagdad, de Mossoul à Alep, de Damas à Amman; mais cette figure ne présente pas, même sur le papier des cartes, la perfection géométrique suggérée par son symbole. Car les deux extrémités, Bas Iraq et Syrie moyenne, sont lourdes, renflées, populeuses et riches, tandis que dans l'intervalle s'étire, ténue, la Djézireh. S'il existait, quelque jour, un Croissant fertile, ce serait là sa « taille de guêpe »; dès aujourd'hui c'est le point faible, le « ventre mou », l'objectif où tous les coups portent profondément; et les adversaires du Croissant, comme ses partisans, le savent bien.

Cette steppe de la Haute-Djézireh, cette extrémité de « l'île » arabe entre les cours moyens du Tigre et de l'Euphrate, entre Mossoul et les abords d'Alep, apparaît, à l'historien et au sociologue, bien moins arabe que ne le ferait présumer son nom. Dernière bande de terre au pied des monts d'Anatolie, elle n'a cessé d'être disputée entre les sédentaires chrétiens associés aux transhumants kurdes, descendus des hauts pays du Nord, et les nomades arabes, remontant du Sud en quête de pâturages estivaux. Le folklore kurde évoque encore les chevauchées des Kurdes Millis qui, jusqu'au milieu du siècle dernier, bousculèrent ici les redoutables Chammars.

Les traités des années 1920, délimitant États et mandats, ont taillé par grandes lignes droites sans beaucoup de souci des populations ni des annales. Les conditions de l'évolution ont été différentes à l'Est et à l'Ouest. A l'Est, dans le vilayet de Mossoul dévolu à l'Iraq, les « minorités » ont pâti

de diverses manières : Kurdes yézidis du Sinjar, Assyriens chrétiens de Dohouk et de Simel, ont été les plus éprouvés, mais partout l'arabisme a prévalu. A l'Ouest, en revanche, les réfugiés kurdes et chrétiens d'Anatolie, accueillis par le mandat français, ont remis en valeur la steppe naguère désertique et fondé une véritable ville, Kamechlié, en face de l'antique Nisibe, turquifiée en Nissibin; après quelques réticences, ils se sont accommodés d'une Syrie indépendante qui a su être libérale à leur égard et comprendre le prix de ce travail de pionnier. Peu s'en est fallu d'ailleurs qu'aux élections législatives syriennes de 1954, ils n'aient envoyé siéger au Parlement de Damas deux députés communistes, un chef de tribu kurde et un notable jacobite.

Mais, en dépit d'un tiers de siècle de défrichage et de prolifération, la Djézireh syrienne, si éloignée de Damas et même d'Alep, présente encore de larges lacunes humaines. La tentation serait grande pour l'Iraq de coloniser cette terre, somme toute mésopotamienne, et d'y jeter quelques jalons en vue du futur « Croissant ». Ne faut-il pas en voir des signes annonciateurs dans les minimes incidents de frontière précisément provoqués, ces derniers mois, sur ces confins syriens de l'Iraq et de la Turquie, sous le sempiternel prétexte de la répression et de la contrebande ? La Syrie et l'Arabie séoudite semblent, en effet, avoir flairé le danger.

Aussi, le Parlement de Damas vient-il d'avoir à connaître d'un projet de loi conçu pour efficacement contrarier, sur ce point faible de son éventuel tracé, le plan du « Croissant fertile ». Il s'agit de faciliter la vente des terrains disponibles en Djézireh à des sujets séoudites, dont les établissements s'inséreraient ainsi entre Iraq et Turquie, rongeant par avance le « ventre mou » du menaçant fantôme. Cette démarche politique constitue un symptôme certes discret, mais non moins significatif que les constructions juridiques et les manifestations verbales de cette réaction arabe qui s'affermit, de Riadh à Damas et au Caire, contre le pacte de Bagdad et ses inévitables séquelles.

PIERRE RONDOT.

LA SARRE ET L'AVENIR

Au lendemain du référendum qui vit le rejet du statut d'européisation de la Sarre par 423.655 voix (67,72 %) contre 201.898 (32,28 %), un accord péniblement intervenu entre les dirigeants des deux camps sarrois (européens et pro-allemands) fixa au 18 décembre les élections pour le renouvellement de la Diète. On pensait généralement que ces élections allaient consacrer la victoire définitive des trois partis pro-allemands, corrélativement la défaite décisive de M. Johannes Hoffmann et de ses « chrétiens populaires » qui, depuis la fin de la guerre jusqu'au référendum, n'ont cessé de diriger la Sarre.

A la surprise générale, pourtant, les Sarrois pro-européens s'en tirèrent fort bien. Ils recueillirent le 18 décembre 165.015 voix et s'assurèrent suffisamment de sièges à la Diète pour empêcher que la Constitution sarroise puisse être modifiée sans leur assentiment. Toute modification constitutionnelle exige en effet une majorité des trois quarts des voix au Landtag, soit trente-sept voix sur cinquante. Or, les partis pro-allemands n'ont remporté à eux trois que trente-trois sièges : quatorze pour le parti chrétien démocrate du docteur Ney avec 149.516 voix, douze pour le parti « démocrate » de M. Schneider avec 142.593 voix, et sept pour le parti social-démocrate allemand de M. Conrad avec 84.408 voix. En face d'eux les chrétiens populaires détiennent treize sièges et les socialistes sarrois deux sièges. Enfin les communistes disposent de deux sièges.

Il n'est d'ailleurs pas dans l'intention des chrétiens populaires et des socialistes sarrois de s'opposer, par

les moyens constitutionnels, au rattachement de la Sarre à l'Allemagne. Ils s'efforcent seulement d'empêcher que ce rattachement se fasse dans des conditions qui compromettent les bonnes relations franco-allemandes et donc l'avenir de l'Europe. Ils s'efforceront d'éviter que les intérêts de milliers de Sarrois soient lésés par une rupture brutale de l'Union économique franco-sarroise.

Plusieurs des dirigeants de Bonn et notamment le chancelier Adenauer partagent les mêmes soucis. On aurait vu d'un assez bon œil, dans la capitale fédérale, une réconciliation des deux partis catholiques qui se trouvent aujourd'hui de chaque côté de la barrière. Le clergé dans son ensemble était lui-même favorable à ce regroupement qui aurait permis la formation d'un gouvernement homogène catholique disposant d'une majorité à la Diète, exactement vingt-sept voix, celles des quatorze députés de M. Ney et des treize députés de M. Hoffmann. Cette coalition eût poursuivi en Sarre une politique s'inspirant des principes de la morale chrétienne et des directives du chancelier Adenauer. Elle eut constitué un barrage efficace aux entreprises du sieur Schneider, cet ancien nazi dont le dynamisme et la démagogie « nationaliste » ont été pour beaucoup dans la victoire des partis pro-allemands. Elle eut enfin facilité l'aboutissement heureux des prochaines négociations sur le statut futur de la Sarre.

Le parti Hoffmann était évidemment tout prêt à participer à ce projet de regroupement des catholiques qui l'eût dédouané ; certains députés de la C.D.U.[1] sarroise n'y étaient pas hostiles. Le docteur Ney, qui n'a pas pardonné à M. Johannes Hoffmann son long proconsulat en étroit accord avec la France et l'inaction politique à laquelle il s'est trouvé contraint de ce fait, a rejeté catégoriquement ce projet. A ses yeux, les

1. Cristlich-Demokratische Union.

catholiques n'ont qu'à rejoindre en masse la C.D.U. et à abandonner le parti chrétien populaire et ses dirigeants.

Après les luttes passionnées et brutales qui ont opposé lors du référendum du 23 octobre et des élections du 18 décembre, les partis pro-allemands aux partis pro-européens de la Sarre, une réconciliation des catholiques peut paraître, il est vrai, prématurée et donc impossible à réaliser, comme l'ont démontré les faits. Les partis pro-allemands liés dans le Front de la Patrie, ont remporté la victoire ensemble; ils se doivent de prendre le pouvoir ensemble. Ce ne fut pas sans mal pourtant qu'ils parvinrent à mettre sur pied un gouvernement de coalition. M. Schneider, en effet, qui visait à jouer le premier rôle en Sarre, avait espéré que son parti recueillerait le plus grand nombre de voix. Déçu dans ses espérances, il se refusa plusieurs jours à participer à un gouvernement qu'il revenait au docteur Ney de présider, puisqu'il était le chef du parti le plus nombreux.

Après bien des négociations et avec l'entremise du chef du parti social-démocrate, on arriva à un compromis. M. Schneider acceptait un gouvernement Ney, avec deux ministères pour son parti, dont celui de l'intérieur; lui-même devenait président du Landtag. Le nouveau gouvernement composé de trois chrétiens démocrates, deux démocrates et un social-démocrate (le ministre du travail : M. Conrad) s'est présenté le 10 janvier devant le Landtag. La déclaration gouvernementale, lue devant le Landtag par le nouveau président du Conseil, a été empreinte d'une certaine modération. Le docteur Ney a souligné que l'intégration de la Sarre comme « Land » fédéral dans l'Allemagne de l'Ouest ne pouvait être atteinte que par une entente entre l'Allemagne et la France (ce qui est la thèse de Paris et de Bonn). Il a toutefois exprimé l'espoir que le gouvernement de Sarrebruck ne soit pas seulement consulté,

mais qu'il puisse prendre part aux décisions qui seront prises par les deux pays. Sur le plan économique, le docteur Ney a proclamé son but de dénouer les liens de l'Union économique franco-sarroise, mais, a-t-il dit, cela ne peut être fait du jour au lendemain : « Les liens économiques avec la France ne peuvent ni ne doivent être tranchés comme un nœud gordien. »

Ce souci de modération s'est encore affirmé dernièrement dans un discours du docteur Ney à Saint-Ingbert le 14 janvier. Le chef des chrétiens démocrates sarrois est obligé évidemment de tenir compte du fait que les catholiques sarrois pro-européens dirigés par M. Hoffmann sont restés nombreux en Sarre — comme l'ont prouvé les dernières élections — et qu'ils sont beaucoup plus proches des convictions du chancelier Adenauer que la C.D.U. sarroise elle-même. Il est obligé avant tout de tenir compte de l'état d'esprit des dirigeants de Bonn qui, assurés déjà du retour de la Sarre au sein de l'Allemagne dans un assez proche avenir, ne veulent point que ce rattachement se fasse de telle manière qu'il puisse compromettre les relations franco-allemandes et par suite l'avenir de la construction de l'Europe à laquelle ils attachent toujours un grand prix. Le chancelier Adenauer n'est point prêt à se faire dicter sa conduite par des politiciens locaux, surtout pas par des agitateurs nationalistes du genre Schneider dont l'action pourrait ternir la réputation de la « bonne Allemagne ».

Ce qui n'empêchera d'ailleurs pas ce dernier de poursuivre son action démagogique et de mettre, le moment venu, des bâtons dans les roues des négociateurs allemands et français, lorsque ceux-ci, une fois le nouveau gouvernement français constitué, aborderont l'étude du problème sarrois.

La solution de ce problème sera de toute façon délicate. Les intérêts de la France en Sarre sont considérables ; nous ne saurions accepter leur liquidation, tout

au moins sans contrepartie. Contrairement à ce que l'on pense généralement, la France détiendra dans la prochaine négociation des atouts qui ne sont pas négligeables. La situation de fait, diplomatique et juridique, ne permet point la dissolution de l'Union économique sans son assentiment. Mais ce qui fait surtout la force de la France dans cette question, c'est que les intérêts français et sarrois sont solidaires dans beaucoup de domaines. Il est dans l'intérêt des uns et des autres que ces domaines soient protégés et élargis ; c'est également l'intérêt des Allemands que la Sarre continue à jouer un certain rôle de « pont économique » entre les deux pays.

Certains milieux français lancent actuellement une idée qui pourrait être féconde ; à savoir celle de faire de la Sarre une zone franche au sein de laquelle les produits allemands et français entreraient librement et de laquelle les produits *sarrois* sortiraient librement vers la France et l'Allemagne. Bref, la Sarre servirait d'expérience limitée pour ce marché commun européen qui constitue l'objectif à long terme des Six. Cette expérience serait infiniment précieuse pour toutes les puissances européennes et surtout pour la France qui saurait enfin, une bonne fois pour toutes, si elle est capable de supporter plus ou moins bien le choc d'une véritable concurrence, ou si, écrasée par cette concurrence, elle doit renoncer à toute participation d'un marché commun.

En Sarre, cette idée de zone franche a reçu, parmi les partis pro-allemands, l'accueil favorable des social-démocrates. Elle est considérée comme intéressante, mais irréalisable par les « démocrates », elle est rejetée par les « chrétiens-démocrates ».

JEAN SCHWŒBEL.

Mythologie américaine

La *Mort du père*; *La Femme et le signe* : ces titres des deux premières parties du livre de Louis Dermigny sur les États-Unis[1] — la troisième s'appelant *L'Éveil du temps* — suggèrent une psychanalyse plutôt qu'une philosophie. Il dégage un certain nombre des traits qui différencient l'Amérique de l'Europe.

L'Amérique est née d'une rupture : rupture collective, autrefois, avec la métropole; rupture individuelle plus tard chez les immigrants qui sont venus s'y établir. Ils ont choisi leur patrie. Ils gardent la hantise de faire de leurs fils de vrais Américains, irrécusables. Les vieux s'effacent donc devant les jeunes. Nul ne tolérera qu'on discute la supériorité de l' « American way of life ». Nos journaux, parlant de McCarthy, baptisent son comité un Comité d'enquête sur les activités subversives; au lieu de *subversif,* on dit, outre-mer, *unamerican* : cela suffit.

Les pionniers se campaient dans un désert où la femme, par sa rareté, faisait prime. Elle continue à régner. Son élégance apparaît d'ailleurs comme un de ces « signes extérieurs de la richesse » auxquels on évalue un homme. L'immigrant cherchait, loin d'un milieu figé, une société où réussir. Cette hantise du succès matériel persiste elle aussi. Le raté s'identifie au pécheur. Il faut gagner de l'argent, et l'étaler; chacun se préoccupe avant tout d'afficher son importance devant la société. D'où la manie des déclarations à la presse; d'où les rendez-vous qui mesurent par leur nombre la popularité d'une jeune fille; d'où la réclame, et la soumission à la réclame, le conformisme, l'horreur de la solitude : à

1. Louis Dermigny, *U.S.A., Essai de mythologie américaine,* Presses Universitaires de France, 1955.

certains égards, ce collectivisme social rappelle la Russie beaucoup plus que l'Occident européen.

Il y a, certes, des nuances : la Nouvelle-Angleterre, le Sud, gardent une vie intérieure qui fait défaut ailleurs. Et, maintenant que les États-Unis se sont remplis de bord en bord, une nouvelle dimension s'introduit : le temps. La géographie ne compte plus toute seule. Allons-nous vers une cristallisation ? Louis Dermigny fait observer avec raison que nous en semblons encore loin : l'effort des pionniers se reporte sur la mise en valeur de régions arriérées, le Sud, par exemple; la société ne se stratifie pas en classes; les races, ou les générations, en tiennent encore lieu. Mais on peut déjà constater une découverte des valeurs contemplatives : l'essor des vocations religieuses en est un signe; j'en rapprocherais, chez certains incroyants, celui de l'humanisme. L'Américain ne se confine plus exclusivement dans le présent et dans l'action : c'est là sans doute une des nouveautés les plus significatives de l'après-guerre.

Nous glanerions chez Louis Dermigny bien d'autres remarques suggestives. Bien entendu, ses cent cinquante pages ne sauraient être complètes. Elles définissent surtout le « pays neuf ». Mais, dans un contexte différent — survivances indiennes, tradition espagnole ou portugaise, ambiance catholique, persistance des aristocraties coloniales, primat de l'agriculture — les pays neufs d'Amérique latine ont engendré des sociétés tout autres. L'esprit pionnier met en relief les traits communs du Nouveau Monde, ceux qui le portent au continentalisme. Il n'explique pas tout. Psychologiquement et même kilométriquement, Buenos-Aires ou Rio-de-Janeiro sont plus voisins de Paris ou de Madrid que de New-York, ne l'oublions pas. Et pour le bien comprendre et achever de situer les États-Unis, relisons André Siegfried.

AUGUSTE VIATTE.

Science et poésie

Le Proton négatif et l'Univers du Physicien

L'AUTOMNE 1955 a-t-il marqué une date dans l'histoire de la Physique? Y a-t-il eu à cette époque une découverte qui transforme profondément les vues des physiciens sur la matière, ou au contraire une confirmation, une sorte d'apothéose des idées modernes sur la constitution de la matière? C'est plutôt sous ce dernier aspect qu'il faut considérer la découverte du proton négatif. Le monde des physiciens l'attendait depuis trente ans et des efforts considérables avaient été entrepris dans ce but. Cette découverte se présente sous diverses formes : le proton négatif est aussi un antiproton en ce sens qu'il s'annihile avec un proton ordinaire; il en découle une notion d'antimatière et de symétrie dans l'univers.

Nous nous proposons d'expliquer brièvement à des lecteurs non spécialistes la place du proton négatif dans la physique moderne. Nous commencerons par un rapide exposé de la constitution de la matière.

Est matière toute substance de l'univers, vivante ou non. On la trouve sous les trois états, gazeux, liquide, solide. La grande découverte de la chimie est d'avoir montré que les centaines de milliers de corps différents

présents dans l'univers peuvent toujours se réduire à des combinaisons ou mélanges dans des proportions diverses de quatre-vingt-douze éléments de base. Le plus léger est l'hydrogène, le plus lourd, l'uranium. La deuxième grande idée est que chaque élément est formé de petits grains, tous identiques, les atomes. Tout corps est donc un agglomérat de différents atomes. On trouve à la base quatre-vingt-douze types d'atomes. Leurs diverses combinaisons permettent d'aboutir à tous les corps de l'univers, et même si on sait faire leur synthèse, à les fabriquer; ils sont alors rigoureusement identiques aux corps naturels. Les chimistes sont même allés plus loin et ont créé de nouvelles substances qui ne se trouvent pas dans la nature. Cette prodigieuse simplification, qui a abouti aux quatre-vingt-douze atomes de base, n'a été qu'une étape et le physicien moderne s'est préoccupé d'étudier la constitution même de chaque atome. C'est ainsi que Rutherford et Bohr ont été amenés à décrire l'atome comme un noyau entouré d'électrons planétaires : ceux-ci sont tous identiques et porteurs d'une charge électrique négative. Le noyau est formé de plusieurs particules appelées nucléons. Les uns sont positifs; on les appelle protons, les autres neutres, les neutrons. Ainsi la simplification est maintenant encore plus considérable. On explique la constitution de toute manière à partir de deux particules : l'électron et le nucléon. L'électron de la matière est toujours négatif. Le nucléon est positif ou neutre, on l'appelle alors proton ou neutron. Tous les électrons, tous les protons, tous les neutrons sont rigoureusement identiques.

L'atome d'hydrogène, le plus simple, a un noyau formé d'un seul nucléon positif, c'est-à-dire d'un proton. Il est accompagné d'un électron négatif, ce qui lui donne une charge neutre. D'une manière plus générale pour un quelconque des quatre-vingt-douze éléments, le nombre d'électrons planétaires est égal au

nombre de nucléons positifs (protons). Il y a en plus dans le noyau un nombre généralement supérieur de nucléons neutres (neutrons). Ainsi, le plus lourd, l'atome d'uranium a dans le noyau quatre-vingt-douze protons et cent quarante-cinq neutrons avec quatre-vingt-douze électrons planétaires.

L'unité de masse de la physique nucléaire est prise égale à celle de l'électron qui a donc une masse 1. Celle du proton est alors 1836 et celle du neutron 1840. On voit qu'elles sont très voisines. Le proton et le neutron sont deux états de charge électrique de la même particule, le nucléon, et c'est cette différence de charge qui provoque une légère différence de masse. On en déduit immédiatement que, dans un litre d'hydrogène, 99,95 % de la masse est due au nucléon et seulement 1/2000 aux électrons. A l'autre extrémité de la classification, il y a l'uranium où la part due aux électrons n'est que 2 décigrammes par kilogramme, le reste de la masse provenant des nucléons. Le nucléon (proton ou neutron) apparaît donc comme le constituant essentiel de la matière, l'électron jouant un rôle secondaire, fort important d'ailleurs puisque bien des propriétés de la matière sont uniquement dues aux couches électroniques externes des atomes. Signalons aussi que, dans chaque atome, les électrons et les noyaux ont des rayons 10.000 à 100.000 fois plus petits que celui de l'atome. En résumé, la matière est surtout formée de vide avec la presque totalité de la masse concentrée dans les noyaux des atomes sous la forme de nucléons ; la dimension de ces noyaux varie de 10^{-13} cm à 10^{-12} cm.

Après avoir ainsi analysé la matière, le physicien s'est préoccupé d'expliquer comment et, en une certaine mesure, pourquoi les nucléons et les électrons s'associent pour former la matière. Il a, de plus, tenté d'expliquer les propriétés sensibles à nos sens, toujours à partir des deux particules fondamentales. C'est là que s'introduisent les notions d'interaction entre particules et de

potentiel ; sans entrer dans le détail ni même dans une tentative d'explication simple, nous dirons simplement que le physicien moderne décrit chaque particule élémentaire par des concepts mathématiques et déduit les propriétés microscopiques ou macroscopiques de la matière par des raisonnements mathématiques à partir de ces concepts. L'outil mathématique a dû être profondément modifié pour le rendre applicable à la fois aux très grandes vitesses des particules élémentaires dans l'atome et aussi aux dimensions extrêmement petites de ces particules. La mécanique relativiste d'Einstein et la mécanique ondulatoire ou quantique ont dû être inventées pour cette tâche.

Une des conséquences fondamentales de la relativité est l'équivalence de la masse et de l'énergie avec possibilité théorique de transformation de l'un dans l'autre. En d'autres termes, tout dégagement d'énergie s'accompagne d'une diminution de masse et toute absorption d'énergie d'une augmentation de la masse des constituants. Ainsi dans la fission du noyau d'uranium, il y a dégagement d'énergie et la somme des masses des fragments d'uranium est plus petite. C'est en ce sens que l'on parle de désintégration d'une certaine masse de matière. Mais il faut souligner ce fait très important, à savoir qu'il n'y a eu disparition d'aucun nucléon. La diminution de masse constatée provient uniquement d'une augmentation de l'énergie de liaison des nucléons sans que ceux-ci se soient désintégrés. On ne peut donc pas parler vraiment de désintégration de la matière. Nous verrons au contraire que l'équipe de physiciens de Berkeley avec la découverte du proton négatif a vraiment créé de la matière, c'est-à-dire des nucléons. On voit l'importance physique et philosophique de cette découverte.

On sait qu'une des grandes découvertes de la physique moderne a été d'associer une particule à tout champ. La lumière, par exemple, qui est un des aspects

du champ électromagnétique, peut se présenter sous la forme ondulatoire de ce champ ou sous la forme corpusculaire ; on dit alors que la lumière est formée de particules élémentaires en mouvement, les photons. Ces deux aspects, ondulatoire et corpusculaire, sont en fait les mêmes : c'est un des résultats fondamentaux de la mécanique quantique.

Une des plus belles synthèses des mécaniques à la fois quantique et relativiste est celle de Dirac. Ce physicien anglais a formulé quatre équations pour décrire les propriétés des électrons et des nucléons. Le but de sa théorie était de rendre compte des propriétés des électrons dans l'atome, de leur interaction avec le noyau. Cette interaction est électromagnétique et l'aspect corpusculaire de ce champ est le photon ou grain de lumière.

Le fait essentiel qui nous intéresse ici est que sa théorie postule l'existence d'un électron positif identique à l'électron de la matière, porteur de la même charge électrique mais de signe opposé. Cet électron positif a été, par la suite, effectivement découvert dans le rayonnement cosmique et apparaît aussi dans la radioactivité artificielle. Puisqu'il n'existe pas dans la matière, d'où vient-il ? Il est créé à partir d'énergie pure, par exemple, à partir de l'énergie cinétique d'un corps pesant. On peut accélérer des électrons négatifs et donc leur donner de l'énergie cinétique. Ceux-ci peuvent en perdre une partie en traversant la matière et émettre un photon de grande énergie (rayons γ). Le photon étant la particule associée au champ électromagnétique, celui-ci peut se matérialiser en créant un électron positif et un électron négatif. Cet électron négatif est rigoureusement identique à ceux des atomes et, après s'être ralenti par divers processus de freinage, cet électron viendra prendre une place vide dans un atome. L'électron positif créé avec le négatif possède toutes les propriétés annoncées

par Dirac. Sa masse est la même que celle du négatif, sa charge électrique a la même valeur absolue ; en un mot, il a exactement les mêmes propriétés que le négatif au signe près. Quand cet électron positif aura perdu son énergie cinétique par freinage comme le négatif, il finira par se trouver très près d'un électron négatif. C'est alors qu'aura lieu le processus d'annihilation ; les électrons positif et négatif s'annihileront en émettant sous forme de photons l'énergie corespondant à leur masse. Remarquons qu'il y a dispariton complète d'un électron négatif de la matière. Les photons émis seront absorbés par la matière environnante et c'est finalement sous forme de chaleur que se retrouvera l'énergie de masse des deux électrons.

En résumé, les équations de Dirac à la fois relativiste et quantique décrivent exactement les propriétés des électrons négatifs de la matière. Leur nature implique la possibilité de créer des électrons en paire (positif et négatif) par matérialisation de photons, ainsi que le processus inverse, c'est-à-dire de annihilation des électrons négatif et positif avec émission de photons. C'est cette réaction qui a fait donner le nom d'antiélectron à l'électron positif. Toutes ces conséquences des équations de Dirac ont été pleinement confirmées par l'expérience depuis une vingtaine d'années.

Une autre conséquence des équations de Dirac est que les propriétés des nucléons (proton et neutron) doivent être décrites par les mêmes équations. Le proton positif de la matière joue le rôle de l'électron négatif, le champ nucléaire remplace le champ électromagnétique, et la particule correspondante, appelée méson π, a le même rôle que le photon. Ceci veut dire que, si on fait ces correspondances, on doit s'attendre aux mêmes conséquences que pour les électrons. Ces prédictions ont été formulées dès 1930, et comme la théorie s'appliquait si bien à l'électron, les physiciens attendaient depuis cette

époque la confirmation expérimentale de ces prédictions théoriques. C'est d'abord l'existence de l'antiproton ou proton négatif. Ensuite, la possibilité de matérialisation d'un méson π en une paire de protons positif et négatif. Enfin, l'annihilation des protons positifs avec les protons négatifs.

Pour vérifier ces conséquences, il fallait donc commencer par produire des protons négatifs. On a vu qu'ils devaient apparaître dans la matérialisation des mésons π. On sait, depuis des années, fabriquer des mésons π. Ils sont créés par exemple dans les chocs des nucléons rapides présents dans les rayons cosmiques contre les noyaux de l'atmosphère. On sait aussi les produire par le même processus en utilisant les puissants cyclotrons qui accélèrent des protons jusqu'aux énergies suffisantes. Pour qu'un méson π se matérialise en deux protons (positif et négatif), il faut que son énergie totale (c'est-à-dire énergie cinétique plus énergie de masse) soit supérieure à l'énergie de masse de la paire de protons à créer. D'autre part, le méson π doit lui-même être créé par choc d'un proton incident sur un proton d'un noyau ; un calcul simple conduit à un minimum d'énergie pour le proton de l'ordre de 5 milliards d'électrons volts. C'est l'énergie qu'aurait un proton, partant du repos d'un potentiel o lorsqu'il arrive dans un potentiel électrique de 5 milliards de volts. Tout lecteur a entendu parler des lignes haute tension ; elles n'atteignent que des centaines de milliers de volts, ou des générateurs Van de Graf qui ne fournissent que quelques millions de volts. On est loin du seuil nécessaire de 5 milliards de volts. Ces énergies peuvent être atteintes grâce aux puissants synchrocyclotrons. Il n'existe à ce jour qu'un seul appareil permettant de dépasser ce seuil, celui de l'Université de Californie à Berkeley aux États-Unis. Il s'appelle le « Bevatron » car l'énergie maximum fournie aux protons est de 6.3 Bev (billions d'électrons volts). Suffit-il d'avoir à sa disposition des protons de 6 mil-

liards d'électrons volts pour produire des protons négatifs ? La réponse théorique est oui. Suffit-il de les produire pour les observer et les détecter simplement ? Certainement pas, et il a fallu plusieurs mois de travail acharné de toutes les équipes de physiciens de Berkeley avant d'annoncer l'observation des protons négatifs. La principale difficulté vient de ce que l'énergie disponible est à peine supérieure à l'énergie minimum (6.3 Bev pour 5 Bev minimum). La conséquence, paradoxale à première vue, est que ces protons ne peuvent être créés qu'avec une grande vitesse, ce qui rend difficile leur identification. De plus les protons créés sont rares.

Nous ne pouvons décrire en détail le dispositif expérimental. Disons seulement que, pour un proton négatif sortant de l'appareil avec l'énergie voulue, 50.000 mésons π l'accompagnent dans les mêmes conditions. Le faisceau de particules est analysé magnétiquement une première fois, puis focalisé deux fois de suite ; il est ensuite analysé une deuxième fois et enfin les protons négatifs sont détectés par un système sélectionneur de vitesse au moyen de compteurs à scintillation et « Cerenkof ». Leur vitesse est mesurée par leur temps de vol. Indiquons que ce temps de vol est mesuré avec une précision d'un milliardième de seconde, ce qui donne une idée de la finesse et des difficultés de la détection. L'ensemble du travail ; la construction et la mise au point du Bevatron, le principe de la détection, la construction et la mise au point des appareils de détection, est le résultat d'un travail d'équipe de plusieurs dizaines de techniciens de très grande classe, travaillant en parfaite harmonie, avec certes des moyens puissants, mais aussi une compétence et un esprit d'équipe exemplaire. Le travail de détection a été dirigé par le professeur Segré, d'origine italienne, ancien élève et collaborateur de Fermi.

Cette première expérience a montré de façon indiscutable l'existence d'une particule négative de masse égale

à celle du proton. Il restait à démontrer que ce proton négatif avait bien les propriétés d'annihilation avec le proton positif prédites par la théorie de Dirac. C'est encore un Italien, le professeur Amaldi de Rome qui, avec son équipe, au moyen de plaques phographiques exposées au Bevatron de Berkeley a mis en évidence le processus d'annihilation avec émission de mésons π et disparition d'un nucléon de la matière. En fait quelques résultats isolés avaient bien montré la présence probable des protons négatifs dans le rayonnement cosmique, mais ces cas isolés (deux ou trois au maximum) étaient trop rares et trop peu précis pour entraîner la conviction.

Analysons pour terminer les conséquences de cette découverte et ce qu'elle implique.

C'est d'abord une magnifique confirmation des idées modernes de la physique, et en particulier des théories de Dirac et d'Einstein.

Il y a ensuite le fait fondamental suivant, à savoir la création d'un proton positif en même temps que d'un proton négatif. Ce proton positif est rigoureusement identique aux protons naturels, c'est-à-dire aux noyaux d'hydrogène. Ces protons positifs créés vont capturer un électron négatif dans la matière où ils se seront arrêtés et on aura donc créé de nouveaux atomes d'hydrogène. D'un point de vue plus général, la découverte de Berkeley a montré la possibilité pour l'homme de créer complètement la matière telle que nous la connaissons à partir de l'énergie pure, de chaleur par exemple. Cette création obéit à la relation d'Einstein : $W = mc^2$ liant la masse à l'énergie.

Parallèlement à cette création, en fin de parcours du proton négatif, il y a disparition d'un potron de la matière « au contact » du proton négatif. C'est le processus d'annihilation de la matière. Le proton de la matière a complètement disparu, son énergie est partie sous

la forme de mésons émis qui, à leur tour, se sont désintégrés en photons par exemple; l'énergie se retrouve finalement en chaleur dans la matière environnante. Nous savons donc maintenant que la matière de l'univers n'est pas stable et peut, dans certaines conditions, complètement disparaître et être convertie en chaleur. Nous savions déjà par la physique nucléaire que les divers éléments pouvaient se transformer en de nouveaux éléments, parfois avec diminution de masse et libération d'énergie, mais chaque nucléon était stable; il s'agissait seulement dans ce type de réaction, d'un réarrangement des nucléons dans les noyaux. L'expérience de Berkeley a montré qu'ils peuvent entièrement disparaître et se transformer en énergie.

La dernière conséquence concerne le proton négatif sous son aspect d'antiproton. Nous avons dit que le proton négatif a exactement les propriétés du proton positif au signe près de la charge électrique. Il s'annihile « au contact » d'un proton positif, mais si on le maintient dans le vide ou au voisinage d'autres protons négatifs, il est entièrement stable et peut subsister indéfiniment comme le proton positif de la matière. Comme on sait créer des électrons, positifs, ceux-ci peuvent se lier aux protons négatifs et former des antiatomes d'hydrogène semblables aux atomes d'hydrogène, mais avec les signes opposés pour les électrons et les protons. Sans entre dans le détail, disons simplement que l'on peut aussi créer des antineutrons qui jouent vis-à-vis du neutron le rôle du proton négatif vis-à-vis du proton positif. Donc d'un point de vue plus général, on peut concevoir et théoriquement fabriquer une antimatière. Les réactions entre eux des divers corps de cette antimatière seraient tout à fait identiques à celles de la matière de notre univers. On peut même concevoir, bien qu'il n'y ait aucune raison d'en supposer l'existence, un univers où toute la matière serait de l'antimatière, c'est-à-dire formée d'électrons positifs et d'antinucléons (protons

négatifs et antineutrons). Il apparaît donc une prodigieuse symétrie dans la matière. Nous vivons dans un univers où les protons sont positifs et les électrons négatifs. Un autre univers où les protons seraient négatifs et les électrons positifs serait tout aussi stable et ses propriétés seraient identiques.

Ajoutons une dernière conséquence. Chaque fois qu'un proton positif est créé, un proton négatif doit l'être. Le résultat est le même pour les électrons. C'est également vrai en ce qui concerne le processus inverse qui est l'annihilation de ces particules. On peut donc généraliser et dire que chaque fois que l'on crée ou annihile de la matière, on doit aussi créer ou annihiler de l'antimatière. La matière de l'univers ne pourrait donc se transformer dans sa totalité en énergie pure que s'il y a présent dans l'univers la même quantité d'antimatière, ce que rien ne permet de supposer. Il n'y a même aucune raison de penser qu'il existe de l'antimatière dans notre univers à l'exception des quelques protons négatifs et antineutrons créés dans les réactions du rayonnement cosmique.

Nous voyons donc combien cette découverte récente confirme et précise la vision de l'univers du physicien moderne et sa compréhension de la matière. D'autre part, le mois d'octobre 1955 aura été la date où l'homme a créé entièrement de la matière à partir d'énergie pure. Cette énergie utilisée à Berkeley, sous forme électrique, provenait en fait de l'énergie cinétique des chutes d'eau de la Sierra Nevada, donc du rayonnement solaire. Il y a bien eu un cycle complet : création de matière à partir de chaleur et annihilation de matière en énergie avec un retour à la forme chaleur.

Ajoutons enfin, parce qu'il est toujours utile de le dire, que, contrairement à certains articles de la grande presse, cette découverte ne peut avoir aucune conséquence angoissante, du genre superbombe. Certes l'an-

nihilation d'une grande quantité d'antimatière fournirait une bombe encore beaucoup plus collossale que la bombe H, mais il est bien évident qu'on ne peut recueillir l'antimatière et la conserver puisqu'elle s'annihile immédiatement au contact de la matière.

A. Lagarrigue,
Docteur ès sciences,
Laboratoire de Physique
de l'École Polytechnique.

RÉFORME DE L'ÉCRITURE CHINOISE *

DANS la République Populaire Chinoise, de grands travaux ont été entrepris pour simplifier l'écriture hiéroglyphique.

Depuis des temps immémoriaux, les Chinois se servent d'hiéroglyphes, de pictogrammes stylisés, pour écrire leur langue. Cette écriture est parfaitement adaptée au chinois : cette langue monosyllabique, aux trop nombreux homonymes, est difficilement intelligible sans l'aide des « caractères » — c'est ainsi qu'on désigne ces pictogrammes. Ainsi un Chinois cultivé, discutant de sujets difficiles, a bien souvent recours à l'écriture pour indiquer le sens de tel mot de son discours lorsque l'oreille seule de l'interlocuteur se trouve dans l'incapacité de le déceler. Il va sans dire que la conversation chinoise ayant trait à des sujets d'ordre quotidien est aussi aisée que la conversation française, à condition toutefois que les interlocuteurs chinois appartiennent à la même région et utilisent le même dialecte. Dans cette langue subtile, en effet, une légère altération de la prononciation suffit pour rendre toute proposition inintelligible. Or, il y a en Chine un nombre incalculable de dialectes.

L'écriture chinoise traduit les notions par des symboles ; sa lecture est donc indépendante de la prononciation. Aussi est-elle de tout temps pour la Chine un facteur important d'unité puisqu'elle permet au dernier fonctionnaire d'une province reculée de comprendre les ordonnances de son gouvernement, ce qui lui aurait été

* La majeure partie des renseignements fournis dans le présent article sont tirés du quotidien soviétique *Bietchiernaia Moskva* du 28 décembre 1955, qui lui-même utilise les informations de la *Tass.*, Pékin, 28 décembre 1955.

impossible si ces mêmes ordonnances lui avaient été communiquées oralement par un fonctionnaire de la capitale.

Aussi bien cette écriture hiéroglyphique, qui, à travers des milliers de kilomètres, rattache à la métropole toutes les régions de la Chine, relie la Chine moderne à son passé à travers des milliers d'années.

L'écriture chinoise s'est également implantée dans des pays indépendants dont la langue n'a parfois en elle-même rien de commun avec celle pour laquelle cette écriture a été conçue : le Japon, la Corée, le Vietnam. Elle a ainsi largement favorisé la civilisation d'Extrême-Orient, telle qu'elle nous apparaît jusqu'à ce jour.

Mais cette écriture aux si nombreux avantages présente un inconvénient majeur : l'extrême multiplicité de ses caractères qui se chiffrent à environ vingt-six mille. La plus grosse majorité de ces caractères, qui ne sont souvent que des graphies différentes du même mot, ne s'emploie guère que dans la langue littéraire strictement monosyllabique. La langue parlée, pour être intelligible, préfère la périphrase, le mot composé. Pratiquement donc polysyllabique, elle doit se passer de termes trop concis et a ainsi un vocabulaire plus restreint.

La langue littéraire accessible à la seule caste des lettrés fut abolie au début du siècle par Soun Yat-sen, si bien qu'actuellement la langue parlée est la seule langue officielle. Dans le désir d'être lu par un public toujours croissant, la presse périodique chinoise, par l'emploi méthodique de mots composés, utilise depuis 1952 un nombre de caractères limité à 2.500 environ, alors qu'avant cette date, elle en employait un nombre sensiblement plus grand. Mais la réduction du nombre des caractères et leur emploi dans les graphies les plus simples n'est que le prélude de la réforme véritable et radicale de l'écriture chinoise : l'introduction de l'alphabet latin.

Cette réforme sera réalisée en deux étapes. La pre-

mière étape se divise en deux phases : 1° le comité qui s'occupe de la réforme de l'écriture chinoise a publié, au début de l'année 1955, un projet d'écriture ne comportant que 798 caractères. Ce projet sera réalisé dans un proche avenir. 2° Au cours de la dernière conférence consacrée à l'écriture, en octobre dernier, des mesures ont été examinées pour simplifier encore davantage l'écriture et réduire le nombre des caractères officiellement employés à 512. Étant donné qu'il est impossible de construire une langue avec 512 notions, il semble que le projet prévoit l'emploi d'un nombre déterminé de caractères vidés de leur sens propre et ne gardant que leur prononciation : ces 512 caractères constitueraient alors une écriture phonétique, syllabique. Deuxième étape : on transcrira en caractères latins les phonèmes des syllabes rendues par les 512 caractères chinois.

La réalisation d'une telle réforme exige beaucoup de temps. Avant tout, il importe que la langue chinoise soit unifiée. Le Ministère de l'Instruction Publique de la Chine Populaire a réuni un conseil chargé de s'occuper des problèmes que pose la diffusion dans toute la Chine du dialecte de Pékin en tant que langue parlée unique et généralisée. La *société* chinoise se réjouit, dit-on, de cette simplification de l'écriture et participe activement à la propagation et à l'étude du dialecte pékinois.

La romanisation de l'écriture chinoise n'est donc pas imminente. Les Japonais, qui pourtant possèdent une langue naturellement polysyllabique et une écriture phonétique indigène, essayent, depuis soixante-dix ans, de se libérer des caractères chinois. Dans le Vietnam, petit pays possédant peu de dialectes comparativement à la Chine, l'écriture latine, adaptée au XVIIe siècle par le P. de Rhode, S. J., fut employée durant près de trois cents ans dans le peuple catholique avant de s'imposer officiellement sous l'influence française. Et cependant, des livres vietnamiens paraissent toujours écrits en caractères chinois.

Ainsi, même en tenant compte de l'appui efficace d'un gouvernement central puissant et des méthodes de diffusion et de propagande modernes, on peut considérer comme certain que deux générations devront passer avant que la presse périodique puisse, dans toute la Chine, adopter la romanisation.

A l'heure actuelle, aucune personne avisée ne se hasarderait à formuler des prévisions sur les répercussions que pourrait avoir la réforme de l'écriture chinoise.

FRÉDÉRIC ALEXANDRE.

ARTS

Visages d'une époque

Le goût du public est volontiers tourné vers le passé : histoires de l'histoire, vastes tableaux des mœurs d'un siècle ancien l'enchantent et sans doute aujourd'hui lui sont une occasion, un moyen d'évasion d'un contexte historique dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a rien de particulièrement réjouissant. La matière première de ces évocations est constituée par les récits des chroniqueurs, les écrits des contemporains prenant sur le vif les scènes essentielles et l'atmosphère de leur temps. Lorsqu'il s'agit d'années particulièrement riches et encore proches, dont nous connaissons les acteurs, directement s'ils sont âgés, ou par un intermédiaire s'ils sont disparus depuis peu, les souvenirs personnels d'un de leurs protagonistes rapprochent de nous l'histoire et, mêlant le vécu au familier ouï-dire, nous tissent dans la trame même de la continuité.

Qui oserait soutenir que notre début de siècle est pauvre en événements importants ou en hommes dont la valeur influença la ou les générations suivantes? Surtout dans le champ de l'art et de la littérature. André Warnod a parti-

cipé à la vie profonde du premier demi-siècle tant avec les arts qu'avec les lettres; il nous offre cette joie de nous plonger dans le passé tout en nous donnant l'illusion de l'avoir en partie vécu, car il évoque ceux qui nous ont, hélas, quitté comme ceux que nous côtoyons encore[1]. D'une plume simple et alerte il raconte mille choses, crayonne des portraits (au propre également, car ce chroniqueur ému, tendre, caustique aussi parfois, issu des Beaux-Arts, a toujours été un dessinateur de qualité), décrit des scènes, recrée une atmosphère avec un talent bonhomme qui est de la vie même. On doit souligner qu'en 1909 il donnait à *Comœdia* chaque jour les « Petites nouvelles des lettres et des arts »; premier des courriéristes littéraires réguliers, premier des courriéristes artistiques, professions qui par la suite connurent un grand succès et de nombreux adeptes, il put analyser par le dedans les faits, connaître intimement les hommes.

Cette époque que nous n'avons pas connue, ou très peu, nous la voyons peut-être avec les yeux de la nostalgie et du rêve; peut-être au fond la nôtre est-elle aussi belle, et semblera-t-elle ainsi à nos enfants? Nous en doutons cependant, pour deux raisons surtout. La première tient à une simple constatation : le nombre et l'importance des bouleversements spirituels — lettres et arts — sont tels alors que les premières générations suivantes auront assez de mal à les simplement digérer sans trouver les ressources pour les multiplier ou y surenchérir; la seconde repose sur la profonde différence entre les deux guerres mondiales, leur nature et leurs effets.

Warnod avait d'abord envisagé une carrière d'artiste; par là il avait fréquenté les jeunes dont les destinées divergentes devaient tracer fulgurantes les trajectoires des « Écoles » modernes : les hôtes du fameux bateau-lavoir, rue Ravignan, les premiers fauves ou cubistes, et tant d'autres qui n'ont laissé ou ne laisseront que peu de trace dans les encyclopédies, mais ont nourri de leur existence la chair du siècle. Il continua de les rencontrer, et même durant la guerre beaucoup se retrouvèrent sous l'uniforme; les mille facettes de leur comportement dans des circonstances aussi diverses y préparent l'histoire.

1. André Warnod, *Fils de Montmartre, Souvenirs,* Librairie Arthème Fayard.

Entre 1914 et 1918 il y eut une continuité d'hommes et de recherches; la mentalité générale aussi changea peu. 1914 terminait une longue période sans guerre et de prospérité économique; 1918 éclatait dans l'euphorie de la victoire. Quelques artistes, et des plus grands, n'étaient, hélas, pas revenus; mais la vie continuait, le cubisme devait encore (avec certes une inflexion) avoir de beaux jours, Léger avait eu la révélation de la culasse de 75; dada était né : les fauves étaient digérés et chacun d'eux allait définir une voie personnelle très différente. Tandis qu'en 1945 les suites de l'occupation, les tragiques difficultés d'une victoire si chèrement acquise, ne retrouvaient qu'accrues les angoisses d'un avant-guerre troublé. On peut simplifier : 1914-1918, continuité; 1940-1945, rupture. C'est pourquoi trente ans de souvenirs au début du siècle forment un tout homogène, et ceux d'André Warnod constituent, outre une œuvre littéraire, un document humain et social de premier ordre.

La lecture de ce livre nous rappelle une constatation d'importance : à savoir que l'art et la littérature alors firent bon ménage; les jeunes mouvements entrèrent d'abord dans l'histoire par l'appui d'écrivains de valeur et de renom qui étaient aussi de vrais critiques d'art, tandis qu'aujourd'hui l' « homme de lettres » qui traite de l'art se caractérise (en général) par l'incompréhension ou le snobisme — et d'autre part ne pouvant guère constituer un métier la critique d'art n'est pas un métier d'écrivain. Auparavant déjà un Zola avait pris parti pour les vraies valeurs artistiques, les ayant reconnues; des poètes comme Apollinaire, André Salmon eurent une influence prépondérante dans la défense et la diffusion des nouvelles théories. Sans doute la vie plus facile alors laisserait-elle à chacun plus de temps pour s'échapper d'une spécialité et voguer dans l'universel ?

Chaque époque croit posséder ses problèmes particuliers, mais en fait ce sont souvent les mêmes; un peu de curiosité, un peu de réflexion permettent de le reconnaître en lisant des livres comme celui-ci. Voilà pourquoi, agréable, amusant, « Fils de Montmartre » mérite qu'on s'y arrête comme à une source fraîche qui aurait des propriétés mystérieures et un pouvoir magique.

ROBERT VRINAT.

ROMANS ET ESSAIS

VISAGE NUAGE, poèmes, par PIERRE EMMANUEL (Le Seuil).

Depuis la guerre, nous connaissons cette voix, cet appel de l'âme écouté d'abord au milieu des ténèbres de l'occupation. Pour ceux qui, entre 1940 et 1944, s'acharnaient à préserver la spontanéité du cri parce qu'à tous, dans le même temps, le bâillon était imposé et le choix entre mourir et bénir ses chaînes, Pierre Emmanuel demeure un symbole. *Jours de colère* date des heures noires : l'étendard sanglant de la *Marseillaise* flottait, pour quelques-uns qui savaient voir, dans la zone sud et sous le vent qui balayait un village du canton de Valence, dans la Drôme : Dieulefit, au nom de croisade et d'enthousiasme, où le poète fourbissait ses armes. Armes spirituelles sans doute, pour une croisade qui était celle de la liberté, au cours de laquelle le sang coula cependant, et pour laquelle ceux qui ne maniaient pas la balle ou le couteau n'en affrontaient pas moins l'ennemi, la poitrine découverte et les mains nues — mais les lèvres désentravées. D'autres titres d'Emmanuel sonnent la même chevauchée : *Combats avec tes défenseurs, La liberté guide nos pas*; puis, la paix revenue : *Tristesse, ô ma patrie,* accablement du cœur face au sang frais de la Résistance, quand la bataille terminée, et la victoire, privent le combattant des raisons d'agir et d'un peu s'oublier.

Depuis, à travers des essais, des poèmes encore et un roman, Pierre Emmanuel développa naturellement la cadence de sa pensée. Le dernier ouvrage de poésie qu'il nous donne se rapproche du chant abstrait, du dessin sans couleur au trait léger et continu. Du sang humecte parfois tel ou tel verset. La mort murmure à travers plusieurs strophes un *Dies irae* où se retrouve l'élan rageur ou dolent des poèmes de l'Occupation :

L'âme soufflée par le cuivre
De l'ange suscitateur.
Au travers du temps délivre
Un nom régénérateur.

Les ombres sont linéaires. Tout l'espace clair est livré à la pensée interrogatrice. La forme se modèle sur le raccourci ou le point d'orgue de la méditation. Il arrive que le souffle, élargi, emportant des cargaisons d'images, rappelle plus directement le poète grondant et ample de *Jours de colère :*

> La liberté ne nourrit pas elle est famine
> Elle est le dénuement sublime du désir.

Ou encore, apaisé dans l'élan même de la révolte :

> Telle la nuit et la rumeur méditative
> Des villes et l'esprit trop frêle pour sa joie
> Quand pointe la première étoile la louange
> Tremble de se briser dans les mots...

SIX, NEUF, DOUZE, roman, par ANDRÉ WURMSER (Éditeurs français réunis).

On a beaucoup parlé, au temps des couronnes, du roman de Roger Vaillant : *325.000 francs,* et de celui de Claude Roy : *A tort ou à raison*[1]. Deux romans « communistes », dont on a tantôt loué l'indépendance et tantôt stigmatisé l'inféodation : c'est dire l'objectivité de la critique; mais un critique doit-il être objectif ? Le peut-il seulement ? Si nous prenons le dernier tome du roman-fleuve d'André Wurmser : *Six, neuf, douze,* dirons-nous que l'optique du romancier, pour être celle d'un homme qui a pris parti, est sans valeur littéraire ? Ce serait poser, en contrepartie, la nécessité d'une littérature gratuite — non seulement détachée de la politique, mais de toute participation humaine. A bien y regarder, il n'y a pas plus de littérature gratuite que de littérature de propagande : les romanciers ou les poètes que l'on appelle militants sont aussi éloignés de se vouloir dans leurs écrits

1. Les éditeurs de ces deux ouvrages (Gallimard pour Claude Roy, Corrêa pour Roger Vaillant), ayant omis de nous les adresser, il faut nous en tenir à ce rappel.

des apologistes que des reclus; dès là que l'écrivain accepte une commande, son œuvre n'est-elle pas prématurément détachée de lui ? Il n'en va pas de même si c'est à son exigence personnelle fût-elle d'ordre social ou politique — qu'il se soumet loyalement.

En ce sens, on peut lire avec profit le roman d'André Wurmser. Nous y voyons un marchand de maroquinerie, Julien Dubroc, qui est en même temps un poète, dont l'existence s'est lentement édifiée sur l'amour de lui-même et la joie de faire des livres. Cela n'égale pas tout à fait un homme. Heureusement, Dubroc est assez curieux pour se mêler de-ci de-là aux autres. Un beau jour, le 6 février 1934, sa conscience reçoit des événements une lumière vainement recherchée jusqu'alors. Le 6 février, puis le 9, le 12 enfin, trois journées que l'Histoire a inscrites dans les mémoires françaises, trois journées où Dubroc se réveille, se découvre, se compromet.

L'auteur fixe, par le menu, les gestes, les cris, les mouvements de ses héros. Journaliste, il a la jambe alerte, l'œil rapide et la chance d'être partout où il y a quelque chose à enregistrer. Sa mémoire est longue. Il se souvient de la phrase par laquelle Léon Daudet, dans *L'Action française,* désignait les réfugiés allemands antihitlériens comme « la lie de l'Allemagne confondue avec la lie d'Israël ». Quand le lyrisme s'empare de sa plume, la mesure éclate, le ton n'est pas toujours juste, mais l'émotion vraie a vite le dessus : « Porté par la foule, je fais mes premiers pas. Mes coudes touchent les coudes et mon semblable, s'il me heurte, tourne les yeux vers moi et me sourit. » On a deviné la confidence de Julien Dubroc — Julien Dubroc dont la « préhistoire » s'achève là, au milieu du cours de Vincennes, le 12 février 1934 où se promènent des pancartes à bout de poings, où les cris : « La liberté ou la mort » et « Unité ! » montent du cortège des socialistes et des communistes mélangés...

On pense à Vallès... Cela ne prétend pas être de la grande littérature ni plaire à toutes les narines : cela a une odeur de sueur et de sang. Très peu pour Marie-Chantal. Le lecteur féru de parallèles trouvera, par contre, à exercer son imagination en comparant l'actualité politique aux souvenirs romancés d'André Wurmser.

SAINTEJOIE, roman, par LOUIS CASAMAYOR (Le Seuil).

Voici un livre avec lequel il faut compter : l'auteur est l'un des rares romanciers qui, du premier coup, a trouvé le ton juste.

Quatre personnages. Léon Cadet, mécanicien metteur au point de motos de course; Joseph Saintejoie, un clochard; Abel Grave, un condamné à mort, mais en fuite; Paul Hubert, le policier ambitieux. L'action se déroule dans un passage sordide : le passage de la Toupie, où se trouve l'atelier de Cadet. C'est dimanche. Cadet met la dernière main à un engin qui va « courir » dans quelques heures. Saintejoie l'assiste, attentif, reconnaissant : son patron l'a tiré de la misère, logé, nourri. Un coureur emmène Cadet.

Saintejoie hésite à les suivre et décide de rester. Plus tard, dans un hôtel où il a rejoint une prostituée, la police intervient à la demande du patron : un client accuse les filles de lui avoir volé un portefeuille contenant soixante-dix mille francs. Sur un lit, dormant, Saintejoie se fait poisser. Au commissariat, interrogatoire. C'est Paul Hubert qui pose les questions. « J'ai besoin d'hommes tels que vous », dit l'officier de police. « Je ne suis pas bon à grand-chose », répond le clochard. Mais c'est la première fois qu'un policier lui dit : « vous ». Il accepte...

Passage de la Toupie à nouveau. Saintejoie rencontre un homme qui cherche Cadet. Cet homme, Saintejoie apprendra le soir, en apercevant sa photo sur un journal, qu'il est le condamné à mort évadé de la veille. « Un million à qui permettra l'arrestation d'Abel Grave. » Quand on a une compagne à l'hôpital (c'est le cas du clochard), un million représente bien des choses. Saintejoie téléphone à Hubert. Hubert est de ceux qui travaillent le dimanche : avec un autre policier et une mitraillette, il emmène le clochard passage de la Toupie. Grave s'est caché dans l'atelier de Cadet. Découvert, le condamné à mort tire. La mitraillette l'abat. Dans l'atelier, il y a aussi le cadavre de Saintejoie atteint par les balles du revolver de Grave. Cadet recouvre d'une bâche le corps du clochard. « L'étoffe était raide [...] Elle semblait abriter encore quelque mécanique démontée. »

Lourd de cette poésie qui colle à la réalité, le livre de Louis Casamayor est plus qu'un roman policier : avec un style tout plein de la palpitation des êtres et des choses, c'est une œuvre aux dimensions réellement humaines, un drame qui court au dénouement selon les lois du grand art.

LÉON BLUM, OU LA POLITIQUE DU JUSTE, essai par COLETTE AUDRY (Julliard).

Comment un homme dont la fidélité au mouvement ouvrier, la bonne volonté et la volonté tout court, l'indifférence à l'égard du pouvoir, le courage physique en des temps où il était rare, l'intelligence la plus aiguë des problèmes politiques ne font de doute pour aucun observateur impartial, comment un tel homme n'a-t-il point obtenu la seule récompense digne de ses dons : mener à la victoire définitive ceux qui lui avaient donné leur confiance ? Comment Léon Blum n'a-t-il pas vaincu (ou pourquoi n'a-t-il pas péri) en un combat non douteux ? C'est à cette question que répond le remarquable essai de Colette Audry paru dans la collection « Les Temps Modernes ».

Le Front Populaire a échoué dans ses buts. On peut dire qu'il a échoué sans même combattre. Les masses qui l'ont rendu possible n'ont pas trouvé de chef capable de leur donner un objectif précis et vraiment révolutionnaire. Or, ce chef aurait pu être Léon Blum — et il s'en est fallu de peu qu'il ne le soit effectivement. Étudier les raisons pour lesquelles il ne l'a pas été, c'est se pencher sur le problème de la révolution et sur la psychologie de « l'homme de gauche ». L'individu doit ici être pris sous l'aspect social, le portrait transcendé : plus que ses traits particuliers, ce sont les reflets sur lui de son peuple et de son parti qui comptent le plus... Certes, il n'est pas inutile de peindre ce bourgeois distingué, ce critique bien élevé, cet essayiste élégant (élégant jusque dans *Le Mariage*) qu'était Léon Blum. Il est juste d'ajouter que ses dons littéraires furent ceux d'un amateur : dans son œuvre de critique, il n'y a pas d'engagement réel, il manque la nécessité. Encore plus significatif, sans doute, est l'esprit de messianisme dont fit preuve Léon Blum dans son attitude (celle aussi de son parti) vis-à-vis

du communisme, et dans cette phrase d'un discours prononcé pour le centenaire de la Révolution de 1848 : « ... Le miracle n'a pas été accompli. Mais il a été annoncé. L'immense espérance n'est pas éteinte. »

Ceci noté, quelle était la pensée réelle de cet homme à l'égard du pouvoir ? Il a dit (1927) : « Nous ne pensons pas qu'on puisse passer du régime actuel de la propriété au régime nouveau par une série de transitions... Nous croyons que nous nous trouverons un jour devant une large solution de continuité, et nous sommes résolus, nous, à sauter le fossé. » Qu'on ne s'y trompe pas : s'il est question de révolution ici, ce n'est point comme pourrait l'entendre un authentique révolutionnaire. Blum se défend d'envisager le coup d'État. Plutôt que de « sauter » le fossé, au fond, il est partisan de le « combler », en agissant à l'intérieur des institutions « avec une énergie, une résolution et une décision qui ne tiendraient pas compte des obstacles devant lesquels s'arrêtent souvent les autres gouvernements ».

Si les masses s'emparent du pouvoir et qu'elles le confient à un chef socialiste, alors on pourra refuser que la classe ouvrière soit limitée par aucune espèce de légalité. D'ici là, un chef socialiste ne peut rien violenter s'il est élu à la tête du pays : la légalité est la légalité. Blum n'en sortira point. Il n'en est point sorti. En 1936, il n'aura de cesse qu'il n'ait rassuré la bourgeoisie. « Nous ne chercherons ni directement ni insidieusement à appliquer au pouvoir le programme socialiste. » Cela fut dit le 31 décembre 1936 dans l'allocution du Jour de l'An à la radio. Une injure dont il ne s'accommodera jamais, c'est qu'on écrive de lui qu'il complote contre la patrie. Et, de fait, l'idée ne lui est jamais venue qu'il puisse faire quoi que ce soit hors le cadre des institutions. Quand le succès aux élections de 1936 fut tel que ses amis l'eussent voulu voir succéder au président Sarraut avant le délai légal de quatre semaines, il s'opposa vivement à ce désir. « Il n'aurait pu supporter, écrit Colette Audry, l'idée de cette tache sur sa robe prétexte toute neuve. En fait, la vertu républicaine se trouvait coïncider ici avec l'habileté politique. » Le nouveau gouvernement n'était pas encore en place que les possédants étaient résignés à voir une république sociale supplanter leur république bourgeoise. Moment assurément unique dans l'histoire des cinquante dernières années. Tout

était possible. Rien ne le sera plus quand l'enthousiasme des masses aura tiédi.

Ce fut ensuite la guerre d'Espagne. « Blum tenait entre ses mains le sort des deux prolétariats; il lui suffisait de laisser exécuter les clauses d'un traité de commerce passé par ses prédécesseurs et de profiter d'une frontière commune pour sauver l'un et renforcer l'autre. » Certes, ce n'aurait pas été tout à fait sans risque. « Quelques troubles, dit Colette Audry, et une brutale réplique ouvrière. » N'était-ce pas trop pour Léon Blum ? L'erreur, cependant, serait grande de croire à un manque de courage, à une espèce d'infidélité. Il fallait un plus grand courage pour livrer le peuple espagnol à Franco que pour le défendre. Et quelle farouche fidélité ne fallut-il pas à soi-même pour renoncer à l'idée seule d'une violence par où aurait pu venir le salut du socialisme ! Plus tard, Léon Blum écrira, de ce genre de refus : « Je ne rougis pas de cette espèce d'erreurs, car elles sont nobles. » Dix-neuf ans ont passé... Dans la balance de l'histoire, d'un côté l'Espagne actuelle, de l'autre « une bonne conscience victime de sa noblesse ».

Justifiant le titre de l'essai, Colette Audry montre comment la politique du Juste peut n'être pas toujours une juste politique; comment la tentation à laquelle céda le chef du Front Populaire est la même que celle dont sont déchirés tous les intellectuels de gauche — enclins à chercher dans l'action une justification de ce qu'ils ont dès l'origine décidé d'être. Vouloir « gagner sa vie », c'est risquer de perdre en politique celle de plusieurs autres. Car lorsqu'on a résolu d'être un Juste, et d'être tenu comme tel par le tribunal de la conscience universelle, un moment vient « où, par crainte d'être traité d'escroc, de fusilleur ou de tyran (...) on choisit de changer plutôt ses désirs que l'ordre du monde, oubliant que l'on était parti pour changer ce monde ».

MAURICE CHAVARDÈS.

AU SERVICE DES COLONISÉS, par DANIEL GUÉRIN (éditions de Minuit).

A vrai dire, il ne s'agit pas d'une histoire en bonne et due forme, écrite « à l'historien ». Daniel Guérin, dont on connaît

surtout *Fascisme et Grand Capital* et *Où va le peuple américain?* réunit dans *Au service des colonisés* (Éd. de Minuit) un grand nombre d'articles écrits depuis 1930. C'est une œuvre de journaliste, qui tient par conséquent du récit et de la prise de position immédiate, écrite au jour le jour, alors que l'événement est encore tout frais, dont l'encre (ou le sang) n'a pas eu le temps de sécher. C'est aussi une œuvre de militant. Il n'y faut pas chercher ni recul ni objectivité (au sens d'une objectivité faite de détachement et de surplomb; au sens aussi où l'on dit qu'il ne saurait exister d'action objective.) En vérité, ce livre manque totalement de calme et de détente. A chaque poussée du colonialisme il répond par un cri de dégoût ou de colère : à chaque violence de l'injustice par une révolte. Livre suraigu, agité, en bref bagarreur. Certes, on pourra en discuter non les faits mais l'interprétation des faits. Mais il faut bien souligner qu'à tant de scandales, d'horreurs et d'erreurs il était juste qu'une réponse fût faite sur l'heure et sur le ton qui convenait.

L'apport essentiel et irremplaçable de *Au service des colonisés,* c'est de nous faire reparcourir les voies tortueuses et incroyables de situation et d'événements qui expliquent les points d'arrivée actuels, que ce soit en Afrique du Nord aussi bien qu'en Indochine. N'oublions pas non plus que, la plupart du temps, Daniel Guérin parlait alors que l'anti-colonialisme était l'œuvre d'une poignée d'hommes et semblait sans avenir. Est-ce prendre trop de précautions pour présenter l'ouvrage? C'est qu'une suite ininterrompue de polémiques remontant loin dans le passé risquent de cacher leur véritable contenu aux lecteurs non prévenus.

En 1930, Daniel Guérin s'embarquait pour l'Indochine. « Une coïncidence me fit arriver à Hanoï le jour même de la mutinerie de Yen Bay. J'entendis les bombes exploser dans la ville et les glapissements des colons dont la superbe avait brusquement fait place à une trouille hystérique. « Sauve qui peut! à la citadelle! » hurlait, il m'en souvient, du balcon d'en face, un colonel en pyjama. Je recueillis à travers tout le pays les doléances des autochtones, je captai les échos affaiblis d'un mécontentement immense. Je ne vis pas que les Indochinois vendus avec lesquels mes compatriotes s'empressèrent de me ménager des entrevues, tels que le gros riziculteur cochinchinois Bui-Quang-Chieu ou le Tonkinois

Pham-Quyn. J'eus la bonne fortune, grâce à un chauffeur de taxi annamite, de parvenir, à Hué, jusqu'à la retraite du vieux leader « nationaliste » Huynh-thuc-Khang, directeur du journal la *Voix du Peuple*. Et cette rencontre me laissa un souvenir ineffaçable. J'étais un « Blanc », un « Européen, un « ennemi », et, au surplus, un inconnu. Et pourtant ce frêle vieillard m'avait reçu comme un frère. »

Par la suite, Daniel Guérin collabora au *Cri du Peuple* et au *Monde* (l'hebdomadaire d'Henri Barbusse). Il fut au « Comité d'Amnistie et de Défense des Indochinois et des peuples colonisés », aux côtés de Francis Jourdain, Malraux, Werth, Paul Rivet, Marius Moutet. Il fut l'ami de Mohammed el Ouazzani, de Messali Hadj; il milita à la Gauche Révolutionnaire du Parti Socialiste, puis au Parti socialiste ouvrier et paysan; il fut l'un de ceux qui préparèrent l'enlèvement du Gabon, où on l'avait déporté, du leader nationaliste marocain Allal El Fassi. Mais sa vie se confond avec une action et son action avec chacun des événements du colonialisme. C'est pourquoi il est impossible de résumer *Au service des colonisés*. On peut seulement en souligner la violence et la sincérité, la force et le courage. Quels que soient les désaccords sur tel ou tel point on ne peut nier l'extraordinaire importance de ce phénomène du XXe siècle : la position de certains intellectuels occidentaux dans une perpétuelle bataille livrée par les politiciens et les États contre la montée des peuples noirs ou jaunes. Qui écrira une histoire des idées de l'époque ne pourra oublier ce grand mouvement et cette grande pensée. Voltaire et Zola figurent, en gros, la première entrée de l'intellectuel dans l'ordre de l'action et le déclenchement d'une œuvre d'anticipation continue sur les politiques et les idéologies.

Tout le monde, aujourd'hui, est en passe de devenir anticolonialiste (bien que le mot recouvre plusieurs contenus). Ce n'est pas l'heure d'oublier ceux qui payèrent cher la gloire de l'être avant tout le monde.

Mais il est évident que le rôle ainsi compris des intellectuels a pour base une certaine conception de l'histoire : essentiellement un pari en faveur du mouvement contre les tenants de l'ordre établi, de la hiérarchie fixe des événements dans leur rapport avec les hommes qui en sont les causes et les effets. Et ce sont eux qui ont raison. Mais on

peut discuter certaines conséquences de la conception de l'histoire de Daniel Guérin. Très nette dans le *Fascisme et Grand Capital,* moins évidente dans *Au service des colonisés,* elle semble attribuer à la conspiration le rôle de premier moteur. Tout se passerait comme si la réunion de quelques hommes suffisait, à elle seule, à faire l'histoire. Une psychologie rigoureuse du fascisme établit l'exactitude du fait un plan de l'événement isolé de ses conséquences. Mais un recours à la mythologie des idées, aux phénomènes de communication collective compléterait ce point de vue.

GABRIEL VENAISSIN.

THÉATRE

Les Amants novices sont le type du spectacle « garanti tous risques ». M. Jean-Bernard Luc rajeunit une vieille formule : le vaudeville déguisé en comédie. C'était, en somme, celle de de Flers et Caillavet; mais les auteurs du *Roi* et de l'*Habit vert* cherchaient le déguisement dans « la comédie de mœurs », une verve satirique animait les bonshommes qu'ils offraient à la célèbre troupe des Variétés; c'était l'époque de J.-L. Forain. M. Jean-Bernard Luc évoque plutôt le souvenir des peintres mineurs du XVIIIe siècle; il n'a d'autre prétention que de divertir; il travaille sous « la catégorie de l'agréable ». Son sourire écarte « la psychologie des profondeurs » : tout l'art est ici de rester à la surface, de glisser, d'effleurer. Un irrésistible quatuor exécute l'exercice sur la scène du Théâtre Montparnasse : Mmes Alice Cocéa et Dany Robin, MM. Jean Parédès et Claude Rich.

La dramatique amitié d'Octave et de Cœlio dans *Les Caprices de Marianne* et la tragique obsession du *Cocu magnifique* sont devenus prétextes à intrigue vaudevillesque : ce qui était obscure volonté d'une âme devient ressort d'une mécanique à effets comiques : la conviction d'être trompé crée la tromperie, le trompé par persuasion est le meneur

d'un jeu qu'il ignore et qui fait surgir un trompeur malgré lui devant une infidèle au cœur fidèle. L'auteur a très habilement agencé les situations qui font les personnages. C'est très reposant.

Le théâtre qui fut celui de Gaston Baty joue donc M. Jean-Bernard Luc; l'Atelier de Dullin joue M. Marcel Aymé; l'Athénée... mais, au fait, que joue-t-on dans le théâtre où Louis Jouvet est mort ? Par contre, la Comédie-Française joue la *Jeanne d'Arc* de Péguy; Jean-Louis Barrault, *L'Oresteie*; le Théâtre National Populaire, *La Ville* de Claudel. Autrement dit : les anciens théâtres « d'essai » ont pris leur retraite et se réservent pour les placements de père de famille; ce sont les théâtres officiels ou officieux qui se lancent dans les aventures... Aussi est-on un peu gêné d'avoir à faire des réserves là où l'amour du théâtre se montre si courageux, et particulièrement content d'être content comme c'est le cas en quittant le Palais de Chaillot.

« Le seul poète dramatique français — je veux dire Claudel — dont nous puissions nous enorgueillir... », écrivait M. Jean Vilar dans *La Revue théâtrale* d'octobre 1946. Le directeur du T.N.P. a voulu prouver la force et la sincérité de son opinion en montant *La Ville*. Il est trop facile de dire : si M. Jean Vilar voulait initier un public populaire à la dramaturgie claudélienne, ce n'est pas par *La Ville*, même deuxième version, qu'il convenait de commencer. Bien sûr. Mais cette évidence ne brille qu'une fois rejetées dans l'ombre d'autres évidences plus subtiles.

1° Le T.N.P. n'a pas un public « populaire » au sens usuel et peut-être déjà archaïque du mot; contrairement à l'auteur de *Nekrassov*, M. Jean Vilar ne s'adresse pas à une « classe sociale » définie relativement à une philosophie de l'histoire, mais à tous ceux qui aiment le théâtre, quelle que soit la catégorie professionnelle à laquelle ils appartiennent et, du même coup, l'espèce de culture qui forme ou informe leur esprit. Qu'il n'hésite pas à demander un gros effort aux spectateurs que *Marie Tudor* fit pleurer, qui ne reconnaîtrait là la mission de l'*animateur* ? Le directeur d'un Théâtre National Populaire n'est pas de suivre, mais de conduire.

2° Peut-être M. Jean Vilar eût-il préféré commencer par un drame plus accessible, moins massivement littéraire : mais lequel ? S'il ne voulait pas monter un drame déjà joué et

rejoué, il se trouvait nécessairement rejeté vers les œuvres de jeunesse. Avouons qu'il était difficile de choisir entre *Tête d'Or* et *La Ville*. Il y avait bien la première *Jeune fille Violaine* (celle des Éditions Excelsior) : mais on ne donne pas à une esquisse un énorme cadre sculpté.

3° Il n'est pas indispensable qu'un texte poétique soit totalement intelligible pour être dramatiquement efficace : le sens des mots ne « passe pas la rampe » (surtout lorsqu'il n'y a point de rampe...) ? Et cependant les mots nous frappent, nous captivent, nous font même oublier de nous demander ce qu'ils veulent dire. L'essentiel est de sentir ce qu'est l'action, qui sont les protagonistes de l'action, quel drame profond représente l'action : tout le reste est musique.

L'art de M. Jean Vilar et de ses comédiens est justement d'avoir su éclairer l'Idée dont chaque personnage est possédé comme d'un « démon » (au sens où Socrate parlait de son « démon »). Nous savons, en gros, qui est Avare, qui sont Lambert de Besme et son frère Isidore, nous reconnaissons Claudel en Cœuvre et sommes étonnés de découvrir Ysé en Lâla. Nous comprenons bien qu'à la fin du dernier siècle, le poète a prévu nos tragédies, celle d'un monde où la machine s'ajoute à la nature, où le goût de la révolution est devenu une forme normale de la conscience politique, où l'amour cherche sa fin. Tout cela est lumineux sur la scène sans décors, où des silhouettes précises et inoubliables évoquent un « 1900 de fantaisie », analogue à ce « moyen âge de fantaisie » que Paul Claudel imaginera pour l'*Annonce*.

Soyons prudents toutefois : il est recommandé de lire et relire *La Ville* avant de faire ce pèlerinage aux sources de la dramaturgie claudélienne.

Pour se reposer, on ira voir *Le Chien du jardinier* à Marigny ou *Entre chien et loup* au Théâtre en rond.

Dans le quatorzième des *Cahiers de la Compagnie Jean-Louis Barrault* (Juilliard, décembre 1955), l'adaptateur, M. Georges Neveux nous dit que « si *Le Chien du jardinier* nous était parvenu sans nom d'auteur et dans une traduction, nous l'aurions sans hésiter inscrite dans le répertoire de ces pièces capricantes et bariolées où passaient les Arlequins et les Princesses Turondot sur les tréteaux de la place Saint-Marc »; le metteur en scène, M. Jean-Louis Barrault, y

reconnaît « toute la vigueur sensuelle du XVIe siècle et toute l'élégance de la Renaissance ». Le spectateur de Marigny songe surtout à Marivaux, un Marivaux qui aurait volontiers conduit ses intrigues. En fait, il s'agit d'une comédie espagnole, écrite autour de l'an 1600 par Lope de Vega. Aussi est-il bon de savoir que l'adaptateur s'accuse d'avoir dû « transposer presque tout le dialogue et redessiner en partie le canevas » et que le metteur en scène parle d'une « adaptation *repensée* ». Rien d'étonnant si Mme Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault - bien meilleur comédien que tragédien — ont, par leur jeu très spirituel, situé la pièce à la limite du XVIIe et du XVIIIe siècle français.

Le « chien du jardinier » ne veut pas manger sa pâtée, mais ne laisse aucun autre chien la manger : telle est la situation de Dona Diana de Belflor, jeune veuve, qui ne veut ni épouser son secrétaire ni laisser une autre femme l'épouser. Il n'y a donc pas de chien en scène..., mais la pièce suivante nous montrera un cheval, c'est-à-dire le mime Barrault caracolant. *Les Suites d'une course* n'ont qu'un défaut : ne pas être un « mimo-farce » sans paroles. L'argument est drôle : le cheval Baptiste se casse une patte avant la fin de la course et il faut l'abattre; son maître, qui s'appelle aussi Baptiste, l'aime tellement qu'il s'identifie à l'animal et devient cheval. C'est là un genre d'histoire où le mime peut tout dire, surtout quand le décorateur et le musicien ont de l'esprit. Les vers volontairement plats de M. Jules Supervielle ralentissent le jeu, encombrent la mélodie et nous amusent moins que le reste.

C'est aussi un petit chef-d'œuvre de mise en scène que M. André Villiers présente au Théâtre en rond. M. Gabriel Arout a tiré *Entre chien et loup* d'une pièce de Paolo Levi, *Légitime défense*. Il est minuit; un homme en aborde un autre et lui dit : « Vous êtes Thomas; dans deux heures, vous devez enlever Solange; vous avez deux millions dans votre poche; or, le mari, qui est un joueur, vous tuera, d'accord avec sa femme. » L'inconnu s'efforce de convaincre Thomas : la pièce est une série d'évocations, au passé et au futur, jusqu'à l'imprévisible scène qui se joue au présent, à 2 heures du matin.

Il serait ridicule de transformer en drame métaphysique ce roman policier sans police; il serait injuste de ne pas le

montrer plus sérieux qu'il n'en a l'air. Il n'est pas seulement question de savoir ce qui va arriver, mais, ce qui modifie la nature de l'intérêt, de savoir qui est cette femme? Est-elle celle que Thomas voit dans son amour ou celle que l'inconnu découvre sous un masque? Et voici même que peu à peu une figure se dessine, celle de l'aventurière qui a soumis deux hommes à une épreuve. L'affaire est si bien menée qu'avec quelques coupures dans le troisième acte on oubliera toutes les mauvaises lectures de cette jeune femme qui fait de l'assassinat un test du surhumain.

L'importance dramatique de ce spectacle tient à l'exacte appropriation des moyens aux fins, de l'architecture de la salle à la nature de la pièce, de la technique à l'art. Dire que M. André Villiers a voulu « faire du cinéma » serait un contresens : dans la mesure où la présence réelle des acteurs est comme intensifiée, « le rond » est pour le spectacle un lieu encore plus différent de l'écran que la scène ordinaire; mais, mieux que la scène ordinaire, il permet certains effets *analogues* à ceux que peut obtenir le cinéaste. Les comédiens sont bons, parfois très bons : mais leurs personnages existent et vivent par la lumière; sur cette piste sans décors, l'éclairage crée le milieu dramatique, diversifie les lieux et les temps, fait apparaître et disparaître les corps.

HENRI GOUHIER.

Un film exceptionnel : Ordet, *de Carl Dreyer*

L'auteur d'*Ordet,* Carl T. Dreyer, âgé de soixante-six ans, est l'une des plus étonnantes et des plus grandes figures du cinéma. Voilà quelques années un referendum international parmi les critiques, plaçait au premier rang de tous les films jamais produits *La Passion de Jeanne d'Arc* que Dreyer réalisa en France en 1928. Ce Danois fit, en effet, des films en France, en Allemagne, en Suède et en Norvège. Mais comme les œuvres de Charles Chaplin, celles de Dreyer se

font de plus en plus rares. Il avait réalisé huit films de 1920 à 1928. Après *La Passion de Jeanne d'Arc* il n'en réalisa que quatre. Les seuls qui comptent sont *Dies Irae* (1943) et *Ordet* (1955). Ces trois films forment une sorte de trilogie tragique et religieuse. Rares sont les œuvres qui échappent à ce point aux modes et aux écoles : le style de Dreyer semble hors du temps et indépendant de l'évolution du cinéma depuis trente ans[1]. Rares sont les auteurs qui échappent comme lui aux servitudes géographiques de l'industrie cinématographique; Dreyer a réalisé *Ordet*, comme *Dies Irae*, dans son pays et dans sa langue bien que la production d'un film de long métrage d'une telle importance soit aujourd'hui un fait exceptionnel dans un pays aussi petit que le Danemark. Le grand Prix qui a couronné *Ordet* au dernier festival de Venise vient compléter ces marques d'exceptions.

Carl Dreyer songeait à réaliser ce film depuis 1932, date de la création à Copenhague d'une pièce portant le même titre *Ordet* (*La Parole* ou *Le Verbe*) dont le film est l'adaptation. Les extérieurs du film ont été tournés dans le village du Jutland où l'auteur de la pièce, Kaj Munk, était pasteur luthérien. Il fut fusillé par les Allemands pendant l'occupation du Danemark. La pièce de Kaj Munk, très connue dans les pays scandinaves, fut adaptée une première fois au cinéma après la guerre par un autre vétéran du cinéma, le Suédois Gustav Molander. Son film, beaucoup plus lyrique que celui de Dreyer, laisse le souvenir d'une sorte de pastorale nordique où les extérieurs tenaient une grande place et où Rune Lindstrôm (dans le rôle de Johannes) donnait à ce personnage de fou une sorte de sagesse de voyant naïf. Dans cette atmosphère lyrique la conclusion du film était très inattendue et dérouta complètement le public français.

Dans le film de Dreyer, au contraire, les personnages semblent sans cesse enfermés et l'action devient tout intérieure. Rien n'y semble fortuit, même par le miracle, car le film entier est une méditation sur la mort et la résurrection. Mais au lieu que l'histoire du Christ nous soit donnée comme une

1. Il ne s'agit d'ailleurs que d'une apparence, car au montage de gros plans de *Jeanne d'Arc*, s'opposent les plans-séquence d'*Ordet*. Mais à l'inverse des moindres auteurs, chez Dreyer l'unité du style domine la diversité des langages.

clef de notre propre histoire, c'est la mort et la résurrection de l'un des leurs qui va faire retrouver à quelques paysans du Jutland la foi au Christ. Cette inversion des données habituelles de notre réflexion religieuse n'apparaît pas immédiatement. Le film est entièrement construit sur ces deux thèmes, mais l'attente du spectateur est très subtilement dosée et ménagée; c'est sans doute la raison pour laquelle le sens du film ne peut apparaître qu'à la réflexion.

Pendant la projection on est tout d'abord imprégné par une atmosphère pesante et insolite, celle de deux familles du Jutland, dont la religiosité est aussi éloignée que possible de la religion catholique et latine. Le patriarche du film, Morten Borgen, un riche fermier, a, dit-il, ramené la foi dans son village. Il s'oppose à un pauvre tailleur, Peter, créateur d'une secte dissidente dont il réunit les adeptes chez lui pour des chants et des prières en commun. Il est difficile de saisir ce qui divise si profondément les deux hommes tant l'atmosphère pensante et puritaine des deux groupes se ressemble. Morten Borgen est, paraît-il, partisan d'une religion de la joie et de la vie, alors que Peter voue à la damnation tous ceux qui ne font pas partie de son petit cercle d'élus inquiets. Pour l'un et pour l'autre le seul problème semble être celui d'une foi presque sans contenu et sans liaison directe avec l'espérance ou la charité. Surtout nous ne devinons rien de la joie que prône Morten Borgen, car ce patriarche est accablé : son fils aîné qui dirige la ferme est devenu incroyant, son second fils, Johannes, sur qui se fondaient ses espoirs, a commencé des études de pasteur, mais est devenu fou (en lisant Kierkegaard, nous est-il précisé).

L'intrigue commence quand Morten Borgen apprend que son troisième fils veut épouser la fille du tailleur. Un seul personnage éclaire la tristesse de cette famille : Inger, la femme du fils aîné, sorte de fée du logis, très croyante et aimée de son beau-père. Dernière épreuve : Inger meurt en mettant au monde un enfant. Le choc de sa mort rend la raison à Johannes. S'appuyant sur la foi naïve de la petite fille d'Inger, Johannes, seul, aura assez de foi pour demander à Dieu un miracle. Grâce au miracle la foi renaît et remet tout en place; les deux vieillards reconnaissent qu'il n'est qu'un seul Dieu, celui d'Élie et, après cette résurrection, la vie reprend.

On n'a sans doute jamais traité un sujet aussi ardu avec moins de concessions. L'angoisse pèse sans trêve sur tous les personnages. Il est peu d'atmosphère religieuse aussi oppressante et la vision qui nous est donnée ici du christianisme est très éloignée de celle d'un catholique. Presque inassimilable même pour nous au premier abord. On comprend donc les réactions violentes qu'a pu susciter chez certains catholiques français le comportement religieux des personnages d'*Ordet*. Je laisse à plus compétent que moi le soin d'en faire la critique. Mais la question que pose *Ordet* est plus générale. Une œuvre qui s'élève à un certain niveau d'authenticité artistique et humaine peut-elle porter une signification qui dépasse le conditionnement historique, géographique et sociologique de ses personnages ?

C'est, me semble-t-il, le cas d'*Ordet*. Pour la première fois peut-être au cinéma nous sommes mis en présence de personnages hantés par des problèmes spirituels et sans cesse confrontés au surnaturel. Le film évite pourtant l'écueil de tant de films dont les ambitions étaient analogues : celui de l'idéalisation des personnages et de l'irréalisme. Il existe une sorte d'angélisme artistique qui conduit la plupart des auteurs de films dits « religieux » à priver les personnages « spirituels » de toute densité humaine comme le fait dans un autre domaine l'imagerie sulpicienne. La démarche de Dreyer est exactement inverse. Rien de plus réaliste dans le détail que chacune des images d'*Ordet*; vu sous un certain angle le film pourrait passer pour un documentaire sur la vie quotidienne de quelques paysans. Rien de plus naturel que le comportement de chacun; Inger sert le café dans une vieille cafetière, les enfants vont se coucher, on va surveiller la truie. Mais tous les éléments de ce réalisme sont ordonnés par l'auteur pour rendre sans cesse sensible la présence du spirituel; ce naturel, qui n'est jamais forcé, conduit par une nécessité inéluctable au surnaturel.

Le récit n'a pas ici le caractère accidentel des récits ordinaires; les événements sont tous à la fois inattendus et nécessaires. C'est que le ressort du mouvement dramatique est inversé : au lieu d'un déterminisme qui pousse les personnages, chacun d'eux avance dans l'ombre comme attiré par une lumière invisible pour lui comme pour nous. L'art

du *suspense,* procédé grossier dans les films policiers, est ici poussé à ses extrêmes limites et trouve une nouvelle dignité comme dans certains romans de Graham Greene.

Cette inversion de point de vue n'est pas sensible seulement dans la durée : elle concerne aussi la vision dans l'espace. La place de chaque objet, le dessin de chaque geste ne sont jamais fortuits. Toute chose semble éclairée de l'intérieur aussi bien que de l'extérieur. La réalité de chaque détail construit une surréalité de l'ensemble.

Cette profonde originalité de sa vision dans l'espace et dans le temps, Carl Dreyer parvient à l'imposer par un extraordinaire contrôle des éléments infiniment complexes qui composent un film. Presque tous les auteurs, au cinéma, se trouvent placés à des degrés divers dans le cas du reporter qui enregistre un événement dont il ne règle pas le déroulement. Même si la mise en scène, le décor et les éclairages ont été choisis par le réalisateur, il subsiste toujours une marge d'imprévu non assimilée par l'auteur, hétérogène aux éléments qui lui sont propres et qu'il faut attribuer au tempérament de l'acteur, aux exigences des décors, aux jeux de la lumière. Carl Dreyer réduit à rien cette marge d'imprévu. La direction des acteurs semble conduire à une sorte de géométrie du geste, les apparences des choses les plus familières semblent redessinées par un éclairage entièrement docile. Seul, parmi les autres réalisateurs, Robert Bresson semble suivre une voie parallèle, inspiré, notons-le, par une ambition identique d'intériorisation.

La plupart des films ne sont que jeux d'apparences. Ce sont jeux, notons-le, qui n'ont rien de méprisables. L'effort néo-réaliste vise précisément à saisir les apparences dans toute leur authenticité en les débarrassant de l'artifice du cinéma commercial. L'effort de Dreyer est exactement inverse : il consiste à dépasser les apparences. Il échappe à l'artifice parce qu'il s'appuie sur la réalité des choses et la vérité des êtres. Mais il dépasse le réalisme en donnant aux démarches les plus simples un sens plus profond. *Ordet* dépasse les apparences sociologiques et psychologiques du récit qui sert à Dreyer de prétexte. La preuve du succès de son entreprise, je la découvre dans la sérénité et la lumière auxquelles conduit la peinture de ce monde sombre et angoissé. On ne peut s'arrêter à la critique de la religiosité

imparfaite de ces êtres, car son imperfection n'est que l'occasion qui fait découvrir la possibilité d'une perfection. Plus que l'histoire d'un itinéraire spirituel, *Ordet* est l'occasion, pour Dreyer, de tenter une transfiguration du monde progressivement imprégné d'une lumière spirituelle et des êtres progressivement éclairés par la découverte du surnaturel.

J.-L. TALLENAY.

« *Cercle ouvert* »

Le jeudi 19 janvier au soir, a eu lieu, 44, rue de Rennes (place Saint-Germain-des-Prés), la première conférence-débat organisée par le Cercle Ouvert. Cette nouvelle association culturelle que cautionnent des écrivains, des auteurs dramatiques, des acteurs, des hommes politiques tels que Arthur Adamov, Roland Barthes, Jean Duvignaud, Jean-Louis Barrault, Jean Vilar, Clara Malraux, Jean Wahl, Jacques Nantet, Marguerite Duras, Dinolys Mascolo, Jean-Michel Royer, Louis Vallon, etc., a pour objet de confronter au cours de réunions mensuelles et publiques, intellectuels et personnalités engagées dans l'action politique. La première conférence-débat avait pour sujet : « La recherche du style implique-t-elle une position politique ? » Jacques Nantet, qui dirigeait les débats, a mis l'accent sur la situation angoissante des intellectuels de gauche qui restent attachés à leur engagement, mais qui doivent constater l'échec total de la production littéraire orientée selon les principes révolutionnaires. Y a-t-il, dans l'aspiration révolutionnaire, un aspect sanitaire, rationaliste, qui, donnant priorité au fond sur la forme, étouffe (plus encore que la perte de la liberté formelle) toute possibilité de création ? Comment retrouver, selon les thèmes de Roland Barthes, une écriture nouvelle qui ne soit pas une trahison ? Est-ce possible, puisque dans ces tenta-

tives où l'écriture devient objet, l'écrivain se met d'avance en contradiction avec les normes marxistes, entre autres ? Jacques Nantet donna ensuite quelques exemples tirés de la controverse Simonov-Ehrenbourg, du nouveau livre de Pierre Hervé, *La révolution et les fétiches,* et des expériences de tendance nihiliste telles que celles de Ionesco, Adamov, Beckett, au théâtre. Tandis qu'une discussion s'engageait dans la salle avec Paul Serrant qui représente une position bien éloignée de ces derniers, Colette Audry développait une analyse très poussée du style et Jean Duvignaud apportait sa double expérience d'auteur et de critique dramatique.

La prochaine conférence-débat (même salle, vendredi 17 février) réunira Marcel Moussy, Mouloud Mammeri, Albert Memmi, Driss Chraïbi, Jean-Michel Royer, Jacques Danos et Jean Daniel, qui évoqueront les problèmes posés par « La littérature en Afrique du Nord ». Les mois suivants, Jean Wahl traitera de « L'art figuratif et l'art non figuratif », Jean-Louis Barrault et Jean Vilar se demanderont si « il y a du nouveau au théâtre ».

B. D.

Imprimerie Aubin, Ligugé (Vienne).
D. L., 1er trimestre 1956. — Imprimeur, n° 1.370.
Directeur gérant : R.-C. Chartier, N.M.P.P.